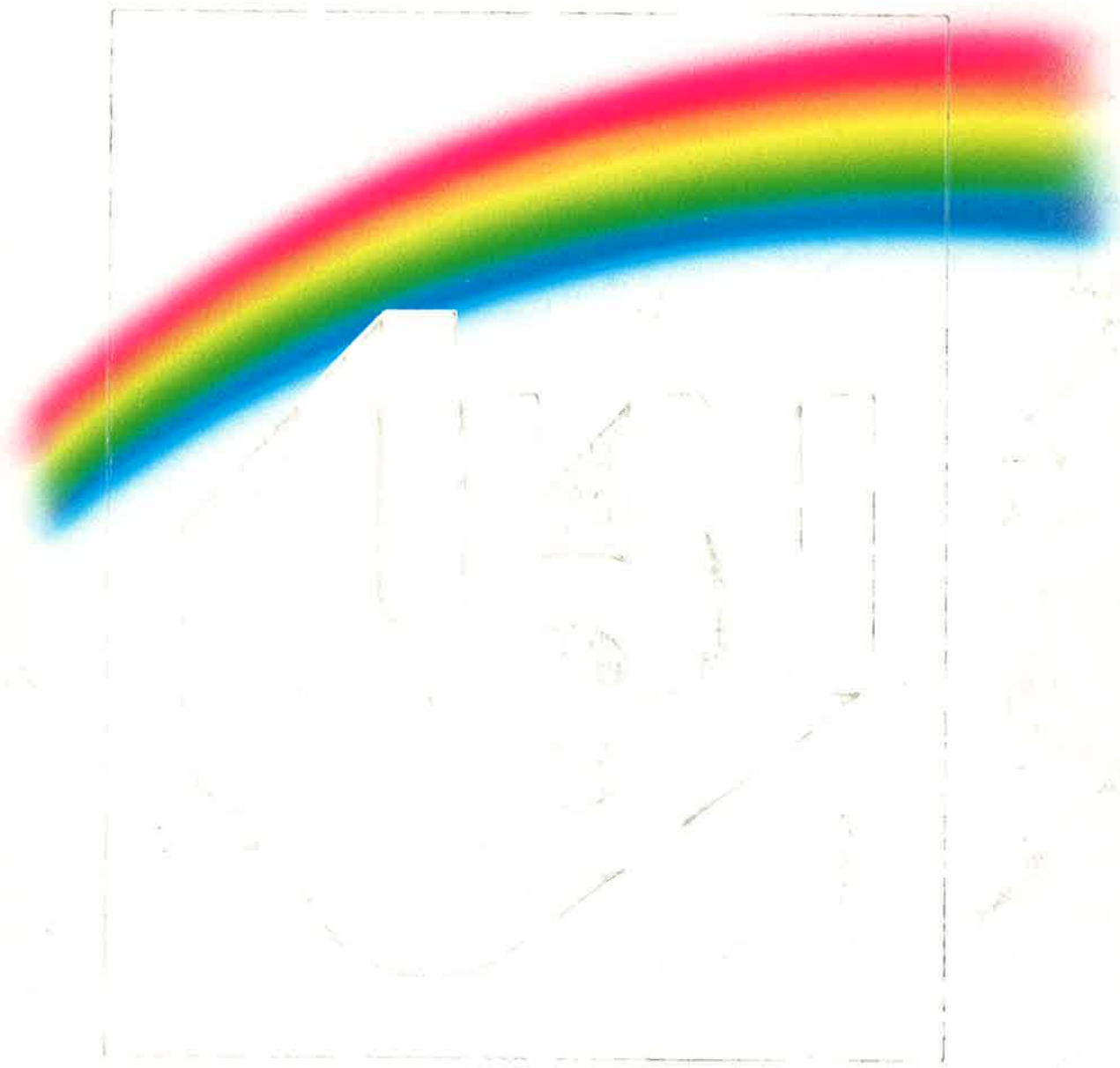


Union Internationale pour la Conservation
de la Nature et de ses Ressources

International Union for Conservation
of Nature and Natural Resources



1982
1984

Rapport triennal Triennial report

IUCN
1984
008

For Reference
Do Not Take
From the Library

100N
1984
008

Union Internationale pour la Conservation
de la Nature et de ses Ressources


International Union for Conservation
of Nature and Natural Resources



Rapport triennal
Triennial Report
1984-1985

**Ce rapport a été rédigé grâce à des dons généreux
du Fonds Rockefeller et du World Wildlife Fund - Etats-Unis.**

**Production of this report was made possible by generous
donations for the purpose from the Rockefeller Brothers Fund and
World Wildlife Fund-US.**

 **Library**
CH-1196 Gland

	Message du président	4
1.	Introduction du directeur général: Trois ans de réalisations tangibles	6
1.1	La planification du développement	12
1.2	Le droit, les politiques et l'administration	16
1.3	L'éducation	22
1.4	Les écosystèmes	26
1.5	Les aires protégées	30
1.6	Les espèces	34
1.7	Les programmes de conservation régionaux	44
1.8	Renforcement du mouvement de la conservation	50
1.9	La préparation du programme	54
2.	Opérations sur le terrain et autres réalisations	60
2.1	Projets sur le terrain	60
2.2	Résolutions appliquées	70
2.3	Publications principales	94
3.	L'Union	96
3.1	Le conseil	96
3.2	Les membres	98
3.3	Le secrétariat et les centres	102
3.4	Les commissions	108
3.5	Rapport financier 1981-1983	110

	President's message	5
1.	Director General's Introduction: Three years of steady achievement	7
1.1	Development planning	13
1.2	Law, policy and administration	17
1.3	Education	23
1.4	Ecosystems	27
1.5	Protected areas	31
1.6	Species	35
1.7	Area conservation programmes	45
1.8	Network development	51
1.9	Programme development	55
2.	Field operations and other achievements	61
2.1	Projects in the field	61
2.2	Resolutions pursued	71
2.3	Major publications	95
3.	State of the Union	97
3.1	Council	97
3.2	Membership	99
3.3	Secretariat and Centres	103
3.4	Commissions	109
3.5	Financial report 1981-1983	111

Les membres de l'UICN sont unis en une confédération mondiale de personnes et d'institutions, concernées par la conservation de la nature. Les Assemblées générales donnent aux membres de l'Union une occasion d'orienter les politiques qui guident les travaux de la communauté de la conservation. Elles fournissent un ensemble d'instructions pour le conseil élu de l'Union, ses cadres spécialisés des commissions et des centres et son exécutif, le directeur général et son personnel. Ces instructions se présentent sous la forme d'un programme de travail concerté et d'un certain nombre de résolutions. A chaque nouvelle Assemblée générale, le directeur général fait rapport à l'Union sur les activités entreprises pour mener à bien ces instructions et sur les résultats obtenus dans la période triennale écoulée.

Les lecteurs de ce rapport du directeur général à la 16^e Assemblée générale de l'UICN remarqueront que chaque élément de l'appareil décrit ci-dessus a une identité double: un rôle structurel qui lui permet de capter le savoir, l'information et tout autre élément venant soutenir les politiques et une fonction exécutive en tant qu'instrument d'application du programme, de gestion des projets, de diffusion de l'information et de contact pour atteindre à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Union des organes possédant des moyens non négligeables de réaliser la conservation de la nature.

Les liens étroits que l'UICN a noués avec ses partenaires font des travaux de l'Union une entreprise d'envergure, extrêmement efficace. La conservation, telle qu'elle est définie par la *Stratégie mondiale de la conservation*, est notre but commun; notre public commun va des enfants des écoles aux chefs d'Etat et autres décideurs importants; notre programme de travail commun est l'action sur le terrain qui va des petits projets à l'échelle locale à des programmes mondiaux destinés à sauver des biomes essentiels de la planète. Par ces activités de conservation, entre autre, l'UICN entretient des relations de travail très fructueuses avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et avec le World Wildlife Fund (WWF). Les lecteurs de ce rapport apprécieront la valeur cardinale de la collaboration UICN/PNUE/WWF dans le cadre de l'application du programme adopté par la 15^e Assemblée générale de l'UICN, qui découlait de la *Stratégie mondiale de la conservation* et dans la faculté de l'Union à relever les nouveaux défis de la conservation à mesure qu'ils se posent.

La clé qui a permis de réussir à rassembler toutes les énergies du réseau de l'UICN et de ses partenaires pour en obtenir un effort maximum n'est autre que le travail de coordination accompli par le secrétariat de l'Union guidé par son directeur général. C'est avec grand plaisir que je profite d'écrire la préface de ce document chargé d'informations pour transmettre mes remerciements les plus sincères à M. Kenton R. Miller, directeur général de l'UICN, qui a su conduire les travaux de l'Union en leader éclairé. Dans cette tâche, il est soutenu par une équipe d'hommes et de femmes associant compétence professionnelle et engagement évident en faveur des idéaux et des objectifs de la conservation.

Je forme l'espoir que le flot d'informations qui n'a cessé de croître à l'intérieur du réseau, comme le signale ce rapport, ne tarira pas et que les prochains rapports du directeur général deviendront de véritables rapports mondiaux sur la conservation.

Professeur Mohamed Abdel Fattah El Kassas
Président de l'UICN



's membership is a worldwide confederation of conservation-minded individuals and institutions. General Assemblies give the Union's membership an opportunity to set the course of policies which guide the work of the conservation community and provide a set of instructions for the Union's elected Council, its specialist workers in the Commissions and Centres and its executive, the Director General and his staff. These instructions take the form of an approved programme of work and a number of resolutions. At each new General Assembly, the Director General reports back to the Union on the actions undertaken in response to these instructions and on results achieved during the past triennium.

Readers of this, the Director General's Report to the 16th General Assembly of IUCN, will note that every part of the apparatus described above has a twofold identity: a structural role as a catchment for expertise, information and other elements of policy support, and an executive function as an instrument for implementing the programme, managing projects, disseminating information and reaching out to bodies inside and outside the Union who possess significant means to achieve conservation.

Closer links between IUCN and its partners make our operation a more effective and far-reaching enterprise. Conservation, as the *World Conservation Strategy* defines it, is our common goal; our common audience ranges from schoolchildren to heads of State and other key decision-makers; our common agenda is action in the field, ranging from small-scale local projects to global programmes charged with saving the world's major biomes. In these and in other conservation activities, IUCN has developed a special and very fruitful working relationship with the United Nations Environment Programme and with the World Wildlife Fund. Readers of this report will appreciate the cardinal value of IUCN-UNEP-WWF collaborative action in implementing the programme adopted by IUCN's 15th General Assembly, in following up the *World Conservation Strategy* and in facing up to new conservation challenges as they emerge.

The key to success in harnessing to full effect the combined energies of all parts of the network of IUCN and its partners is the coordinating work done at the Union's headquarters under the leadership of the Director General. It is my pleasure, as I introduce this most informative document, to record my special appreciation of IUCN Director General Dr Kenton R. Miller, for the inspired leadership he has given our operation. He is supported by a team of men and women who combine professional competence with evident commitment to conservation's ideals and objectives.



It is my hope that the increasing flow of information within the IUCN network signalled by this report will continue and that future reports from the Director General will truly become established as world conservation reports.

Professor Mohamed Abdel Fattah El Kassas
IUCN President

Trois ans de réalisations tangibles

La 15^e Assemblée générale de l'UICN (Christchurch, Nouvelle-Zélande, 1981) a examiné et approuvé un programme de travail pour la période triennale de 1982 à 1984. Conçu pour répondre aux besoins les plus urgents et les plus importants mis en lumière dans la *Stratégie mondiale de la conservation*, le programme fournit un cadre aux tâches du secrétariat et aux secteurs liés de l'UICN, notamment les centres, les commissions et les divers organes consultatifs.

Le rapport qui suit a pour objectif d'informer les membres de l'UICN, entre autres, sur les travaux de l'Union pour mettre en œuvre les objectifs et les activités énoncés à Christchurch. Le rapport, qui commence par un résumé bref de chaque domaine du programme, traite ensuite en plus grand détail les résultats des travaux, dans les paragraphes portant sur les opérations sur le terrain, les principales publications, les conférences, etc.

Les organes de l'UICN responsables de la mise en œuvre des activités décrites dans le premier chapitre de ce rapport sont, dans de nombreux cas, signalés par leur sigle, entre crochets. Un rapport plus spécifique sur les commissions, les centres et autres organes figure au chapitre III. Les activités issues des résolutions prises à Christchurch sont également signalées par le numéro de référence, entre crochets, de la résolution en question. Pour les résolutions qui concernent des sujets que le programme ne traite pas entièrement, le paragraphe 2.2 présente un aperçu des réalisations.

Dans l'enthousiasme de Christchurch, un programme d'action écrasant a été fixé pour la communauté mondiale de la conservation. À la lumière des réalisations de cette période triennale, il n'est guère surprenant de constater que nombre des objectifs et activités arrêtés n'ont été que partiellement atteints. La 16^e Assemblée générale, qui se réunit à Madrid en novembre 1984, examinera les résultats et envisagera des moyens de renforcer les travaux de l'Union pour les années à venir. Le manque de personnel au secrétariat, le soutien imparfait obtenu par les commissions et autres groupes de travail bénévoles, la fragilité des communications établies entre les membres de l'Union et la faiblesse des piliers institutionnels et structurels de l'organisation ont tous contribué au fait que les objectifs fixés à Christchurch aient été insuffisamment remplis.

Il faut ajouter que pendant cette période, autre contrainte, le réseau de membres n'a pas donné la mesure de ses talents. Maintes activités du programme auraient pu, voire même auraient dû, être appliquées par les organisations membres disposant de leur propre financement. Un sens renforcé de l'unité et de la solidarité aurait pu forger une capacité supérieure à traiter les problèmes complexes qui se posent au monde et à son environnement. Il faut enfin préciser que la concurrence opposant les membres, les trop grandes espérances à la lumière du soutien matériel réel obtenu par le secrétariat, de même que le retard enregistré dans le paiement des cotisations ont limité la capacité du secrétariat et des bénévoles à exécuter les vœux de l'Union, totalement et rapidement.

Three years of steady achievement

The UICN's 15th General Assembly (Christchurch, New Zealand, 1981) discussed and approved a programme of work for the three-year period 1982-1984. Designed to serve the most urgent and important needs highlighted in the *World Conservation Strategy*, the programme provides the framework for the tasks of the Secretariat and related components of the Union, including the centres, commissions and various advisory bodies.

The report which follows is intended to inform IUCN members and others about the work of the Union in relation to objectives and activities assigned at Christchurch. Beginning with a brief abstract dealing with each programme area, the report goes on to list more detailed results of work under such headings as field operations, major publications, conferences, and the like.

The IUCN components chiefly responsible for implementing work described in the first section of the report have been, in most cases, signalled in square brackets by their acronyms. A report on individual Commissions, Centres and other components appears in the third section. Activities stemming from resolutions passed at Christchurch are also signalled in square brackets by the reference number of the resolution concerned. For those resolutions concerning topics not fully covered by the programme, highlights of achievements are offered in section 2.2.

The expectations of Christchurch add up to an almost overwhelming agenda for action by the global conservation community. On reviewing the accomplishments of the triennium it should come as no surprise that many of the objectives and activities called for were incompletely addressed. The 16th General Assembly meeting in Madrid in November 1984 will examine the results and consider how to strengthen the work of the Union in future years. Lack of staff in the Secretariat, imperfect support for the Commissions and other volunteer working groups, tenuous lines of communication among Union members and weaknesses in institutional and structural props of the organisation have all contributed to some shortfall in attaining the goals of Christchurch.

Another constraint operating during the period has been the unrealised potential of the membership network itself. Many activities in the programme could and indeed should have been implemented by member organisations with their own funding. A strengthened sense of unity and solidarity might have forged a greater capacity to deal with the complex issues facing people and their environment. And it must be said that competition among members, excessive expectations in the light of actual material support provided to the Secretariat and the late payment of dues have limited the ability of staff and volunteers to execute the Union's wishes completely and promptly.

Si l'on considère les grands problèmes des années 80, il nous reste peu de temps à perdre en pessimisme et en lamentations inutiles. Les tâches accomplies dans les trois années écoulées sont généralement importantes et, dans bien des cas, exceptionnelles. Je mentionnerai tout particulièrement: l'expansion du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature et du Centre de la conservation pour le développement; la création de nouveaux postes d'encadrement pour des périodes fixes, financés par des institutions collaborant avec l'IUCN dans le cadre de sujets aussi importants que la conservation des forêts tropicales, des plantes et des zones humides; l'inauguration de nouvelles activités en coopération avec des organisations nationales, régionales et internationales; l'évolution de la coopération établie entre l'IUCN et le PNUE qui n'est plus axée sur un ensemble imprécis d'activités centrales mais vers une série de projets spécifiques liés au programme environnemental des Nations Unies à l'échelle du système; l'organisation du troisième Congrès mondial des parcs nationaux à Bali, Indonésie, et de la deuxième Conférence des Parties à la Convention de Ramsar à Groningue, Pays-Bas; et la collaboration avec le PNUE en vue de préparer et de lancer la *Charte mondiale de la nature*, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Au-delà de ces réalisations particulières reste le travail quotidien fondamental qui consiste à gérer tous les ans environ 400 projets de conservation dans les régions en développement, à fournir des avis politiques aux membres et institutions liées, à assurer les services et soutenir des conventions et accords internationaux, à fournir des données et analyses techniques et scientifiques, à améliorer la formulation du programme et des projets et à publier des ouvrages de référence et autres documents qui sont distribués à la communauté mondiale et au grand public.

Ces réalisations et bien d'autres encore n'ont été possibles que grâce aux contributions de nombreuses personnes. Le professeur Mohamed Kassas, président de l'IUCN, a inspiré et dirigé les affaires globales de l'Union. Les conseillers régionaux ont participé à la préparation et à l'examen du programme et ont guidé les responsables de la politique de gestion. Les présidents des commissions n'ont épargné ni leur temps, ni leurs connaissances en dirigeant des équipes scientifiques et techniques importantes, en examinant le projet de programme et en apportant des conseils pour son application. Ces responsables élus de l'Union ont reçu le soutien de l'immense réseau de bénévoles de l'IUCN, composé de spécialistes, d'organisations qui coopèrent au financement des activités de l'Union et des organisations gouvernementales et non gouvernementales souvent décriées mais, ô combien, vitales qui ont permis à des bénévoles actifs d'unir leurs efforts, au service du programme de l'IUCN.

The challenges of the 1980s leave little time for pessimism and profitless agonising. **Tasks accomplished in the past three years are generally significant and many are outstanding.** I would single out for special mention: expansion of the Conservation Monitoring Centre and the Conservation for Development Centre; establishment of new fixed-term professional posts, funded by collaborating institutions, on such key topics as tropical forests, plants and wetlands conservation; initiation of new cooperative activities with national, regional and international organisations; evolution of IUCN-UNEP cooperation from a loose pattern of core-supported activities to a series of specific projects derived from the United Nations system-wide environmental agenda; organisation of the 3rd World Congress on National Parks in Bali, Indonesia, and the 2nd Conference of the Parties to the Ramsar (Wetlands) Convention at Groningen, Netherlands; and collaboration with UNEP to develop and launch the *World Charter for Nature*, endorsed by the General Assembly of the United Nations.

None of these individual achievements would have been possible without the underlying and essential day-to-day work of managing nearly 400 active conservation projects each year in the world's developing areas, providing policy advice to members and related institutions, servicing and supporting international conventions and agreements, supplying scientific and technical data and analysis, refining programme and project formulation, and producing authoritative work in print and other media for distribution to a world-wide conservation community and the general public.

These and a host of other achievements have been made possible by the combined contributions of many individuals. IUCN President Professor Mohamed Kassas gave vision and direction to the overall affairs of the Union. Regional Councillors contributed to the drafting and review of the Programme and have guided those responsible for management policy. The Commission chairmen have never begrudged their professional time and talents, spent in directing major scientific and technical teams, reviewing draft programme documents and advising on implementation. Support for these elected officials of the Union has come from IUCN's vast volunteer network of specialists, cooperating and funding organisations and the unsung but vital governmental and non-governmental organisations which have enabled active volunteers to pool their efforts in the IUCN Programme.

Enfin, je voudrais remercier tout particulièrement le personnel du secrétariat et de ses centres – une équipe composée de personnes dévouées et infatigables dont l'expérience et les divers talents sont essentiels à la réussite des idéaux de l'Union. J'avais déjà des liens personnels avec l'Union depuis plus de 10 ans lorsque j'ai succédé à M. Lee Talbot l'année dernière et cependant j'ai été ravi de redécouvrir chaque jour les talents de toutes ces personnes que je viens de mentionner lorsqu'il s'agit de relever les défis se posant à l'IUCN. Ils viennent de tous les horizons. Ils aplanissent les différences qui pourraient les diviser en d'autres circonstances. Ils constituent des fondations solides qui permettent d'aller de l'avant et d'agir sur le plan pratique. Ce rapport est une modeste tentative qui souhaite donner un aperçu du résultat de leurs efforts.

Je vous invite à examiner ce qu'ils ont accompli dans les pages qui suivent, à partager ma fierté devant leurs contributions et à envisager les méthodes et moyens par lesquels notre institution pourrait faire ses preuves dans les années qui viennent.

Kenton R. Miller
Directeur général de l'IUCN

Finally, I wish to give a vote of special thanks to the staff of the Secretariat and its Centres – a team of dedicated and tireless people with skills and experience vital to realising the Union's ideals. My own connection with the Union dates back to more than a decade before I took over this post from my precursor Dr Lee Talbot last year, yet I have been delighted to re-discover each day the abilities of all the people I have mentioned to deal with challenges which face IUCN. They come from all walks of life. They bridge differences which might divide us under other circumstances. They provide a firm foundation for forward-looking and practical action. This report represents a modest attempt to sketch the results of their efforts.

I invite you to examine their accomplishments in the pages which follow, to share my pride in their contributions and to consider ways and means by which our unique institution can realise its fullest potential in the years that lie ahead.

Dr Kenton R. Miller
Director General, IUCN



Les pages qui suivent (1.1 à 1.9) traitent des neuf domaines du programme défini à Christchurch et font état du travail accompli, des difficultés rencontrées et des leçons à tirer pour l'action future.

L'intégration de la planification au développement est l'objectif cardinal de la *Stratégie mondiale de la conservation*: l'Assemblée générale de Christchurch a reconnu sa prééminence en approuvant la création du Centre de la conservation pour le développement qui devait travailler en collaboration avec la Commission de la planification de l'environnement et autres organes de l'Union en vue de faire de cet objectif une réalité. [R 15/1]

Une utilisation rationnelle des ressources naturelles telles que les terres arables, l'eau, les forêts et les pêches devrait reposer sur une évaluation systématique des impacts sur l'environnement de tout projet visant à modifier l'utilisation, en vue d'aider les spécialistes du développement à éviter de perdre

plus que de gagner dans le processus. La conception pratique de cette tâche, préconisée par la *Stratégie mondiale de la conservation* et le programme de l'IUCN pour 1982-1984 se retrouve dans la préparation de stratégies qui répondent précisément aux besoins de conservation de chaque pays, région ou de tout autre secteur géographique concerné. Pendant la période triennale considérée, la Commission de la planification de l'environnement et le Centre de la conservation pour le développement de l'IUCN ont apporté un soutien pratique et leur avis à de nombreux pays qui se sont lancés dans la réalisation de leurs propres plans et stratégies de conservation nationaux, souvent par l'intermédiaire d'organisations membres de l'IUCN. En conséquence, nombre de pays ont entamé avec succès l'application de ce processus de planification (*illustration 1*). Beaucoup d'autres pays et autorités

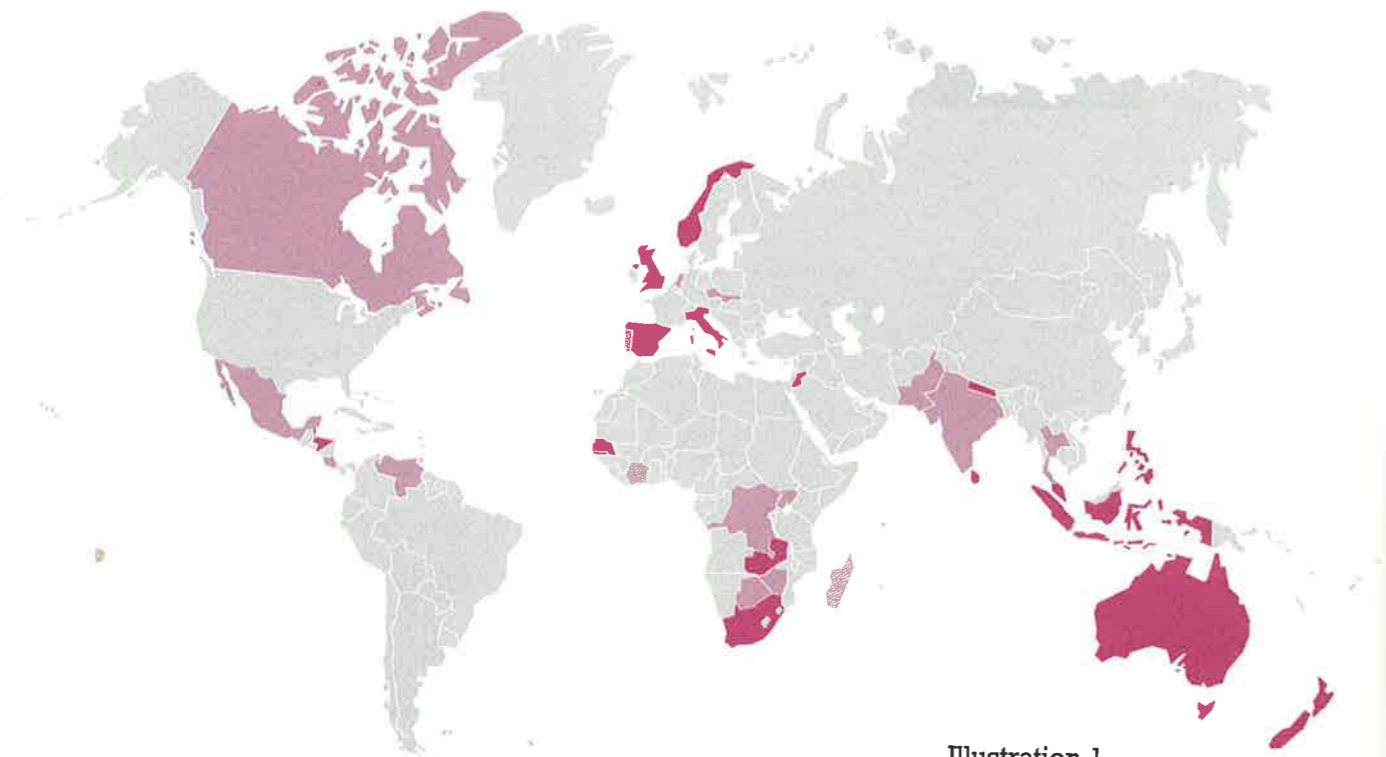


Illustration 1.
Pays qui ont lancé des stratégies et plans nationaux de conservation en 1981 et avant août 1984.

The following pages (sections 1.1 to 1.9) discuss the nine programme areas defined at Christchurch in terms of work accomplished, difficulties encountered and lessons learned for future action.

Integration of conservation with development planning is the cardinal aim of the *World Conservation Strategy*; the Christchurch General Assembly recognised its pre-eminence by approving the establishment of a new Conservation for Development Centre to work with the existing Commission on Environmental Planning and other Union institutions towards bringing intention closer to reality along several related pathways. [R 15/1]

Wise use of natural resources such as agricultural land, water, forests and fisheries should be based on systematic judgement of the environmental impact which any proposed changes of use might have, to help developers avoid losing more than is gained in the process. The practical approach to this task advocated in the *World Conservation Strategy* and in IUCN's 1982-1984 Programme is the framing of self-made strategies to match closely the conservation needs of individual countries, regions or other widely geographical sectors. During the triennium under review, IUCN has given practical support and advice to many countries embarking on their own national conservation plans and strategies, often through the agency of IUCN member organisations. As a result, many countries have successfully

put this planning process to work (*figure 1*) and many other countries and regional authorities are currently benefitting by sharing – through IUCN – the recorded knowledge and experience which this activity has produced, as they embark on their own strategic plans. Texts of the parent *Strategy* have, besides, been translated into many more languages and officially adopted in many countries as a result (*figure 2*).

An important component of IUCN's work in this field has been the search for ways to integrate conservation into the mainstream of development planning and assistance, by consultation with established multilateral and bilateral development agencies and by means of model projects (many of them the result of collaboration with UNEP and WWF) designed to prove the point that productive development and effective conservation are not merely compatible but equivalent and interdependent. The need to consult at every level, with those who make decisions,

Figure 1.
Countries embarking on self-made conservation strategies and plans in 1981 and by August 1984.

régionales, lançant aujourd'hui leurs propres plans stratégiques, tirent – par le truchement de l'IUCN – les fruits des connaissances et de l'expérience acquises et soigneusement enregistrées. Le texte de la *Stratégie mondiale de la conservation* a en outre été traduit en de nombreuses langues et, de ce fait, officiellement adopté dans de nombreux pays (*illustration 2*).

Il est à noter que dans ce domaine l'IUCN s'est efforcée de trouver les moyens d'intégrer des considérations de conservation dans le courant général de la planification et de l'aide au développement, par des consultations avec des organismes de développement bilatéraux et multilatéraux et à travers des projets modèles (nombre d'entre eux étant le résultat d'une collaboration avec le PNUE et le WWF) destinés à prouver qu'un développement productif et une conservation efficace ne sont pas seulement compatibles mais équivalents et interdépendants. Le besoin de rencontrer, à tous les niveaux, ceux qui prennent les décisions, ceux qui sont responsables de leur application et ceux qui sont le plus étroitement affectés par leurs résultats est tout aussi important pour la planification de la conservation que pour n'importe quel élément de la planification du développement. L'IUCN a souligné cette nécessité dans plusieurs publications et à travers des réunions consultatives importantes. Un registre de consultants donnant directement accès à des experts du monde entier pouvant participer à des projets dans un domaine donné a été

ouvert en 1982. Il est devenu opérationnel en 1983 et comporte aujourd'hui plus de 1000 entrées. Des centres régionaux de la conservation pour le développement sont en voie de création: le prototype, le CCD Zimbabwe, a été ouvert en 1984. [R 15/4, R 15/5]

Les travaux de l'IUCN en matière de planification du développement ont comblé, et même parfois à l'excès, les vœux formulés à Christchurch lorsque le Centre de la conservation pour le développement venait de naître. Cette tâche a rapidement dépassé le cadre de la commission et du centre qui en avaient assumé la responsabilité principale et a pénétré les activités de l'Union à tous les niveaux. Des exemples de cette conception multidisciplinaire apparaissent dans les chapitres appropriés de ce rapport. Les travaux ont, certes, été centrés sur les régions en développement, mais des efforts ont été accomplis dans d'autres régions afin de tirer les leçons des facteurs agissant à des étapes précises du développement conventionnel, à la lumière des besoins naissants du développement post-industriel. Les réalisations récentes de l'Union en matière de planification du développement culmineront par une conférence internationale sur la mise en œuvre de la SMC qui sera organisée au Canada, en 1986, avec l'aide du WWF, du PNUE, de l'Environnement Canada et de la Fédération canadienne de la nature. Les travaux de l'IUCN en matière de planification de l'environnement ont été entravés, depuis 1983, par le fait que le poste de secrétaire exécutif de la Commission est resté vacant: si une source de financement peut être trouvée, cette lacune pourrait être bientôt comblée. [R 15/4, R 15/5] □

Illustration 2.

En juin 1984, lors d'une cérémonie qui a eu lieu à São Paulo, le Brésil a adopté officiellement une version portugaise de la *Stratégie mondiale de la conservation*. [R 15/1]

those responsible for implementing them and those most closely affected by their results, is as pressing for conservation planning as for any other element of development planning. IUCN has underlined this need through the medium of several important publications and consultative meetings. A *Conservation for Development Consultant Register* giving electronically-processed access to experts in relevant fields available for project participation throughout the world was begun in 1982, became operational in 1983 and now contains over 1000 entries. Area conservation for development centres are being established: the prototype of such centres, CDC Zimbabwe, was set up in the autumn of 1984.

[R 15/4, R 15/5]

IUCN's development planning operation has fulfilled and even exceeded the expectations raised

at Christchurch, when the Conservation for Development Centre was in its infancy. The influence of this programme area has extended beyond the Centre and the Commission which have taken lead responsibility, to almost every part of the Union's operations. [R 15/4, R 15/5]

Examples of this multidisciplinary approach appear throughout the reference sections of this report. While the world's developing regions have been the focus for most of this work, much has also been done in other regions to find out what can be learned from factors operating at conventional development's end-point, and with the newly-evolving needs of 'post-industrial' development in mind. The Union's recent achievements in development planning will culminate in a major international conference on WCS implementation which will take place in Canada in 1986, with the support of WWF, UNEP, Environment Canada and the Canadian Nature Federation. Lack of an Executive Officer for the Commission on Environmental Planning since 1983 has subtracted from the depth of IUCN development planning work: if funding can be secured, it is hoped that this gap may be closed soon. □



Figure 2.
June 1984 saw Brazil's official adoption of a Portuguese version of the *World Conservation Strategy*, at a ceremony held in São Paulo. [R 15/1]

L'IUCN a fait d'énormes progrès pendant cette période triennale pour réaliser le deuxième objectif du programme de Christchurch: améliorer les fondements juridiques, institutionnels et administratifs de la conservation aux niveaux national et international.

L'IUCN a étendu ses capacités de traitement des données, afin de fournir les données spécifiques, utilisables dans les projets, et pour servir les besoins d'un ensemble relié de cinq banques de données sur la législation nationale, les traités internationaux, les instruments contraignants des communautés européennes, les décisions des tribunaux et la littérature y afférant. L'IUCN a utilisé ces capacités qui portent aujourd'hui sur plus de 45 000 entrées en tant que base de toutes ses activités dans le domaine du droit, des politiques et de l'administration de l'environnement. Des services de recherche et de publication des données ont également été fournis à divers utilisateurs extérieurs. Dans le cadre 1, figurent des exemples de projets qui sont nés ou ont bénéficié directement des services de traitement des données de l'IUCN dans ce domaine. De nombreuses publications importantes sont également issues de ces activités et de cette collaboration.

Toutes les composantes de l'appareil de l'IUCN ont participé au renforcement et à l'élaboration d'accords et instruments internationaux en matière de conservation et ainsi, de nombreux liens nouveaux ont été forgés avec des organisations partenaires. L'IUCN a apporté des contributions exceptionnelles à la législation régissant les ressources naturelles marines dans le cadre du programme du PNUE pour les mers régionales et en collaboration avec l'Organisation maritime internationale. [R 15/29 D, R 15/18]

Par le biais d'organisations membres et de ses liens avec le PNUE, l'IUCN a aidé à orchestrer les efforts en vue d'introduire des notions de conservation dans les négociations de l'Accord de la CNUCED sur les bois tropicaux.

Le comité de l'IUCN sur l'Antarctique a maintenu une surveillance étroite sur les négociations d'un régime pour les minéraux de l'Antarctique et autres questions concernant la conservation de l'Antarctique et de l'océan Austral. A la demande de l'ONU, le comité a présenté une proposition précise sur la mise en valeur des ressources naturelles de la région vue sous l'angle de la conservation, en tant que contribution au débat de l'ONU qui aura lieu sur le sujet en novembre 1984. [R 15/20]

L'IUCN a tout mis en œuvre pour promouvoir une acceptation à l'échelle mondiale de la Charte mondiale de la nature de l'ONU en diffusant le texte de la charte en plusieurs langues. Des plaques de bronze (dons de la Fondation Elizabeth Haub et du Fonds Karl Schmitz-Scholl) portant le texte de la Charte se trouvent maintenant aux sièges de nombreux organismes intergouvernementaux et de nombreux gouvernements du monde entier (illustration 3).

L'IUCN a également aidé à préparer le texte de deux instruments régionaux importants, l'accord de l'ASEAN et la Convention africaine (section 1.7).

Illustration 3.

Nairobi, mai 1984. M. Mostafa Tolba, directeur exécutif du PNUE, acceptant les plaques de bronze qui portent le texte de la Charte mondiale de la nature de l'ONU.



IUCN has made significant progress during the triennium in advancing the second objective of the Christchurch programme; to extend the international and national legal, institutional and administrative bases of conservation.

IUCN has expanded its data processing facilities to provide specific data for project use and to serve the needs of a system of five regular and interlocking data bases covering national legislation, international treaties, binding instruments of the European Communities, court decisions and literature. IUCN has used these facilities, which now include more than 45,000 entries, as a basis for all its activities in the field of environmental law, policy and administration. Search and retrieval services have also been provided to many outside users. Examples of projects which have stemmed or benefitted directly from IUCN's data processing services in this field are summarised in Box 1. Many important publications have derived from these activities and collaborations.

Work to strengthen existing, and to develop new, international conservation agreements and

instruments has involved all parts of the IUCN apparatus and has also meant many new links with partner organisations. Under the UNEP Regional Seas Programme, and in collaboration with the International Maritime Organisation, IUCN has made outstanding contributions to marine natural resource legislation. [R 15/29D, R 15/18]

Through member organisations and through links with UNEP, IUCN helped orchestrate efforts to build conservation elements into the negotiation of an UNCTAD Tropical Timber Agreement.

Negotiation of a minerals regime for Antarctica and other questions of concern to conservation in Antarctica and the Southern Ocean, have been monitored by IUCN's Antarctica Committee, which has provided, at the request of the UN, a detailed submission on conservation aspects of development of natural resources in the region, as a contribution to the forthcoming (November 1984) UN debate on the subject. [R 15/20]

IUCN has done much to promote worldwide acceptance of the UN World Charter for Nature, through the dissemination in several languages of the Charter's text; bronze plaques (provided by the Elizabeth Haub Foundation and the Karl Schmitz-Scholl Fund) bearing the text of the Charter are now displayed in the official quarters of many intergovernmental agencies and governments round the world (figure 3).

Figure 3.

Nairobi, May 1984. UNEP Executive Director Dr Mostafa Tolba, accepting bronze plaques bearing the text of the UN World Charter for Nature.

Dans la période triennale s'est déroulée la quatrième réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Washington-CITES (réunie à Gaborone, Botswana, du 19 au 30 avril 1983) et la publication des procès-verbaux de cette réunion et de la précédente (New Delhi). Au 1^{er} janvier 1984, le soutien financier accordé à la Convention par ses propres Parties avait augmenté au point que le secrétariat de la Convention n'avait plus besoin d'un appui financier ou administratif extérieur. Des plans sont actuellement en cours pour transférer le secrétariat de la Convention de Washington dans des locaux indépendants, à Lausanne, où l'administration quotidienne sera assurée par le PNUE au nom des Parties. L'IUCN et le WWF continueront à fournir leur appui à la Convention et cela de plus en plus, en dépit des nouvelles dispositions, ce qui reflète la confiance que l'Union place dans cet instrument en tant qu'outil de la conservation. [R 15/29F.2]

Durant la période triennale, l'IUCN a mené à bien des examens techniques des sites désignés pour figurer sur la Liste des biens naturels du patrimoine mondial, en vertu d'un contrat avec l'Unesco. [R 15/29F.3]

En vue de contribuer à guider les travaux des Parties à la Convention de Bonn sur les espèces migratrices, l'IUCN a collaboré avec plusieurs ONG internationales afin de préparer un accord modèle conforme à la Convention, en utilisant la région du paléarctique occidental comme exemple. [R 15/29F.1]

Conformément à la Convention de Ramsar (sur les zones humides), l'IUCN a contribué à la

préparation de deux protocoles importants au cours de la période concernée et a assuré les fonctions du bureau permanent, avec l'aide du BIROE, en sa qualité de conseiller technique. L'IUCN a eu notamment pour rôle de mettre à jour la Liste des zones humides d'importance internationale et de publier un répertoire des sites de Ramsar. L'IUCN, en tant qu'organe chargé d'assurer les fonctions du bureau, a collaboré avec le gouvernement des Pays-Bas à l'organisation de la deuxième conférence des Parties contractantes à la Convention de Ramsar, réunie à Groningue, Pays-Bas, du 7 au 12 mai 1984. Le nombre de Parties à cette Convention et à d'autres conventions mentionnées dans la *Stratégie mondiale de la conservation* a crû régulièrement pendant la période triennale (*illustration 4*). [R 15/16, R 15/1]

L'IUCN a étroitement surveillé, pendant la période triennale, l'application d'autres instruments internationaux comme la Convention de Londres sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance. Dans le cas de la Convention de Londres, l'IUCN a préparé une déclaration importante

Nouvelles Parties contractantes

1982-1984
Ramsar
CITES
Bonn

Illustration 4.

Augmentation du nombre des Etats Parties à la CITES, à la Convention de Ramsar et à celle de Bonn, 1981-1984. [R 15/16]

IUCN has also assisted in drafting work on two major regional instruments, the ASEAN Agreement and the African Convention (*section 1.7*).

The triennium saw the Fourth Meeting of the Conference of the Parties to CITES (held in Gaborone, Botswana, 19-30 April 1983) and publication of the Proceedings of this and the previous (New Delhi) Conference. Financial support for the Convention from its own Parties had increased by 1 January 1984 to a point where the Convention's Secretariat required no further grant or administrative support from elsewhere and plans are now in hand to relocate the CITES Secretariat office in independent quarters in Lausanne, where routine administration will be supervised by UNEP on behalf of the Parties. IUCN and WWF professional support for CITES will continue and multiply regardless of this change, reflecting the Union's confidence in this instrument as a conservation tool. [R 15/29F.2]

Throughout the triennium, IUCN has carried out technical reviews of nominations for natural World Heritage Sites, under contract from Unesco. [R 15/29F.3]

To help guide future action of Parties to the Bonn Convention on Migratory Species, IUCN has collaborated with several international NGOs to frame a model agreement under the Convention, using the Western Palaearctic region as an example. [R 15/29F.1]

Under the Ramsar (Wetlands) Convention, IUCN has assisted in the development of two major Protocols during the review period and has provided continuing Bureau services, with the support of IWRB as technical adviser. Part of IUCN's function has been maintenance of the list of Internationally Important Wetlands and production of a Directory of Ramsar sites. IUCN, in its Bureau function, collaborated with the Netherlands government to stage the Second Conference of Contracting Parties to Ramsar in Groningen (Netherlands) from 7 to 12 May 1984. The number of Parties to this and other conservation Conventions mentioned in the *World Conservation Strategy* has grown steadily throughout the triennium (*figure 4*). [R 15/16, R 15/1]

New contracting Parties

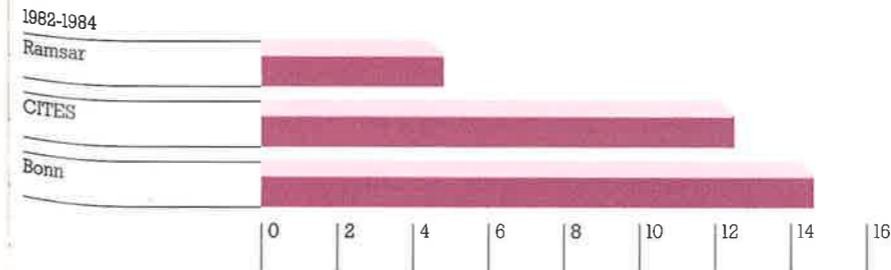


Figure 4.

Growth of numbers of States Party to CITES, Ramsar and Bonn Conventions, 1982-1984. [R 15/16]

sur l'immersion à l'intérieur du lit marin de déchets hautement radioactifs qui a été présentée à une réunion consultative des Parties contractantes, réunie en février 1984. [R 15/29F.5]

Au niveau national, les travaux ont également fait des progrès considérables. L'IUCN a aidé l'Organisation mondiale de la santé à préparer des lignes directrices à l'intention des gouvernements qui se sont engagés à fixer des normes pour l'environnement: ces lignes directrices comprendront un chapitre sur les stratégies et instruments juridiques, rédigé par des spécialistes de l'IUCN.

L'IUCN a contribué à la rédaction de législations nationales sur l'environnement à la demande du Swaziland, de l'Inde et du Soudan, tandis que de nouvelles requêtes émanant de l'Indonésie, de l'Inde et d'Oman sont actuellement examinées ou en cours. Pendant cette période triennale, l'IUCN a également donné son avis sur les aires protégées du Chili et d'Argentine et sur la protection des cétacés contre les effets du tourisme. Les experts juridiques de l'Union ont apporté leur contribution à plusieurs reprises pour les aspects juridiques de la préparation des stratégies de conservation relevant du domaine du programme qui porte sur la planification du développement, notamment pendant la phase d'application. [R 15/19, R 15/4] □

Cadre 1

Quelques-uns des projets qui ont utilisé ou sont issus des services de traitement des données de l'IUCN en matière de droit de l'environnement, dans la période de 1982-1984.

Espèces mentionnées dans la législation. L'index de ces espèces a été remodelé en banque de données et fortement enrichi. Le CSC a utilisé cette banque de données pour ses travaux de recherche concernant le *Red Data Book* et la CITES pour ses études sur l'application de la Convention. Les données sur la flore sont actuellement ajoutées aux données sur la faune, en commençant par la flore européenne, et, lorsque la technique sera à la hauteur, les données seront étendues à d'autres régions. [R 15/29F.2]

Législation sur la faune et la flore sauvage d'Afrique.

Après les études faites par TRAFFIC-Etats-Unis concernant la législation d'Amérique Centrale et du Sud sur la faune sauvage, l'IUCN collecte des données semblables sur la législation africaine. Ces travaux viendront également compléter la banque de données des espèces.

Banque de données sur le droit de l'environnement pour les pays relevant du Conseil pour l'assistance économique mutuelle (CAEM). Un projet conjoint du Conseil et du PNUE vise à traiter l'information sur le droit de l'environnement relevant des pays du CAEM. Il a permis au CDE d'apporter sa contribution. Cette possibilité a été discutée lors d'une visite de personnalités de l'Institut de la législation soviétique au CDE en 1983 et suite y sera donnée par le PNUE. □

Implementation of other international instruments, such as the London Dumping Convention and the Convention on Long Range Transboundary Air Pollution, was closely monitored by IUCN during the triennium. In the case of the London Dumping Convention, IUCN contributed a statement on deep sea-bed emplacement of high-level radioactive wastes to a consultative meeting of the Contracting Parties held in February 1984. [R 15/29F.5]

Work at national level has also made considerable progress. IUCN assisted the World Health Organisation in preparing guidelines useful to governments engaged in setting environmental standards: when these are published, they will include a section on legal strategies and instruments by IUCN specialists.

On request, IUCN has helped draft national environmental legislation in Swaziland, India and the Sudan and further requests from Indonesia, India and Oman are now being considered or processed. Advice on protected lands in Chile and Argentina and on the protection of whales in North American waters from the impact of tourism, was also provided by IUCN during the period under report. In the programme area of development planning, legislative aspects of conservation strategy development have involved the Union's legal experts in many cases, particularly during the implementation phase. [R 15/19, R 15/4]

Box 1.

Some projects which used or arose from IUCN's environmental law data processing services during 1982-1984.

Species dealt with in legislation.

An existing Index of such species was recast as a data base and greatly extended and expanded for use in Red Data Book research and for CITES implementation studies. Data on flora are now being added to faunal data, beginning with the European flora and, when technique has been established, extending to others in due course. [R 15/29F.2]

African wildlife legislation.

To complement studies by TRAFFIC USA on Central and South American legislation on wild fauna, IUCN is gathering similar data on African legislation. This work will also supplement the species data base.

Environmental law data bank for CMEA countries.

A joint UNEP and CMEA (Council for Mutual Economic Assistance) project to process information on environmental law relevant to CMEA countries, provided likely scope for IUCN participation. The opportunity was discussed during a visit of officials from the Institute of Soviet Legislation to the ELC in 1983, and will be followed up by UNEP. □

Ce domaine du programme englobe trois objectifs principaux: promouvoir une éducation scolaire et extra-scolaire liée aux objectifs de la *Stratégie mondiale de la conservation*, former des spécialistes au niveau de la gestion et de la prise de décision en matière de conservation et surveiller et évaluer la part accordée à l'éducation dans les projets de l'IUCN et du WWF. [R 15/1]

L'IUCN, par le biais de ses comités régionaux, nationaux et subnationaux, par les membres des commissions et par leurs responsables, a entrepris et soutenu beaucoup de programmes nationaux et internationaux d'éducation environnementale, a sélectionné et contribué à orienter de nombreux projets de conservation faisant appel à l'éducation, financés par le WWF et autres organismes, notamment le PNUE. [R 15/8]

Une des publications les plus importantes produites pendant cette période triennale est *An Introduction to the World Conservation Strategy*, manuel généreusement illustré dont la préface est due à Indira Gandhi. Ce manuel est une contribution importante aux nombreux documents de campagne inspirés de la *Stratégie*. Le PNUE, de même que d'autres organisations et personnes individuelles, a participé au financement de cet ouvrage (*illustration 6*). [R 15/1]

Les comités nationaux et autres antennes de l'éducation ont participé à la formulation de politiques et de législations nationales

sur la protection de l'environnement, ont préparé des stratégies nationales d'éducation environnementale et, par des séminaires organisés à l'initiative de groupes de travail des Pays-Bas, de Suisse, du Royaume-Uni et du Zimbabwe, ont jeté les bases d'une stratégie mondiale de l'éducation en matière d'environnement. La *Stratégie mondiale de la conservation* et son *Introduction* (voir ci-dessus) ont bénéficié d'une large publicité et la traduction des deux textes en diverses langues locales a été entamée. Parmi les autres activités, on peut citer la réforme des programmes scolaires, des expositions, une participation à des conférences internationales et à des travaux de recherche et des expériences en matière d'éducation et de technique de formation. [R 15/8, R 15/1]

En coopération avec le PNUE, l'IUCN a supervisé la production de publications et de rapports nombreux. L'éducation environnementale extra-scolaire pour les jeunes a été mise en pratique par la IYF (Fédération internationale de la jeunesse pour l'étude et la conservation de l'environnement) et plusieurs clubs de nature d'Afrique et d'Asie (*illustration 5*). [R 15/8]

Illustration 5.

Un club de nature au Kenya, un des nombreux clubs de ce genre à bénéficier du soutien de l'IUCN pour ses travaux en matière d'éducation environnementale.

Illustration 6.

Image neuve de la *Stratégie mondiale de la conservation* et son nouvel instrument de l'éducation environnementale, *l'Introduction* a été publiée en 1983.

This area of the programme embraced three principal aims: to promote formal and non-formal education related to the objectives of the *World Conservation Strategy*, to train specialists involved in conservation management and decision-making and to monitor and evaluate inclusion and progress of education components in IUCN and WWF projects. [R 15/1]

IUCN, through its regional, national and sub-national education committees and through individual Commission members and office-holders, initiated and supported many national and international programmes in environmental education and screened and helped steer many conservation projects with educational components funded by WWF and other agencies, including UNEP. [R 15/8]

Outstanding among publications during the report period was *An Introduction to the World Conservation Strategy*, a richly illustrated booklet (with a foreword by India's Prime Minister Mrs Indira Gandhi) which adds significantly to the range and accessibility of promotional materials based on the *Strategy*. UNEP and many other organisations and individuals contributed to the cost of producing this work (*figure 6*). [R 15/1]

National committees and other education outstations were active in formulating national environmental protection policy and legislation, preparing national environmental education strategies and continuing to build, through seminars organised on the initiative of working groups in the Netherlands, Switzerland, the United Kingdom and Zimbabwe, a World Environment Education Strategy. The *World Conservation Strategy* and its more popular *Introduction* (see above) were widely promoted and translation of both texts into various local languages was set in motion. Other activities included curriculum reform, exhibitions, representation at international conferences and research and experiment in education and training techniques. [R 15/8, R 15/1]

In cooperation with UNEP, IUCN oversaw production of many educational publications and reports. Out-of-school environmental education for youth was put into practice through the IYF (International Youth Federation for Environment Studies and Conservation) and several Wildlife Clubs in Africa and Asia (*figure 5*). [R 15/8]



5

Figure 5.

A Wildlife Club in Kenya, one of many to benefit from IUCN's and WWF's support for its work in conservation education.

Figure 6.

A fresh look at the *World Conservation Strategy* and a fine new tool for environmental education, the *Introduction* was published in 1983.



6

Au sein de la communauté spécialisée, des techniques et autres informations ont été diffusées dans de nombreux journaux spécialisés. Des contacts avec le public ont également été maintenus à travers les médias. Beaucoup de documents éducatifs ont été préparés pour être inclus dans les projets de l'IUCN et du WWF, tandis que l'on préparait et distribuait des documents d'information du public soutenant les conventions internationales de la conservation et autres instruments juridiques. Une bonne partie de ce travail impliquait une collaboration étroite entre les commissions. Des projets conjoints avec la division de l'Unesco de l'éducation environnementale et le Programme sur l'homme et la biosphère ont également été entrepris. [R 15/29F.4]

A l'échelle nationale s'est poursuivie la formation d'administrateurs et de professeurs spécialisés en matière d'éducation environnementale, cela au travers de programmes de formation des enseignants au Népal et à Oman et grâce à la collaboration établie avec de nombreuses organisations nationales et internationales intéressées à l'éducation environnementale, notamment le Centre des Nations Unies pour les peuplements humains, la Fédération internationale pour la planification familiale, le Conseil international des unions scientifiques, etc. [R 15/8]

Dans le cadre des projets de l'IUCN et du WWF, la Commission de l'éducation a participé au choix, à la conception et à la gestion des projets d'éducation financés pour un montant de 500 000 dollars par an et appliqués par les clubs de nature du Cameroun, du Kenya, du Nigéria, du Sierra Leone, du Sri Lanka, de Tanzanie, d'Ouganda et de Zambie et par les programmes d'éducation et cours de formation (pour les administrateurs des parcs et de la nature) dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine (*illustration 7*). [R 15/8]

Depuis 1983, le travail accompli dans ce domaine a été perturbé du fait que le poste de secrétaire exécutif de la Commission de l'éducation est resté vacant et que le financement est mis en question. Une réunion des consultants en matière d'éducation de l'environnement, tenue à Gland en février 1984 a examiné les orientations futures de la politique de l'IUCN et du WWF en la matière. Des démarches sont en cours pour recruter un nouveau secrétaire exécutif qui supervisera la mise en application des recommandations de la réunion si celles-ci sont approuvées par les voies habituelles et si l'on parvient à obtenir un financement. □

Illustration 7.
Formation pour des responsables de la faune. [R 15/1, R 15/8]

Within the professional education community, technical and other information was disseminated through many specialist journals. Public contact was also maintained through popular media by many Commission members. Education materials were prepared for inclusion in IUCN and WWF projects. Public information materials supporting international conservation conventions and other legal instruments were prepared and widely distributed. Much of this work entailed close collaboration between Commissions. Joint projects with Unesco's Division of Environmental Education and the Man and the Biosphere Programme were also undertaken. [R 15/29F.4]

The training of administrators and teachers in principles of environmental education was pursued in a national setting through proposals for teacher training programmes in Nepal and Oman, and through collaboration with

many national and international organisations involved in the environmental education field, such as the UN Centre for Human Settlement, the International Planned Parenthood Federation, the International Council of Scientific Unions and many others. [R 15/8]

Involvement in IUCN and WWF project work took the form of screening, designing and helping to manage education projects funded at a level of US\$500,000 each year and implemented through the work of Wildlife Clubs in Cameroon, Kenya, Nigeria, Sierra Leone, Sri Lanka, Tanzania, Uganda and Zambia and through education programmes and training courses (for parks and wildlife managers) in many African, Asian and Latin American countries (*figure 7*). [R 15/8]

Since 1983, lack of an Executive Officer for the Commission on Education and doubts over funding have hampered work in this Programme area. A meeting of environmental education consultants held in Gland in February 1984 discussed future directions in IUCN and WWF education policy and steps are in hand to recruit a new Executive Officer who will oversee the putting into practice the meeting's recommendations if these are approved through the Union's usual channels and if funding can be secured. □



Figure 7.
Wildlife managers in training
[R 15/1, R 15/8]

Le programme pour 1982-1984 s'était fixé pour objectif d'assurer une gestion rationnelle des écosystèmes et la conservation des processus écologiques. La méthode adoptée par les divisions de l'IUCN chargées de mener à bien cet aspect du programme comportait trois volets: premièrement identifier des principes avisés de gestion, deuxièmement stimuler la prise de conscience concernant les risques inhérents à une mauvaise gestion environnementale et recommander les moyens d'améliorer la situation, troisièmement établir des normes et des lignes directrices pratiques pour l'utilisation durable des ressources et la gestion avisée des ressources à partir des principes énoncés, en faisant porter l'accent sur les écosystèmes prioritaires tels que les forêts tropicales, les systèmes d'eau douce et les écosystèmes côtiers. [R 15/29C, R 15/11]

Les résultats de ces travaux apparaissent dans divers publications, rapports, comptes rendus d'ateliers et de conférences et prises de position. Parmi les sujets abordés par ces documents multiples, on trouve la conservation des processus écologiques, l'effet de la pollution par les hydrocarbures sur les ressources vivantes et une étude capitale sur les risques futurs posés par l'utilisation des pesticides, résultats de travaux en collaboration avec la FAO et contribution importante au programme de travail du PNUE sur les substances chimiques dangereuses (*illustration 8*). En collaboration avec la SSC, des études ont également été publiées sur les introductions, réintroductions et le repeuplement en espèces de faune. [R 15/15]

En ce qui concerne l'écologie des forêts tropicales, des travaux ont été publiés sur les précipitations et le recyclage de l'eau, l'Amazonie, les mangroves (*illustration 9*), les modes de vie traditionnels, la conservation et le développement rural. [R 15/7]

Illustration 8.

Les dangers croissants que l'utilisation des pesticides fait courir à l'environnement figurent au nombre des sujets dont se préoccupe l'IUCN en matière d'écologie appliquée et de gestion des écosystèmes.



Illustration 9.

L'IUCN s'est tout particulièrement concentrée sur l'étude et la gestion des écosystèmes de mangroves – leur faculté à assurer la sécurité des processus écologiques et les plantes et animaux qu'ils abritent, comme ce nasique. [R 15/12]

The objective set for this area of the 1982-1984 Programme was to secure sound management of ecosystems and conservation of ecological processes. The approach adopted by IUCN workers involved in this aspect of the Programme was threefold: to identify sound management principles; to stimulate awareness of the risks inherent in poor environmental management and recommend means towards improvement; and to derive practical benchmarks and guidelines for sustainable resource use and sound resource management from the same recommendations and principles, with special emphasis on key ecosystems such as tropical forests, freshwaters and the coastal zone. [R 15/29C, R 15/11]

Results of work on these tasks were manifested in several publications, reports, workshop and conference proceedings and position



papers. Subjects included: the conservation of ecological processes, the impact of oil pollution on living resources and a major study of future hazards of pesticide use, the result of collaboration with FAO and an important input into UNEP's programme of work on dangerous chemicals (*figure 8*). In collaboration with the Species Survival Commission, studies were also published on faunal introductions, reintroductions and restocking. [R 15/15]

In the context of tropical forest ecology, work was published on precipitation and water recycling, Amazonia, mangroves (*figure 9*) and traditional lifestyles in relation to conservation and rural development. [R 15/7]

Figure 8.

The growing environmental hazards of pesticide use are part of the wide field of IUCN's concerns in applied ecology and ecosystems management.

Figure 9.

A special focus of IUCN's work in ecosystem study and management was mangrove – the security of the ecological processes it fosters and the plants and animals it harbours, like this proboscis monkey. [R 15/12]

Parmi les résultats attendus des travaux sur l'écologie des zones humides on peut citer un *Répertoire des zones humides africaines* (en collaboration avec le Comité scientifique de l'Unesco sur la protection de l'environnement) et les lignes directrices pour la gestion des lacs d'eau douce africains.

Pendant la période examinée, de nombreux documents ont été publiés comme suppléments du journal *The Environmentalist*, parmi lesquels figuraient des rapports sur la conservation des fosses marines et (en collaboration avec la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge) sur le rôle de la mauvaise gestion écologique dans les catastrophes naturelles. L'IUCN a également entretenu des liens étroits et fructueux avec le Comité scientifique

de recherche sur l'Antarctique (en vue d'organiser un colloque conjoint sur les besoins scientifiques de la conservation dans l'Antarctique) et avec la Fédération internationale pour la planification familiale (pour préparer une déclaration et un projet d'annexe à la *Stratégie mondiale de la conservation* sur la population et les ressources naturelles).

[R 14/20, R 15/3]

La plupart des 16 groupes de travail de la Commission ont organisé des ateliers et réunions spéciaux pendant la période triennale (*illustration 10*) et les responsables de la Commission ont rendu de nombreux avis consultatifs à la demande, notamment, des autorités du Pérou qui souhaitaient être conseillées sur les mesures à prendre pour pallier la menace de drainage et de transformations au profit de l'agriculture dans les lagunes de Mejia, zone humide de grande importance pour les oiseaux migrateurs.

Illustration 10.

Membres de la Commission de l'écologie de l'IUCN sur le terrain visitant des forêts exploitées, lors d'une réunion en Malaisie du groupe de travail de la Commission sur les forêts tropicales.



Forthcoming results of work on wetland ecology include a *Directory of African Wetlands* (in collaboration with Unesco's Scientific Committee on the Protection of the Environment) and guidelines for the management of African freshwater lakes.

Reports on ocean trench conservation and on the role of ecological mismanagement in natural disasters (a result of collaboration with the Red Cross) were the first of many IUCN papers published as supplements to the journal *The Environmentalist* during the period under review. Other productive collaborations have linked IUCN ecologists with the Scientific Committee for Antarctic Research (to stage a joint symposium on the scientific requirements of conservation in Antarctica) and

with the International Planned Parenthood Federation (to prepare a position statement on the subject of population in relation to natural resources). [R 14/20, R 15/3]

IUCN's Ecology Commission and most of its 16 working groups organised special meetings and workshops during the triennium (*figure 10*) and several requests for consultant advice were catered to, including a request from authorities in Peru for advice on measures to avert the threat of drainage and conversion to agriculture in the Mejia Lagoons, a wetland site of great importance to migratory birds.

Figure 10.

Members of IUCN's Commission on Ecology in the field, visiting logging sites in Malaysia during a break in routine from a conference held in Kuala Lumpur.

L'Assemblée de Christchurch a chargé l'IUCN de contribuer à l'établissement d'un réseau mondial d'aires protégées terrestres, marines et côtières en élaborant des critères et des normes de choix, de création et de gestion de ces aires; en préparant un système d'inventaire et d'évaluation; en appliquant sur le terrain les critères obtenus et, surtout, en incitant la communauté internationale à soutenir les principes et la pratique de la conservation des aires protégées.

Le réseau envisagé à Christchurch s'est, depuis, rapproché à grands pas de la réalité: les liens de coopération, noués avec les gouvernements, les ONG et les organismes intergouvernementaux en vue d'établir ce réseau ont été soudés par le 3e Congrès mondial des parcs nationaux, réuni à Bali en 1982, qui a donné naissance au Plan d'action de Bali. Etroitement lié à la *Stratégie mondiale de la conservation*, le Plan donne le ton des futures initiatives mondiales en matière de création d'aires protégées: plusieurs publications en sont issues. Le premier Congrès international sur les réserves de la biosphère, réuni à Minsk, Byélorussie en 1983, sous les auspices de l'Unesco et de l'Union soviétique, avec le co-parrainage de l'IUCN fut également un évènement marquant. De ce congrès devrait émerger un autre plan d'action précis, qui pourrait être incorporé, à l'instar du Plan d'action de Bali, dans les futurs programmes de l'IUCN pour la conservation des aires protégées.

[R 15/1, R 15/29B.1, R 15/29F.4]

Dans le domaine du traitement de l'information utilisée pour les inventaires et évaluations des aires protégées, l'IUCN a accompli des progrès remarquables en mettant sur pied une banque de données, comme l'avait recommandé le

Congrès de Bali. Cette banque de données peut fournir des évaluations et des analyses précises sur le réseau en expansion des aires protégées (*illustration 11*) et peut être utilisée en conjonction avec d'autres banques de données de l'IUCN en vue de décrire les ressources vivantes d'aires individuelles ou de catégories d'aires protégées. De nombreux documents généralement acceptés comme sources de référence fiables sont issus des activités de traitement de l'information. L'expansion rapide des répertoires et listes de référence ne fait que confirmer la maîtrise sans égale que l'IUCN a de la collecte et de l'analyse des données.

L'IUCN sert de conseiller technique au Comité du patrimoine mondial, examinant toutes les désignations de biens naturels proposés pour être inclus à la Liste du patrimoine mondial, donnant son avis sur les projets qui devraient être soutenus en priorité par le Fonds du patrimoine mondial, recommandant les aires à inscrire sur la Liste des biens du patrimoine mondial en péril. Le Centre de surveillance continue de la conservation de la nature entretient, au nom de l'Unesco, une banque de données sur tous les biens naturels du patrimoine mondial (*illustration 12*).

Parmi les projets spéciaux, dépassant le cadre des responsabilités centrales, entrepris par des spécialistes des aires protégées au service de l'IUCN, on peut signaler les données fournies, au nom de l'Unesco, sur les réserves de la biosphère du Programme sur l'homme et la biosphère. La possibilité d'établir des banques génétiques *in situ* et des banques de données nationales sur les aires protégées, corollaires du concept même des aires protégées a été examinée en collaboration avec le World Wildlife Fund et le Conseil international des ressources phytogénétiques.

[R 15/29F.4, R 15/10]

Christchurch set IUCN the task of working to help establish a worldwide network of protected areas on land and in the sea and its coasts, by establishing criteria and standards for selecting, establishing and managing such areas, by developing an inventory and evaluation system for them, by putting the resulting desiderata into effect in the field and, not least, by promoting international support for the principles and practice of protected areas conservation.

The network envisaged at Christchurch has since come several important steps closer to reality: the high degree of cooperation with governments, NGOs and intergovernmental agencies necessary for its attainment was cemented by the Third World Congress on National Parks held in Bali in 1982, which gave rise to the Bali Action Plan. Closely allied to the *World Conservation Strategy*, the Plan sets the future tone of global initiatives in protected areas development: many publications have arisen from it. Another landmark meeting was the First International Biosphere Reserves Congress held under the auspices of Unesco and the Soviet Union in Minsk, Byelorussia, late in 1983, with IUCN as a co-sponsor. Another detailed Action Plan is to emerge from this event and will be incorporated, like the Bali Action Plan, into IUCN's future programmes for protected areas conservation.

[R 15/1, R 15/29B.1, R 15/29F.4]

In the field of information processing for inventory and evaluation exercises in protected areas present and future, IUCN has made admirable progress in developing a data base, as recommended at Bali, which can provide accurate assessment and analysis of the growing protected areas network (*figure 11*) and which can be used

in conjunction with other IUCN data bases to detail the living constituents of individual areas or categories of areas. Many reference works widely relied upon as standard sources have stemmed from this work. The rapidly expanding scope of these directories and reference lists confirms IUCN's position as the world leader in protected areas data gathering and analysis.

IUCN serves as the Technical Advisor to the World Heritage Committee, reviewing all natural nominations to the World Heritage List, advising on priorities for project support from the World Heritage Fund, and recommending areas for inclusion on the List of World Heritage in Danger. Through the Conservation Monitoring Centre, the data base on all natural World Heritage properties is maintained on behalf of Unesco (*figure 12*).

Special projects undertaken by IUCN protected areas specialists beyond core responsibilities included information on Man and Biosphere Programme biosphere reserves provided on Unesco's behalf. The feasibility of establishing *in situ* gene banks and national protected areas data bases as corollaries of the protected areas concept was examined in collaboration with World Wildlife Fund and the International Board for Plant Genetic Resources. [R 15/29F.4, R 15/10]

Collaboration with UNEP took several important forms. Technical advice was given on UNEP projects in Tunisia, The Gambia and the Asian/Pacific region. IUCN administered a UNEP contract on East African Regional Seas and in 1983 completed draft reports to UNEP on species, ecosystems, protected areas and management principles

La coopération avec le PNUE a revêtu diverses formes, toutes importantes. Des avis techniques ont été donnés pour les projets du PNUE en Tunisie, en Gambie et dans la région Asie/Pacifique. L'IUCN a géré un contrat du PNUE dans le cadre du programme pour les mers régionales de l'Afrique de l'Est et, en 1983, a mis au point des projets de rapports au PNUE sur les espèces, les écosystèmes, les aires protégées et les principes de gestion pour les aires protégées marines et côtières de l'Afrique de l'Est. [R 15/5, R 15/18, R 15/29D]

Fin 1983, l'IUCN a signé un accord de coopération avec le Service américains des parcs, accord en vertu duquel une série d'activités conjointes a été entreprise au Kenya, en Somalie, en Inde, en Arabie saoudite, en Amérique latine, etc. L'accord vient d'être renouvelé pour quatre ans.

Avec l'aide de USAID, l'IUCN a participé à un grand projet de développement de parcs nationaux au Sri Lanka. Avec le WWF, l'Union a préparé, sélectionné et mis en œuvre des projets portant sur des aires protégées et financés par le WWF en Mauritanie, au Niger, au Maroc, en Sénégal, au Libéria, au Sierra Leone, en Libye, en Ouganda, en Malaisie, au Bouthan, en Indonésie, etc. [R 15/5]

Dans les pages de la revue *Parcs* et par bien d'autres moyens, l'IUCN n'a cessé de répandre un message en faveur de politiques de conservation rationnelles conçues pour aller de pair avec le développement des aires protégées. □



Illustration 12.
Le Parc national de Sangay, en Equateur, est devenu en 1983 un bien du patrimoine mondial, sur recommandation de l'IUCN; c'était un des 23 sites à accéder à ce statut pendant la période triennale. [R 15/29F3]

Illustration 11.

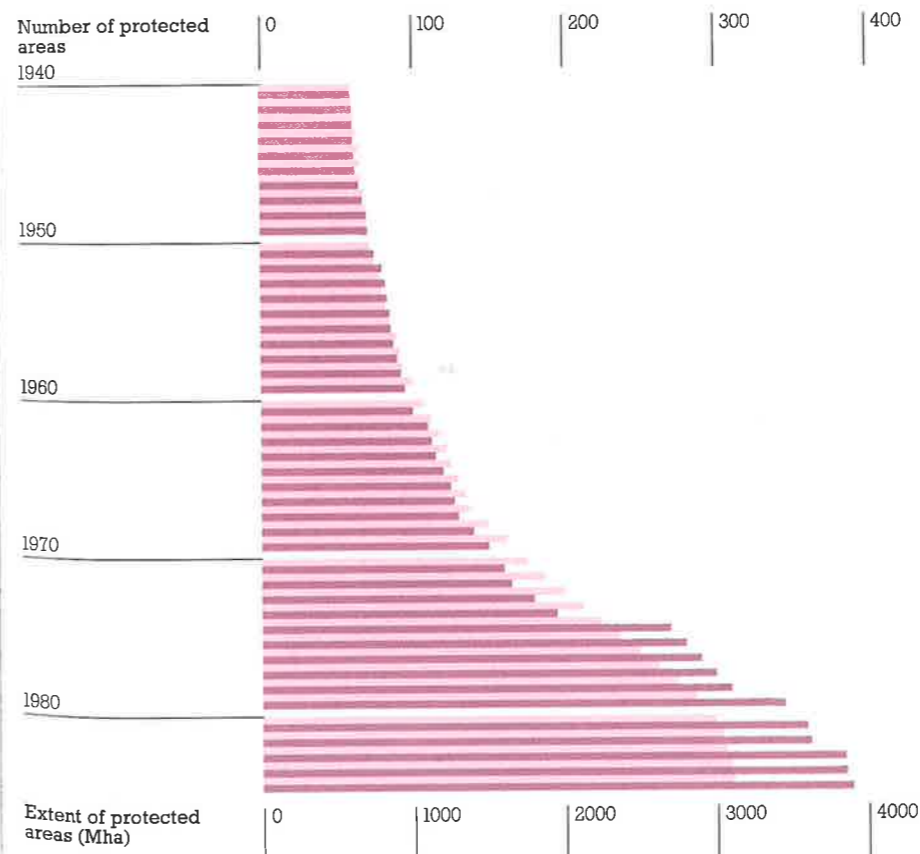
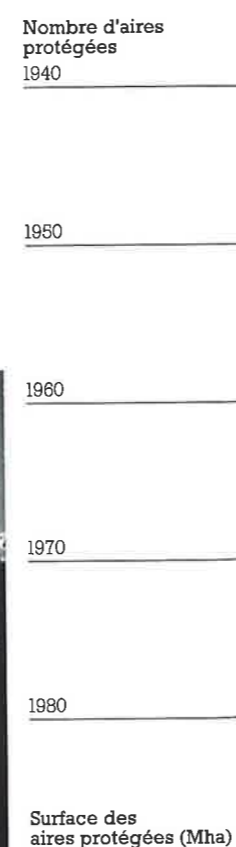


Figure 12.
Sangay National Park, Ecuador, became a natural World Heritage Site on IUCN's recommendation in 1983, one of 23 sites to achieve such status during the triennium. [R 15/29F3]

for all coastal and marine protected areas in East Africa. [R 15/5, R 15/18, R 15/29D]

In late 1983, IUCN signed a Cooperative Agreement with the US National Park Service, under which a series of joint activities were carried out in Kenya, Somalia, India, Saudi Arabia, Latin America, and elsewhere. The Agreement has recently been renewed for an additional four years.

With USAID support, IUCN participated in a major national parks development project in Sri Lanka. Collaboration with WWF

took the form of development, screening and implementation of protected areas projects funded by WWF in Mauritania, Niger, Morocco, 'Senegambia', Liberia, Sierra Leone, Libya, Uganda, Malaysia, Bhutan, Indonesia and many other countries. [R 15/5]

Through *Parks* magazine and many other outlets, IUCN continued to spread the message of rational conservation policies fitted hand in hand with protected areas development. □

La mission de l'IUCN concernant la conservation des ressources génétiques dont les réservoirs naturels sont les animaux et les plantes sauvages, notamment ceux qui sont menacés d'extinction, a suivi en 1982-1984 deux directions principales. D'une part, l'IUCN a mis sur pied un système de recherche, d'analyse et de diffusion d'informations fiables sur l'état des ressources génétiques mondiales. D'autre part, elle a préparé et mis en route des plans d'action pour sauvegarder les organismes menacés et vulnérables dépositaires de ces ressources. Ces deux objectifs ont reçu le soutien d'un réseau mondial de spécialistes et de groupes de spécialistes: l'expansion et le renforcement de ce réseau ont également fait l'objet des soins de la Commission de la sauvegarde des espèces. [R 15/10]

Dans le premier cas, les résultats font partie ou sont des produits d'une banque de données mondiale sur la conservation, établie et administrée par le Centre de surveillance continue de la conservation de la nature de l'IUCN (*illustration 13*). Dès 1983, ce centre est devenu une division entièrement opérationnelle du secrétariat de l'IUCN et représente la contribution de l'Union au Système mondial de surveillance continue de l'environnement (GEMS), coordonné par le PNUE. Tirant ses informations des travaux de recherche scientifique et d'un réseau mondial de spécialistes (composé notamment des membres et des groupes de spécialistes des commissions – plus particulièrement de la Commission de la sauvegarde des espèces – et du réseau TRAFFIC), la banque s'est enrichie et comprend maintenant plus de 150 000 entrées importantes sur les animaux, les plantes,

le commerce de la faune et de la flore sauvages et les aires protégées. Les entrées figurant dans toutes ces catégories peuvent être comparées et se présentent sous quatre formes différentes: texte traité, fichiers informatisés, fichiers classiques et bibliographies. Tous ces éléments se conjuguent pour donner l'information contenue dans les *Red Data Books*, considérés aujourd'hui, à l'échelle mondiale, comme source de référence par excellence sur l'état des espèces animales et végétales menacées (*cadre 2*). L'objectif à long terme est d'inclure toutes les espèces (et plus seulement celles qui sont en péril), notamment de vertébrés supérieurs, afin de pouvoir surveiller d'assez près les modifications de leur état, à mesure qu'elles se font jour.

L'IUCN a utilisé l'information concernant tous les domaines couverts par la banque de données comme contribution à ses grands projets et à ses campagnes. Ces contributions vont d'informations multidisciplinaires fournies dans le cadre d'un grand rapport officiel commandé par le PNUE pour servir de modèle à la conservation à Madagascar à des documents techniques concis et fiches techniques utilisées par le WWF dans le cadre de sa campagne de 1984 pour les plantes (*illustration 14*). L'information fournie par l'IUCN a été un facteur clé dans le succès de la campagne menée en 1984 par diverses ONG britanniques pour dissuader le gouvernement du Royaume-Uni d'autoriser le déroulement, sur l'île Henderson, dans le

Illustration 13.
Le Centre de surveillance continue de la conservation de la nature, situé à Cambridge, Royaume-Uni, est devenu organe officiel de l'IUCN en 1983.



LIUCN's duty to conserve genetic resources in the form of wild animals and plants, especially those under threat of extinction, was performed during 1982-1984 with two main objectives in view. One was the development of a system for retrieval, analysis and redeployment of reliable information about the condition of the world's genetic resources. The other was the preparation and setting in motion of action plans to safeguard endangered and threatened organisms which embody such resources. Both these objectives were supported by a network of specialists and specialist groups around the world: the extension and strengthening of this network also received much active attention from its originator, the Species Survival Commission. [R 15/10]

Achievements in the first category all form a part or a product of the global conservation data base developed and operated by IUCN's Conservation Monitoring Centre (*figure 13*) in the UK, which became a fully operational division of the IUCN Secretariat at the beginning of 1983 and which is also IUCN's contribution to the Global Environmental Monitoring System (GEMS) coordinated by UNEP. Drawing for its inputs on the published scientific record and on a

network of specialists round the world (based notably on the existing framework of members and specialist groups of IUCN's Commissions – particularly the Species Survival Commission – and on the TRAFFIC network) the base has expanded to include more than 150,000 significant entries on animals, plants, wildlife trade and protected areas. Entries under all these categories can be cross-referred and are held in four different forms; word-processed text, computer data files, manual files and bibliographies. All these elements come into play in the production of *Red Data Books*, now universally regarded as the standard source of reference on the status of the world's threatened or endangered plant and animal species (*Box 2*). The long-term aim is to include *all* (not just imperilled) species on the data base for some taxa, especially the higher vertebrates, so that a comprehensive watch can be kept on their global status as events unfold.

In all the realms covered by the data base, IUCN has put information packages to work as inputs into major projects and campaigns. These inputs range from a multidisciplinary contribution to a major official report commissioned by UNEP as a blueprint for conservation throughout Madagascar, to concise technical papers and fact sheets used by WWF as part of their Plants Campaign of 1984 (*figure 14*). Information provided by IUCN was a key factor in a successful

Figure 13.
The IUCN Conservation Monitoring Centre, headquartered in Cambridge, England, became an official organ of the Secretariat in 1983.

Pacifique Sud, d'un plan d'aménagement des sols qui risquait d'être destructeur. Sous contrat de la Commission européenne, par le truchement du Nature Conservancy Council, l'IUCN a produit un rapport sur les plantes, amphibiens, reptiles et mammifères terrestres menacés d'Europe. [R 15/24]

Un courant d'information sur le commerce des plantes et des animaux sauvages a été établi entre l'IUCN, les autorités de gestion nationales, des organisations gouvernementales, des ONG, des commerçants et la CITES. Ainsi, l'unité de traitement des données de l'IUCN a servi à la fois de surveillant indépendant et d'enquêteur sur la structure du commerce et les activités commerciales s'appuyant sur le fonctionnement de la CITES. Parmi les nombreux produits publiés issus de ce travail se trouvent des manuels d'identification, des études, des listes de référence et un journal d'information - *The TRAFFIC Bulletin*. [R 15/29F.2]

De nombreux progrès ont été faits en vue d'étendre ces capacités et d'obtenir ainsi une meilleure connaissance de ce qui se passe dans le royaume végétal, notamment en matière de commerce des plantes rares. La Conférence de 1983 de la CITES, à Gaborone, Botswana, a examiné un document de l'IUCN indiquant qu'il n'existait aucun rapport sur 79% au moins de ce commerce, et a résolu de rectifier la situation en créant un groupe d'étude spécial sur le sujet qui s'est réuni pour la première fois aux Etats-Unis, en février 1984. A la demande du Conseil de l'Europe, la Liste des plantes rares, menacées et vulnérables d'Europe a été révisée en 1982. Les spécialistes de l'IUCN ont préparé la plus grande partie du programme pour les plantes qui a servi de base à la campagne du WWF pour les plantes. On peut noter la création

d'une unité chargée de faire la liaison entre les jardins botaniques participant, dans le monde entier, aux efforts de conservation (*illustration 16*) et le lancement de la *Threatened Plants Newsletter*, distribuée à 2000 spécialistes des plantes.

Pendant la période triennale, la préparation et l'application de plans d'action pour sauver les organismes en danger ou menacés a commencé à prendre forme, sous l'impulsion des 77 groupes de spécialistes de la SSC - 17 de plus qu'au moment de l'Assemblée générale de Christchurch. Les nouveaux groupes s'occupent des domaines des plantes, des problèmes vétérinaires, de l'obtention de données sur le commerce de la faune et de la flore sauvages et des oiseaux: 10 nouveaux groupes de spécialistes des oiseaux ont été créés sous les



Illustration 14.

Les documents utilisés par le WWF pour sa campagne de collecte de fonds et d'éveil du public en faveur de la conservation des plantes (1984), émanaient essentiellement de l'expertise des spécialistes de l'IUCN en matière de surveillance continue et de sauvegarde des espèces.

campagne by several UK NGOs to dissuade the British Government from permitting a potentially destructive land development plan to proceed on Henderson Island in the South Pacific, in 1984. Under contract to the European Commission through the Nature Conservancy Council, IUCN produced a report on the threatened plants, amphibians, reptiles and land mammals of Europe. [R 15/24]

A flow of information concerning trade in threatened wild plant and animal species was established between IUCN, national Management Authorities, other governmental organisations, NGOs, traders and CITES. Thus the IUCN data processing facility has served both as an independent monitor and as an investigator into trade patterns and commercial activities bearing on CITES' operation. Identification manuals, surveys, checklists and a current awareness journal (the *TRAFFIC Bulletin*) are among the many published products of this work. [R 15/29F.2]

Much progress has been made in extending the coverage of this work to provide a firmer grasp of events in the plant kingdom, particularly trade in rare plants. The 1983 Gabarone Conference of CITES studied an IUCN report which indicated that at least 79% of such trade was not being reported and resolved to correct this situation through the formation of a special Working Group on the subject, which held its first meeting in February 1984 in the USA. A revision of the existing list of Europe's rare, threatened and endangered

plants was completed in 1982 for the Council of Europe. For WWF, IUCN's monitoring specialists prepared a major part of the detailed Plants Programme which served as the basis of the Fund's Plants Campaign. A unit was established to link botanic gardens involved in conservation around the world (*figure 16*) and a *Threatened Plants Newsletter* was founded and is now distributed worldwide to two thousand plant specialists.

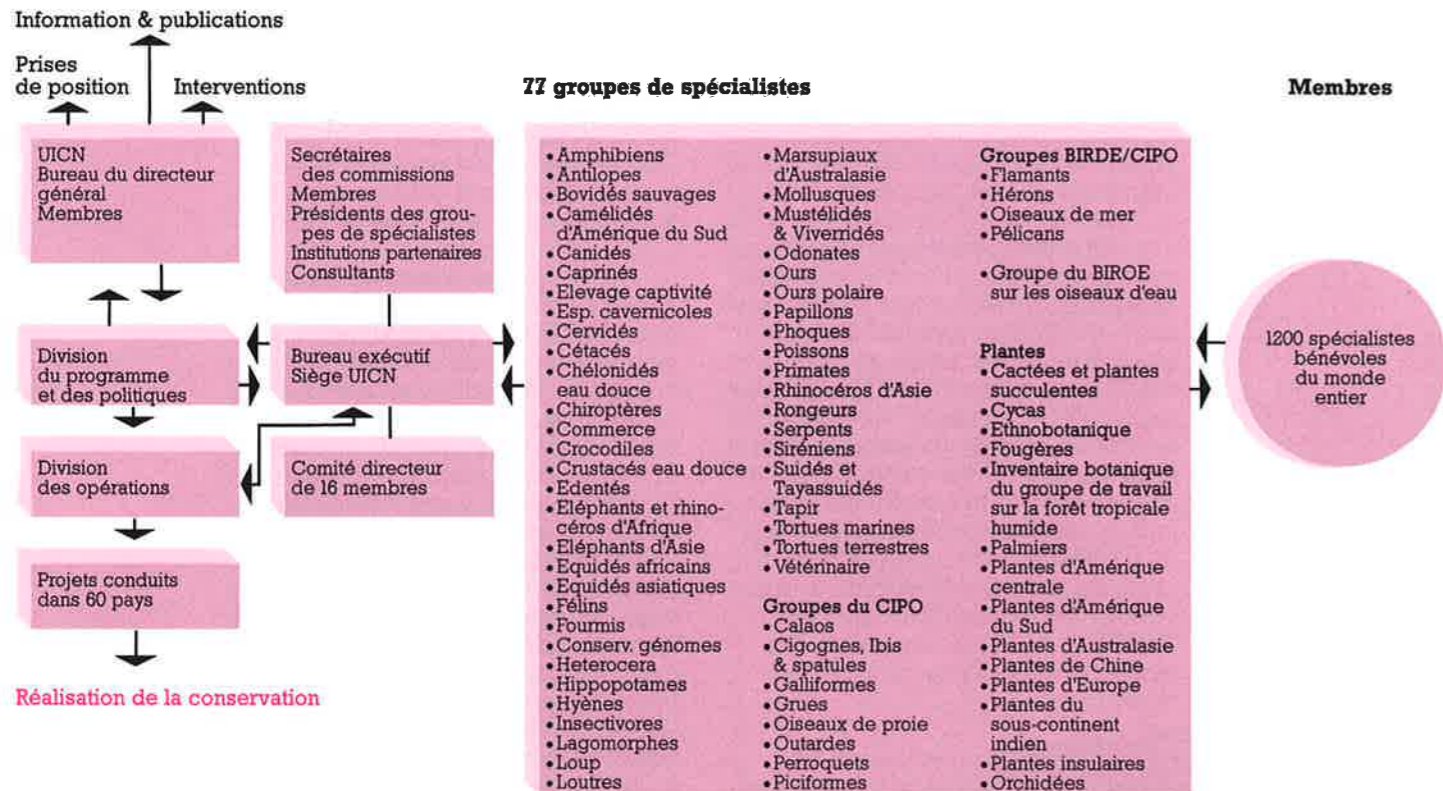
The preparation and furtherance of action plans to safeguard endangered and threatened organisms began to take shape during the report period in the hands of 77 SSC Specialist Groups around the world - seventeen more than were in existence at the time of the Christchurch General Assembly. The main growth areas were plants, veterinary problems, wildlife trade information retrieval and birds: ten new bird specialist groups were formed under the auspices of the International Council for Bird Preservation and the International Waterfowl Research Bureau. The entire network (*figure 15*) included more than 1200 individual specialists, 37 cooperating organisations, 48 honorary consultants, more than 100 IUCN member organisations and two major zoo associations, AAZPA (the North American association) and the international association IUDZG, whose stud-books are screened by IUCN by long-

Figure 14.

Campaign materials used by WWF for their fund and awareness raising campaign for plant conservation in 1984 were largely derived from expertise provided by IUCN's conservation monitoring and species survival specialists and their network of informants.

Commission de la sauvegarde des espèces de l'IUCN

Sensibilisation à la conservation

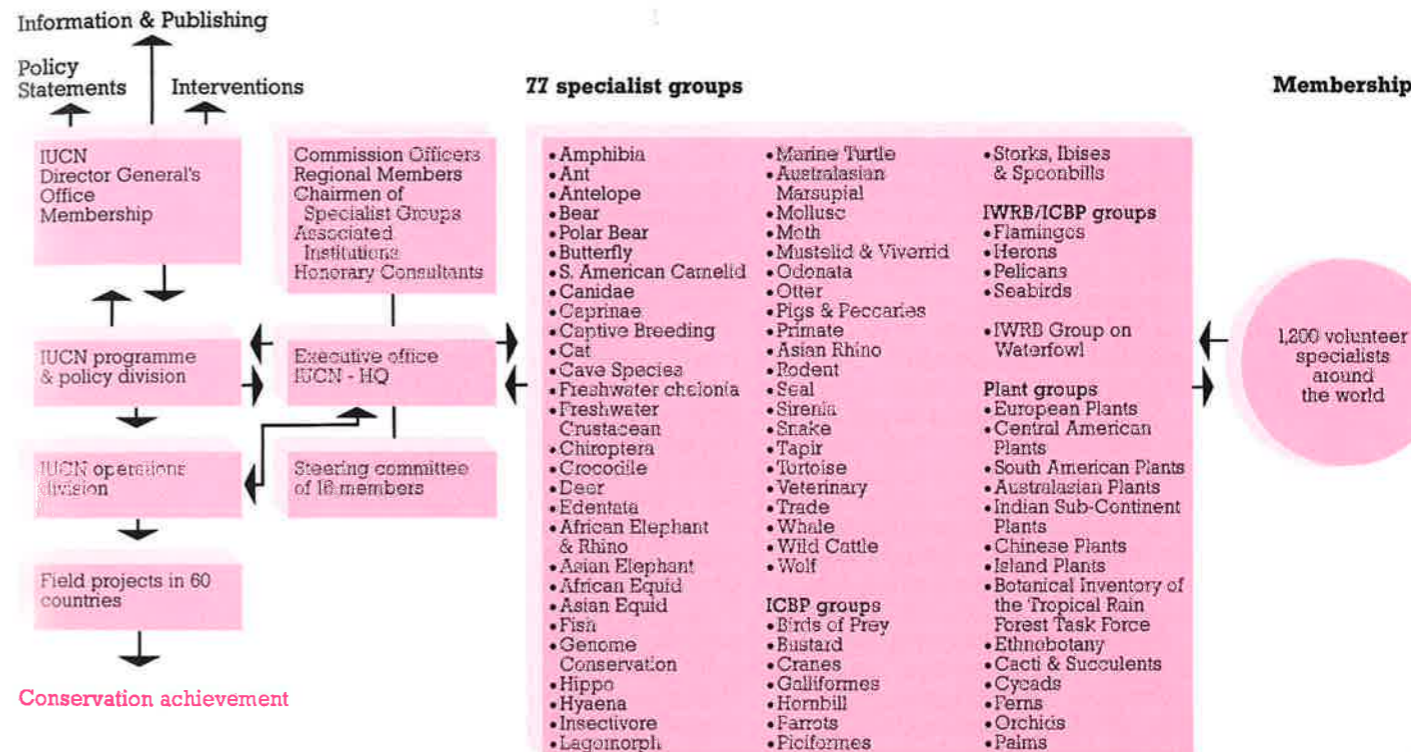


La Commission de la sauvegarde des espèces est l'une des six commissions de l'IUCN assurant les liens entre un réseau de spécialistes bénévoles et le programme de l'IUCN. Les autres commissions sont celles de l'écologie; de l'éducation; des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement; de la planification de l'environnement et des parcs et des aires protégées.

Illustration 15.
Structure du réseau d'une commission de l'IUCN - la Commission de la sauvegarde des espèces.

IUCN Species Survival Commission

Conservation awareness



The Species Survival Commission is one of six IUCN Commissions linking a network of volunteer specialists to the IUCN Programme. The others are: Ecology, Education, Environmental Law, Policy and Administration, Environmental Planning and Parks and Protected Areas.

Figure 15.
The anatomy of an IUCN Commission network - that of the Species Survival Commission.

auspices du Bureau international de recherches sur les oiseaux d'eau et du Conseil international pour la protection des oiseaux. La totalité du réseau (*illustration 15*) comprend plus de 1200 spécialistes, 37 organisations partenaires, 48 consultants, plus de 100 organisations membres de l'UICN et deux grandes associations de jardins zoologiques, AAZPA (association nord-américaine) et l'Union internationale des directeurs de parcs zoologiques, dont les registres d'espèces sont examinés par l'UICN selon accord. De nombreux bulletins ou revues de groupes de spécialistes ont été lancés pendant la période triennale et le bulletin de la SSC est devenu un organe de liaison régulier et efficace pour le réseau.

La coopération avec les unités de traitement des données de l'UICN a pris plusieurs formes. La contribution de l'UICN à l'examen des espèces inscrites aux annexes de la CITES, qui a lieu tous les dix ans, s'est faite, en 1982, par le biais d'une enquête à l'échelle du réseau. Le commerce de la corne de rhinocéros et de l'ivoire a été examiné par le groupe de spécialistes de l'éléphant et du rhinocéros d'Afrique. Un rapport sur l'état des espèces de rhinocéros, accompagné de recommandations pour

un plan d'action, préparé par l'ancien groupe de spécialistes du rhinocéros en 1981, a été introduit directement dans la banque de données de l'UICN, en 1982. Des apports similaires du réseau sont à l'étude. [R 15/29F.2]

La formulation et l'application d'autres plans d'action pour la conservation des espèces menacées ont fait peu de progrès pendant la période triennale et manquaient d'uniformité. En liaison avec le Plan d'action mondial du PNUE et de la FAO pour la conservation, la gestion et l'utilisation des mammifères marins, les groupes de spécialistes de l'UICN ont présenté des recommandations concernant les cétacés (conjointement avec la CBI), les phoques, les Siréniens et les loutres, recommandations qui devraient servir de base au financement international. D'autres groupes ont contribué à l'élaboration de sections des programmes et campagnes de l'UICN et du WWF pour les forêts tropicales et les Primates (chaque fois que la conservation des espèces était en jeu) et pour les initiatives plus récentes en faveur des plantes et des zones humides. Les progrès de formulation d'un plan d'action allant dans le sens du programme de Christchurch ont été entravés par manque de ressources, de soutien logistique et, partant, par manque de motivation, sans oublier le manque de temps et de possibilités de préparer une méthodologie rationnelle. Des démarches sont entreprises pour remédier à la situation et réexaminer les besoins

Illustration 16.

Les Jardins botaniques royaux de Kew, Royaume-Uni, où se trouvent les bureaux du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature, centre de liaison pour le nouveau réseau mondial des jardins botaniques qui participent à l'effort de conservation des plantes.

are screened by IUCN by long-standing agreement. Many new Specialist Group periodicals and newsletters were founded during the triennium and the comprehensive *SSC Newsletter* became a regular and effective means of uniting the network.

Cooperation with IUCN monitoring and data-processing facilities took several forms. IUCN's contribution to the regular ten-year review of species listed in CITES Appendices was achieved by means of network-wide enquiries during 1982 and trade in rhino horn and elephant ivory was scrutinised and reported on by the African Elephant and Rhino Specialist Group. A record of rhino species status, with recommendations for an Action Plan, completed by the former African Rhino Group during 1981, was entered directly into the IUCN data base during 1982 and similar direct inputs from the network are being considered. [R 15/29F.2]

The formulation and implementation of other Action Plans for conservation of species under threat proceeded slowly during the triennium and lacked a uniform pattern. In connection with the UNEP/FAO Global Plan of Action for Conservation, Management and

Utilisation of Marine Mammals, IUCN specialist groups presented recommendations in respect of whales (in conjunction with the IWC), seals, sirenians and otters as a basis for international funding. Other groups contributed to the development of parts of IUCN/WWF programmes and campaigns on behalf of tropical forest primates and (where species conservation needs were concerned) more recent Plants and Wetlands initiatives. Lack of finance and logistical support and a consequent lack of motivation, coupled with lack of time and opportunity to develop a consistent methodology, hampered progress towards Action Plan formulation in the sense intended in the Christchurch programme. Steps to remedy this situation and review basic needs are in hand. Semantic snags, such as lack of a universal glossary of such terms and concepts as degrees of threat or of scientific uncertainty, population trends as distinct from absolute numbers and the nature of ecological effects, are not the least of the problems involved. Controversy over the wisdom of such practices as wildlife translocation and such

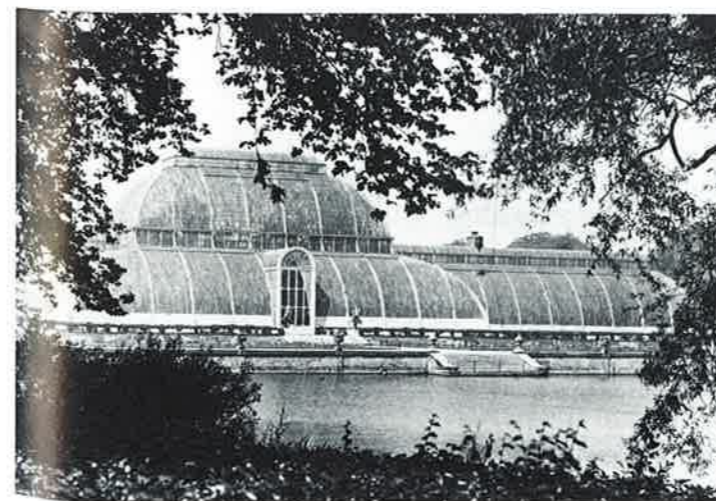


Figure 16.

The Royal Botanic Gardens at Kew, England, site of IUCN's plant conservation monitoring offices and focus of a new worldwide network created to involve botanic gardens everywhere in the plant conservation effort.

de base. Les tracasseries sémantiques (absence d'un lexique universel de termes ou de concepts pour désigner les degrés de menaces ou d'incertitudes scientifiques, les tendances des effectifs des populations par opposition aux chiffres absolus et la nature des effets écologiques) ne sont pas les moindres des problèmes rencontrés. Des controverses portant sur la sagesse de pratiques comme le transfert d'espèces ou sur des concepts tels que le bien-être des animaux sont également apparues. Le colloque organisé dans le cadre de la Réunion technique qui coïncidera avec l'Assemblée générale de 1984 s'efforcera de traiter ces problèmes conceptuels. [R 15/19, R 15/29D.4, R 15/3]

Parmi les organismes qui ont reçu le plus d'attention en 1982-1984 on peut noter: les grands et petits cétacés, le rhinocéros de Sumatra, l'hippopotame noir, le kouprey, l'ours blanc, les kangourous, et les phoques à capuchon et du Groenland. Tous ont fait l'objet de projets, prises de position, interventions auprès des gouvernements, rapports, participations à des réunions internationales, organisation d'ateliers et de colloques. Dans le cas de l'ours blanc, le groupe de spécialistes concerné se compose quasi entièrement de chercheurs qui se consacrent à cette espèce dans les différents pays Parties à l'Accord international sur la conser-

vation de l'ours blanc: URSS, Danemark (pour le Groenland), Canada et Etats-Unis d'Amérique (pour l'Alaska). Cette association unique de spécialistes, indépendante des frontières et rivalités politiques a permis de faire de nombreuses découvertes importantes qui ont été présentées à la réunion de l'atelier technique de la Conférence internationale de l'Association de biologie de l'ours réunie en Arizona, E.-U., en février 1983. Les suites données à ces travaux s'annoncent bien et devraient prendre la forme d'un programme d'action rationnel pour la conservation de l'ours blanc.

Cadre 2.

Les *Red Data Books* de l'IUCN en cours de publication et rédaction

En cours de publication

1978.

Plant Red Data Book.

1982.

Mammal Red Data Book, Part 1 (Amérique du Nord et du Sud et Australasie).

1982.

Amphibia and Reptilia Red Data Book, Part 1 (Rhynchocephala, Crocodylia, Testudines).

1983.

Invertebrate Red Data Book.

En cours de rédaction (fin 1984)

Red Data Book of Threatened Birds of Africa and associated islands, Part 1 (en collaboration avec le Conseil international pour la protection des oiseaux).

Red Data Book of Threatened Swallowtail Butterflies of the World. □

concepts as animal welfare has also entered the picture. A Symposium organised as part of the Technical Session which will coincide with IUCN's 1984 General Assembly will seek to address these conceptual problems. [R 15/19, R 15/29D.4, R 15/3]

Among organisms given special attention during 1982 - 1984 were large and small cetaceans, Sumatran rhinos, giant sable antelope, kouprey, polar bear, kangaroos and harp and hooded seals. Work on these fronts took the forms of projects, policy statements, interventions with governments,

reports, representation at international meetings and the organisation of workshops and symposia. In the case of polar bear, the Specialist Group concerned is composed almost entirely of government scientists working on this species in countries party to the International Agreement on the Conservation of Polar Bears: USSR, Denmark (for Greenland), Canada and USA (for Alaska). This unique mix of specialists, functioning independently of political boundaries and rivalries, has given rise to many significant research findings, culminating in work presented at a technical workshop of the Arizona, USA, International Conference of the Bear Biology Association in February 1983. Prospects are good for the following up of this work to make sure it results in a programme of well-founded action to conserve polar bears. □

Box 2.

IUCN Red Data Books now in print or preparation.

In print

1978.

Plant Red Data Book.

1982.

Mammal Red Data Book, Part 1 (North and South America with Australasia).

1982.

Amphibia and Reptilia Red Data Book, Part 1 (Rhynchocephala, Crocodylia, Testudines).

1983.

Invertebrate Red Data Book.

In press (available end 1984)

Red Data Book of Threatened Birds of Africa and associated islands, Part 1 (a collaboration with the International Council for Bird Preservation).

Red Data Book of Threatened Swallowtail Butterflies of the World. □

Cette partie du programme de Christchurch est destinée à augmenter l'efficacité du travail accompli dans le cadre de toutes les catégories déjà mentionnées, en intégrant les efforts entrepris à des programmes globaux de conservation dans des régions géographiques ou biogéographiques particulières (*illustration 17*).

Dans les Grandes Antilles, l'action de l'IUCN (principalement axée sur la conservation marine et l'utilisation durable des forêts tropicales) s'est partiellement déroulée dans le contexte du programme sur les mers régionales du PNUE et du Plan d'action pour les Antilles. Membre de l'IUCN, l'Association de conservation des Antilles a été un instrument important dans cette région; elle a reçu le soutien financier de l'Institut canadien pour l'aide au développement et du WWF, qui lui ont permis de mettre en œuvre la *Stratégie mondiale de la conservation aux Antilles orientales*, où elle est responsable, avec l'université du Michigan, du Programme de gestion des aires naturelles des Antilles orientales (ENCAMP).

[R 15/11, R 15/29C, R 15/29D.4, R 15/1]

A titre de contribution au Plan d'action, l'IUCN a formulé une proposition de conservation des espèces menacées et de développement et de gestion des aires protégées qui a été approuvée dans ses grandes lignes. Un coordonnateur pour les forêts tropicales d'Amérique centrale, basé au Costa Rica, au Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza, a été chargé de la suite à donner à la campagne et au programme sur les forêts tropicales (menés conjointement par l'IUCN et le WWF) et de la mise au point d'un programme pour les forêts tropicales dans la région. Plusieurs aires protégées d'Amérique centrale ont reçu une aide financière et matérielle.

Les activités de conservation marine comprennent des projets de conservation des tortues à écaille et des ridley et de soutien à l'établissement et à la gestion des parcs marins de Bonaire, Curaçao et de la Jamaïque (*illustration 18*).

[R 15/18, R 15/29D.4]



Illustration 17.
Régions où l'IUCN a établi des programmes régionaux entre 1982 et 1984.

Illustration 18.
Bonaire: assistance technique pour l'établissement d'un parc marin, l'un des nombreux résultats durables du Programme de l'IUCN pour les Antilles.

The intention of this aspect of the Christchurch Programme was to boost the effectiveness of work done under all the categories already mentioned by integrating efforts within comprehensive programmes of conservation for particular geographical or biogeographical regions (*figure 17*).

In the wider Caribbean, IUCN action (mainly concerned with marine conservation and sustainable use of tropical forests) was applied partly within the context of the UNEP Regional Seas Programme and Caribbean Action Plan. IUCN member the Caribbean Conservation Association was an important medium for efforts in the region, helped by financial assistance from the Canadian Institute for Development Assistance and WWF to enable it to implement the *World Conservation Strategy* in the Eastern Caribbean, where (jointly with the University of Michigan) it operates the Eastern Caribbean Natural Area Management Programme (ENCAMP).

[R 15/11, R 15/29C, R 15/29D.4, R 15/1]

As a contribution to the Action Plan, IUCN developed a proposal for conservation of endangered species and growth and care of protected areas, which has earned outline approval. As part of follow-up to the IUCN/WWF Tropical Forest Campaign and Programme, a TRF Coordinator for Central America based in Costa Rica at the Centro Agronomico Tropical de Investigacion y Ensenanza was appointed to assist project activities and develop a TRF programme in the area. Support and equipment were provided for several protected areas in Central America.

Marine conservation activities included projects to conserve hawksbill and Ridley turtles and support for the establishment and management of marine parks in Bonaire, Curaçao and Jamaica (*figure 18*). [R 15/18, R15/29D.4]

In the Red Sea and Arabian Gulf region, IUCN carried out several projects concerned with identification and management of key marine habitats, with the cooperation and financial assistance of the Government of Saudi Arabia. The projects were mounted within

Figure 17.
Regions where IUCN developed area programmes during 1982-1984.



Figure 18.
Bonaire: technical support for establishing a marine park here was one of many lasting results of IUCN's Caribbean Programme. [R 15/18]

Dans la région de la mer Rouge et du Golfe, l'IUCN a mené à bien plusieurs projets portant sur l'identification et la gestion de biotopes marins clés, avec la coopération et l'assistance financière du gouvernement de l'Arabie saoudite. Ces projets se sont déroulés dans le cadre du programme pour la mer Rouge de l'Organisation éducative, culturelle et scientifique de la Ligue des Etats arabes, et du plan d'action pour le Koweït financé par le PNUE. Avec le soutien du WWF, l'IUCN a participé à la conservation des ressources marines du Sanctuaire des cétacés de l'océan Indien. Une étude de la section nord du littoral saoudien de la mer Rouge a été achevée et les recommandations détaillées pour la gestion de la zone côtière, issues de cette étude, ont été présentées à l'Administration de météorologie et de protection de l'environnement. Dans le cadre du plan d'action pour le Koweït, des études écologiques ont été menées à bien par l'IUCN à Bahreïn et Oman (*illustration 19*) et soumises au PNUE et à d'autres organismes intéressés de la région. [R 15/29D.4]

Les efforts déployés pour la conservation de la mer des Wadden, zone humide côtière et habitat d'oiseaux migrateurs les plus importants de l'Europe du Nord, se sont principalement axés sur les opérations du comité consultatif de l'IUCN/WWF pour la mer des Wadden, composé d'experts de l'IUCN

Illustration 20.

Hartmut Jungius, de la division des opérations de l'IUCN, faisant un discours à la réunion de la quatrième Journée internationale des Wadden, en septembre 1984. Les efforts internationaux destinés à conserver la mer des Wadden ont été grandement facilités par le travail du comité consultatif IUCN/WWF sur la mer des Wadden, qui a orchestré les mesures de conservation dans les trois pays de la mer des Wadden, en établissant un réseau puissant d'organisations gouvernementales et non gouvernementales.

et des trois Etats riverains se partageant cette mer, à savoir le Danemark, la République fédérale d'Allemagne et les Pays-Bas. Les recommandations du comité sont mises en œuvre au niveau international par une équipe de coordination. Pendant la dernière période triennale, de toutes les menaces importantes à la conservation de la mer des Wadden sur lesquelles le comité s'est penché, le projet du port du Dollard de la ville d'Emden (en République fédérale d'Allemagne) a occupé la première place. Les quatre Journées internationales des Wadden, célébrées ces quatre dernières années, ont permis d'attirer l'attention de l'opinion internationale sur les problèmes de la région (*illustration 20*). A l'occasion de la plus récente, des progrès importants ont été annoncés en ce qui concerne la création de deux nouveaux parcs nationaux dans la partie allemande de la mer des Wadden.

Dans la région méditerranéenne, l'IUCN a conseillé l'établissement à Athènes d'un centre d'activités régionales pour les aires



Illustration 19.

Le président de l'IUCN, Mohamed Kassas (ici avec le Sultan Qaboos d'Oman), a joué un rôle actif en encourageant les initiatives de conservation dans le Golfe et dans la région du Golfe et de la mer Rouge: les études écologiques menées à bien à Oman ont été à l'origine de la décision du Sultan d'établir un plan global et un appareil gouvernemental permanent pour la conservation de l'environnement de son pays et de ses eaux côtières.



Figure 20.

Dr Hartmut Jungius of IUCN's Operations Division addresses a public hearing on the Wadden Sea, September 1984. International efforts to conserve the Wadden Sea were greatly amplified by the work of the IUCN/WWF Wadden Sea Advisory Committee, which orchestrated conservation action in all three Wadden Sea states through a powerful network of governmental and non-governmental organisations.

the framework of the Red Sea Programme of the Arab League's Educational, Cultural and Scientific Organisation and the UNEP-sponsored Kuwait Action Plan. With WWF support, IUCN provided assistance to marine resource conservation in the Indian Ocean Whale Sanctuary. A survey of the northern section of Saudi Arabia's Red Sea coast was completed and detailed recommendations for coastal zone management arising from the survey were presented to the national Meteorological and Environmental Protection Administration. Under the Kuwait Action Plan, ecological studies were completed by IUCN in Bahrain and Oman (*figure 19*) and submitted to UNEP and other interests in the area. [R 15/29D.4]

Work in pursuit of conservation of the Wadden Sea, Northern Europe's most important coastal wetland and migratory bird habitat,

found its focus in the operations of the IUCN/WWF Advisory Committee for the Wadden Sea, which is composed of experts from the three Wadden Sea states of Denmark, Germany and the Netherlands and IUCN. The Committee's recommendations are implemented at international level by a coordination team. The Dollard harbour project for the town of Emden in the Federal Republic of Germany was foremost among several threats to Wadden Sea conservation which occupied the Committee during the report period. Four International Wadden Days in each of the past four years have drawn international attention to problems in the Wadden area (*figure 20*). At the most recent of these, considerable progress in establishing two new National Parks in the German sector of the sea was announced.

In the Mediterranean Region, IUCN advised on the establishment in Athens of a Regional Activity Centre for Specially Protected Areas, in the context of the Mediterranean Action Plan, and collaborated with many other international

Figure 19.

IUCN President Mohamed Kassas (seen here meeting Sultan Qaboos of Oman) played an active part in promoting conservation initiatives in the Gulf and Red Sea region: IUCN's ecological studies in Oman formed a basis for the Sultan's decision to establish a comprehensive plan and permanent governmental apparatus for environmental conservation in his country and its coastal waters.

spécialement protégées, s'inscrivant dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée. L'Union a aussi collaboré avec de nombreuses ONG internationales pour soutenir l'Association hellénique pour la protection de l'environnement marin (HELMPEPA), créée en 1982, en vue de la mise sur pied d'un projet pour les eaux méditerranéennes. [R 15/18]

Dans la région du Pacifique Sud, les activités ont consisté essentiellement en contributions au Programme régional sur l'environnement pour le Pacifique Sud, notamment en projets sur le mégaptère aux Tonga, la conservation des tortues aux îles Salomon, l'éducation en matière de conservation en Papouasie-Nouvelle-Guinée et la création d'aires protégées dans les Samoa occidentales. [R 15/24]

L'Antarctique et l'océan Austral ont retenu l'attention d'un comité spécial du Conseil et d'un comité consultatif formé d'experts mondiaux reconnus, dans le domaine des ressources naturelles de l'Antarctique. Le comité consultatif a apporté sa contribution au débat prévu dans le cadre des Nations Unies (novembre 1984) sur l'Antarctique, sous la forme d'une brochure intitulée *Conservation et mise en valeur des écosystèmes de l'Antarctique*. Un colloque réunissant l'IUCN et le comité scientifique pour la recherche dans l'Antarctique est prévu en 1985. L'IUCN a été représentée aux deux premières réunions de la Commission de la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, seule ONG invitée, présente à ces occasions. La liste des actions pour la conservation des ressources naturelles de l'Antarctique et de l'océan Austral a été dressée et un coordonnateur spécialisé dans les questions de l'Antarctique a été désigné par le secrétariat de l'IUCN pour orchestrer la politique de l'Union

dans cette région (*illustration 21*).
[R 15/20, R 15/18]

Dans la région de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), la proposition d'accord international en matière de conservation, rédigée par l'IUCN, a reçu un accueil favorable de la part de cette association et a de fortes chances d'être adoptée d'ici la fin de l'année. Le Gouvernement suédois a aidé à financer la participation de l'IUCN à cette importante initiative régionale.

En Afrique sahélienne, le ministère de l'Aide au développement de la République fédérale d'Allemagne a choisi le Mali pour mettre en œuvre un projet de développement polyvalent, préparé et administré par l'IUCN. En Afrique tropicale, une action intégrée dans le cadre du programme sur les forêts tropicales, a pris la forme de projets de formation des administrateurs locaux de la conservation, de plans intégrés et d'inventaires d'habitats, de plans de gestion des aires protégées et de campagnes d'éducation au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Tanzanie et à Madagascar, allant dans la plupart des cas, de pair avec l'élaboration de stratégies nationales de conservation, et se déroulant en collaboration avec des gouvernements, le PNUE, l'Unesco, la Banque Mondiale et des ONG nationales. [R 15/5, R 15/8]

Des initiatives similaires sont en cours en Asie (notamment en Indonésie et en Thaïlande) et en Amérique latine (Brésil, Costa Rica, Honduras, Equateur, Pérou et îles Galápagos). □

Illustration 21.

L'Antarctique et ses ressources naturelles ont fait l'objet d'études approfondies de l'IUCN, dont les résultats faisant autorité ont été utiles à tous ceux qui s'intéressent à la région et désirent recevoir une information fiable à son sujet. [R 15/20]



NGOs to support the Hellenic Marine Environment Protection Association, created in 1982, with a view to project activities in Mediterranean waters. [R 15/18]

Activities in the South Pacific Region mainly took the form of inputs to the South Pacific Regional Environment Programme, including projects on humpback whale in Tonga, turtle conservation in the Solomon Islands, conservation education in Papua New Guinea and protected areas in Western Samoa. [R 15/24]

Antarctica and the Southern Ocean received attention from a special Council Committee and an Advisory Committee of acknowledged world experts on Antarctic natural resources. The Advisory Committee has produced a concise contribution to the planned (November 1984) UN debate on Antarctica in the form of a booklet *Conservation and Development of Antarctic Ecosystems*. A joint symposium of IUCN and the Scientific Committee for Antarctic Research is planned for 1985 and IUCN was represented at the first two meetings of the Commission for the Conservation of Antarctic Marine Living Resources, the only NGO invited to be present on these occasions. A series of actions to conserve natural

resources in Antarctica and the Southern Ocean has been charted and a specialist Antarctic Affairs Coordinator has been appointed in the IUCN Secretariat to orchestrate the Union's policy towards the region (*figure 21*). [R 15/20, R 15/18]

In the ASEAN (Association of Southeast Asian Nations) region, a proposed international conservation agreement, drafted by IUCN, was well received by the Association and prospects for its adoption in late 1984 are good. The Swedish Government helped fund IUCN's involvement in this major regional initiative.

In Sahelian Africa, the Development Aid Ministry of the Federal Republic of Germany has chosen Mali for the implementation of a multi-purpose development project prepared and administered by IUCN. In tropical Africa, integrated action as part of the tropical forest programme has taken the forms of training schemes for local conservation managers, elaboration of systems plans and habitat inventories, management plans for protected areas and education drives in Cameroon, Ivory Coast, Tanzania and Madagascar, in step in most cases with formation of national conservation strategies and in collaboration with governments, UNEP, Unesco, the World Bank and national NGOs. [R 15/5, R 15/8]

Similar initiatives are in progress in Asia (particularly in Indonesia and Thailand) and Latin America (Brazil, Costa Rica, Honduras, Ecuador, Peru and the Galapagos Islands). □

Figure 21.

Antarctica and its natural resources were the subject of intensive IUCN studies, whose authoritative results have been much consulted and relied upon by all who cherish and informed interest in the region. [R 15/20]

L'Assemblée générale de l'IUCN tenue à Christchurch a décidé que la conservation mondiale bénéficierait considérablement du renforcement systématique du réseau des membres, membres des commissions, consultants et organisations partenaires de l'IUCN.

La coopération internationale en matière de conservation se renforce à mesure que les budgets se resserrent et que les avantages de la collaboration sont mieux compris. La collaboration régionale ou mondiale permet de réduire les coûts, d'éviter le double emploi et d'accélérer les mesures de conservation. Le bien-fondé de ce principe a été démontré par des membres de l'IUCN qui, pendant la dernière période triennale, ont créé des groupes de pression concertés sur les précipitations acides en Europe et le développement hydro-électrique en Tasmanie, et ont obtenu des résultats remarquables. Toutefois, les pressions exercées sur les autorités ne sauraient en aucune manière constituer le seul atout d'un réseau efficace.

La plupart des spécialistes de la conservation cultivent des réseaux non officiels de contacts pour échanger des idées et des informations. De tels contacts résultent souvent de réunions professionnelles et se maintiennent par correspondance. Le succès des réseaux dépend de sept principes essentiels:

- le problème à résoudre par le réseau doit être clairement défini;
- le problème doit être partagé aussi largement que possible;

- l'intérêt personnel motive souvent la participation à un réseau;
- les participants doivent être prêts à engager des ressources, notamment temps, efforts et équipement;
- des sources extérieures de financement doivent être trouvées pour faciliter la création de réseaux et en assurer le fonctionnement, au moins pendant les premières années;
- les participants doivent partager une formation, des connaissances et des informations suffisantes pour pouvoir collaborer;
- un encadrement doit être assuré par des responsables efficaces jouissant de la confiance des participants.

Les réseaux respectant ces principes constituent les fondements des réseaux des commissions de l'IUCN, dont l'importance a pour ainsi dire doublé depuis Christchurch puisqu'ils comprennent actuellement plus de 3000 membres et consultants. Les commissions ont aidé à établir des réseaux régionaux en organisant des réunions dans différentes parties du monde, notamment au Pérou, au Zimbabwe, en Inde, en Malaisie, en URSS et en Indonésie. Ces réunions ont constitué pour certains une occasion, souvent unique, de contribuer aux efforts de l'IUCN.

Plusieurs nouveaux Etats ont été admis comme membres de l'IUCN pendant la dernière période triennale et l'augmentation des membres de toutes catégories a été régulière alors que les nouvelles admissions d'ONG et d'organismes de droit public ont été pour ainsi dire contrebalancées par les retraits. Il est prévu d'encourager le recrutement de nouveaux membres et de fournir davantage

The Christchurch General Assembly of IUCN decided that conservation worldwide would benefit greatly from systematic strengthening of the IUCN network of members, Commission members, consultants and partner organisations.

International cooperation in conservation is rapidly increasing as budgets tighten and the benefits of collaboration are realised. Working partnerships on a regional or global scale can cut costs, avoid duplication of effort, and accelerate conservation action in the field. The best examples of this principle during the report period were set by IUCN members whose concerted lobbying on acid rain in Europe and hydro power development in Tasmania achieved remarkable results. Yet orchestrated lobbying is not, by any means, the only boon that an efficient network can bring.

Most conservation specialists cultivate informal networks of contacts for exchanging ideas and information. Such contacts often develop out of professional meetings and are maintained by correspondence. Successful networks depend on seven main principles:

- The problem the network is to tackle must be clearly defined
- The problem must be widely shared
- There is a strong self-interest in being involved in the network
- The participants must be willing to commit resources, including time, effort, and facilities
- Some outside funding must be available to facilitate the birth of networks and keep them functioning for at least the first few years

- Participants need to share sufficient common training, knowledge, and information to be able to contribute.
- Guidance needs to be provided by strong and efficient leaders who have the confidence of the participants.

Networks based on these principles are the foundation of IUCN's Commission system, which has nearly doubled in size since Christchurch and now contains over 3000 members and consultants. The Commissions have helped build regional networks through meetings in different parts of the world, including Peru, Zimbabwe, India, Malaysia, USSR and Indonesia. Such meetings have enabled individuals who might otherwise have been unable, to make a contribution to IUCN's work.

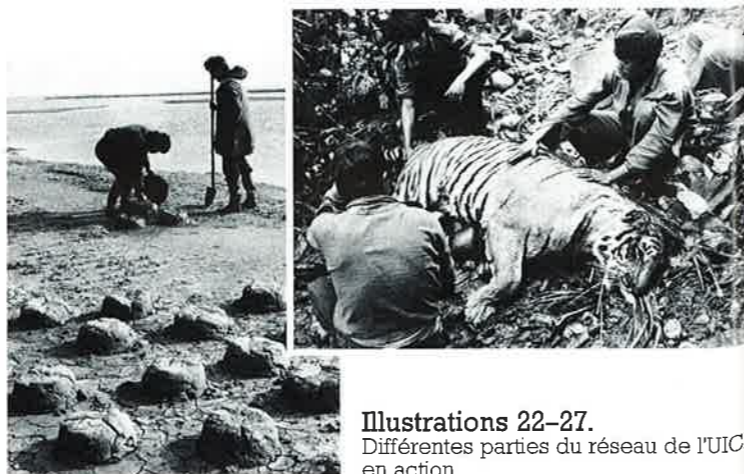
Admissions to IUCN membership during the report period include several new State Members and growth in membership in all categories has been steady but admissions in the NGO and government agency sectors have been balanced by withdrawals and show modest overall growth. Plans are in hand to boost recruitment of new members and provide more tangible services to existing membership by appointing new officers in the Secretariat specifically to establish clear lines of communication within the IUCN network and stimulate awareness of IUCN's potential for concerted action to achieve conservation.

de services concrets aux membres, en nommant de nouveaux responsables au sein du secrétariat, chargés spécifiquement d'établir des moyens de communication bien définis avec le réseau de l'IUCN et de sensibiliser l'opinion publique à l'efficacité de l'IUCN pour les actions concertées dans le domaine de la conservation.

Des mesures ont déjà été prises pour renforcer le réseau en créant des comités nationaux et régionaux de l'IUCN, permettant à ces groupes de mettre l'accent sur des problèmes particuliers d'intérêt mutuel. Des comités nationaux de l'IUCN ont été, entre autres, créés au Royaume-Uni, en Australie, aux Pays-Bas, aux Etats-Unis d'Amérique, au Canada, en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud.

Les publications de l'Union sont un des moyens essentiels de cimenter les liens entre les membres de l'IUCN. Parmi les autres moyens, il faut citer la participation à l'Assemblée générale et des contributions au Programme de l'Union prenant, entre autres, la forme de projets. Pendant la période qui nous intéresse, le tirage du *Bulletin* de l'IUCN a augmenté de près de 32%, en anglais comme en français, et atteint 4000 exemplaires; 60 publications importantes ont été diffusées. Les gouvernements et le public en général ont pu mieux se rendre compte des objectifs et activités de l'IUCN grâce aux services

des communiqués de presse et des rubriques d'information, qui ont distribué 28 articles traitant de manière approfondie de sujets relatifs à la conservation à une liste-cible de 1000 journalistes et éditeurs du monde entier. On estime à une quarantaine le nombre d'articles publiés dans la presse nationale ou internationale pour chaque rubrique d'information émanant de ces services. Parmi les différents moyens prévus pour renforcer les services du secrétariat aux membres, figure le projet de publier régulièrement et fréquemment des articles d'actualité et de politique, afin que les membres disposent de plus de renseignements spécialisés et soient informés des questions politiques, à mesure qu'elles se posent. Parmi les autres mesures qui n'ont pas encore été approuvées et financées figure un projet destiné à rendre plus largement accessibles aux membres les publications périodiques de l'Union, telles que *The TRAFFIC Bulletin*, la revue *Parcs* et différents autres bulletins spécialisés en les présentant sous forme de dossiers. L'amélioration des services de la bibliothèque du secrétariat se fait attendre, mais dès que les problèmes de personnel et de fonds auront été résolus, la bibliothèque sera, elle aussi, un excellent moyen de diffusion pour l'Union.



Illustrations 22-27.
Différentes parties du réseau de l'IUCN en action.

Steps have already been taken to strengthen the network by localising it through the setting up of national and regional IUCN Committees, enabling these groups to focus on particular problems of mutual interest. National IUCN Committees have been established in the UK, Australia, the Netherlands, USA, Canada, New Zealand, South Africa and elsewhere.

To cement links among the IUCN membership is one of the main tasks of the Union's publications. Other means include participation in the General Assembly and contributions to the Union's Programme through project and other work. During the period under review, IUCN's *Bulletin* increased its circulation in both English and French versions by about 32% to around 4000 readers and some 60 major publications were issued. Awareness of IUCN and its work was increased among governments and the general public through press releases and the feature story service, which circulated to a target list of 1000 journalists and editors around the world 28 features

treating conservation topics in depth: the take-up rate for this service shows an average 41 stories printed in national or international press outlets as a result of each feature story issued. Among ways now being considered to step up the Secretariat's current awareness services to members is a plan to produce news and policy papers for membership at frequent and regular intervals, to give more topical currency and keep members fully informed on policy issues as they emerge. Other measures for which funding and approval is being sought include a scheme to make Union periodicals such as the *TRAFFIC Bulletin*, *Parks* magazine and various specialist newsletters, more widely available to members as a comprehensive package. Improvement of the services provided by the Library at the Secretariat are long overdue but when staffing and funding problems have been overcome there will be scope here, too, to extend the Union's current awareness services.



Figures 22-27.
Different parts of the IUCN network in operation.

Les activités de programmation du secrétariat de l'Union pendant ces trois dernières années ont notamment porté sur la mise en place et l'évaluation du programme de conservation pour un développement durable adopté à Christchurch, la sélection de quelque 1000 projets pour le compte du WWF et la mise sur pied de sous-programmes spécifiques pour les forêts tropicales et les Primates (1982), les plantes (1983) et les zones humides (1984), qui ont constitué l'essentiel de la campagne de collecte de fonds et de sensibilisation du WWF. Le programme 1982-1984 a été évalué et révisé chaque année, par le groupe consultatif de la planification du programme, agissant en consultation avec les membres et les commissions. A l'initiative du WWF-Suisse, un programme de conservation des oiseaux migrateurs a été mis au point par l'IUCN, le Bureau international de recherches sur les oiseaux d'eau (BIROE) et le Conseil international pour la protection des oiseaux. [R 15/11, R 15/29C]

Aucun programme ne peut être mis en œuvre sans la phase intermédiaire de préparation. Pendant la dernière période triennale, l'IUCN, qui se contentait autrefois d'agir sur la base de projets proposés par des organismes nombreux et disparates, a radicalement changé d'attitude en décidant dorénavant d'agir sur la base de ses propres projets, tenant compte de besoins et priorités soigneusement calculés.

Les objectifs de la *Stratégie mondiale de la conservation* ont reçu un large accord de principe de gouvernements, organismes de développement et organisations de conservation. La question n'est plus de savoir si la conservation est un élément nécessaire du développement économique et social mais plutôt de savoir comment la mener à bien. Dans quels domaines l'IUCN rejoint-elle les efforts déployés à l'échelon mondial pour appliquer les principes de la *Stratégie mondiale de la conservation*? Comment utiliser au mieux les moyens relativement modestes de l'IUCN pour contrecarrer les effets négatifs sur les ressources biologiques d'activités impliquant des dépenses annuelles mondiales de l'ordre de plusieurs milliards de dollars? Comment l'Union peut-elle lutter contre les effets négatifs de notre mode de vie – tant urbain que rural – sur l'environnement, les ressources et les autres créatures? [R 15/1]

Le programme de conservation de l'IUCN, 1985-1987, constitue la réponse spécifique de l'Union à ces questions, posées notamment à l'occasion de l'Assemblée générale de Christchurch en 1981. Un nombre limité d'objectifs a été sélectionné parmi les nombreuses priorités énumérées dans la *Stratégie mondiale de la conservation*, pour guider les travaux du secrétariat, des commissions et des groupes consultatifs pendant la période triennale à venir.

Le nouveau programme divise chaque but en objectifs qui orientent l'action vers des réalisations mesurables, spécifiant les mesures minimales nécessaires à la réalisation de chaque objectif. La répartition de la main d'œuvre, du

Programming activities of the IUCN Secretariat over the past three years have included implementation and evaluation of the 1982-1984 *Conservation for Sustainable Development* programme approved at Christchurch, the screening of nearly 1000 projects on behalf of WWF and the development of specific sub-programmes for Tropical Forests and Primates (1982), Plants (1983) and Wetlands (1984) as bases for WWF fund and awareness raising campaigns. The 1982-1984 Programme was evaluated and revised each year, through the Programme Planning Advisory Group, acting on the advice of membership and Commissions. A programme for conservation of migratory birds was developed by IUCN, the International Waterfowl Research Bureau and the International Council for Bird Preservation, on behalf of WWF – Switzerland. [R 15/11, R 15/29C]

No programme can be implemented without the intermediate step of programme development. During the triennium, IUCN has moved from a position of reacting to project proposals from an assortment of disparate sources towards one of developing its own proposals based on carefully identified needs and priorities.

The concerns of the *World Conservation Strategy* have been widely accepted in principle by governments, development agencies and conservation organisations. The question is no longer whether conservation is a necessary part of social and economic development, but rather *how* conservation can be achieved. Where does IUCN fit into the worldwide effort to implement the principles of the *World Conser-*

vation Strategy? How can the relatively modest resources of IUCN be mobilised to affect the worldwide multi-billion dollar annual expenditure on activities which affect living resources? How can the Union influence the impacts of our lifestyles – both urban and rural – on our surroundings, resources, and fellow creatures? [R 15/1]

The *IUCN Conservation Programme* 1985-1987 is the Union's specific response to these questions as they were posed at Christchurch in 1981 and on other occasions. From the many priorities set forth in the *World Conservation Strategy*, a limited list of goals has been selected to guide the work of the Secretariat, Commissions and advisory groups during the coming triennium.

The new Programme divides each goal into objectives which steer action toward measurable achievements, specifying a minimum set of activities designed to meet each objective. The division of labour, budget, timetable, and expected results are specified in each case in detailed annual workplans derived from a systematic canvass of the IUCN network and prepared for separate approval by the IUCN Council.

Judging by biological, social, economic, practical, and institutional criteria, IUCN's new programme defines a minimum set of Activities, to be carried out by the Secretariat,

budget, des horaires et les résultats attendus sont spécifiés pour chaque cas dans des plans de travail annuels détaillés, fondés sur une étude systématique du réseau de l'IUCN et préparés pour adoption séparée par le conseil de l'IUCN.

Dans son nouveau programme, l'IUCN accorde son soutien prioritaire aux domaines qui se fondent sur des critères biologiques, sociaux, économiques, pratiques et institutionnels.

Il définit les activités minimales du secrétariat, des commissions et des groupes consultatifs, sont classées en sept domaines du programme:

- Développer le réseau de l'IUCN et le mobiliser pour l'action
- Assurer la surveillance continue et l'analyse des données de la conservation.
- Promouvoir un développement durable.
- Promouvoir la conservation des espèces et de leurs populations.
- Promouvoir la conservation des biotopes et des écosystèmes.
- Renforcer la formation, l'éducation et la prise de conscience du public par rapport aux grands problèmes de conservation. [R 15/8]
- Mesures de conservation ordonnées selon des thèmes (forêts tropicales, plantes, zones humides, îles, zones arides, régions de montagne, ressources côtières et marines).

[R 15/11, R 15/29C, R 15/29D.4, R 15/18]

Au nombre des initiatives importantes prévues pour la période triennale à venir et s'ajoutant aux besoins spécifiques du programme se trouvent des efforts visant à consolider les stratégies nationales de conservation, et notamment une importante conférence internationale sur la Conservation et le développement: mise en œuvre de la Stratégie mondiale de la conservation, prévue au Canada en 1986. Des mesures seront également prises pour compléter les banques de données de l'IUCN, identifier des priorités claires en matière de conservation des espèces et mettre en pratique les concepts de gestion des aires protégées de ces dernières années. [R 15/1]

Outre l'élargissement de ces voies bien éprouvées, l'IUCN va lancer des initiatives dans de nombreuses nouvelles directions: mobilisation du réseau de l'IUCN pour la mise en œuvre des projets de l'Union, amélioration de la production et de la commercialisation des publications de l'IUCN; augmentation de la capacité à prévoir et prévenir les problèmes de conservation; renforcement de l'accent mis sur les besoins en matière de formation; création de nouveaux liens plus étroits avec des organisations partenaires disposant d'un potentiel de financement et de coopération; élargissement des activités dans le domaine de la conservation marine et surtout, mise au point d'un Plan mondial de conservation donnant une interprétation tactique détaillée de la *Stratégie mondiale de la conservation*. [R 15/29D.4, R 15/18, R 15/1]

La division du programme du secrétariat de l'IUCN a été créée il y a moins d'un an, mais a déjà trans-

Commissions and advisory groups, arranged under seven Programme Areas:

- Developing and Mobilising the IUCN Network for Action
- Conservation Monitoring and Analysis
- Promoting Sustainable Development
- Promoting Conservation of Species and their Populations
- Promoting the Conservation of Habitats and Ecosystems
- Promoting Enhanced Training, Education, and Public Awareness on Major Conservation Issues [R 15/8]
- Theme-based Conservation Action (Tropical Forests, Plants, Wetlands, Islands, Arid Lands, Highlands, and Coastal and Marine Resources). [R 15/11, R 15/29C, R 15/29D.4, R 15/18]

Significant initiatives planned for the new triennium in addition to the specific needs of the programme include efforts to consolidate work on national conservation strategies; such efforts will include a major international conference on *Conservation and Development: Implementing the World Conservation Strategy*, to be held in Canada in 1986. Steps will also be taken to bring the IUCN data bases to a mature degree of completeness, to develop clear species conservation priorities and to put into practice protected areas management concepts developed in recent years. [R 15/1]

As well as extending these well-tested pathways, IUCN will mount initiatives in many new direc-

tions: mobilising IUCN's network to implement IUCN projects; improving production and marketing of IUCN publications; enhancing capacity to predict and prevent future conservation problems; increasing emphasis on training needs; forging new and powerful links with partner organisations with funding and other cooperative potential; extending activities in marine conservation and, not least, developing a World Conservation Plan to lend the *World Conservation Strategy* a detailed tactical interpretation. [R 15/29D.4, R 15/18, R 15/1]

The Programme Division of the IUCN Secretariat came into being less than a year ago but has already transformed the planning capacity of the Union from a loose array of projects and support services into an orchestrated score of reasoned aims, ways and means on which all parts of the Union can base future work in the knowledge that their efforts will be systematically reinforced by those of others. The consultative nature of the new Programme will not only ensure unanimity within the Union but also, it is hoped, confirm the faith of other organisations in IUCN's effectiveness as an implementing and guiding force for conservation. □

formé la capacité de planification de l'Union, qui comprenait un ensemble mal défini de services des projets et services d'appui, et en a fait un ensemble cohérent de buts, de voies et de moyens sur lesquels tous les éléments de l'Union pourront fonder leurs actions à venir, sachant qu'elles seront systématiquement renforcées par

celles des autres. La nature consultative du nouveau programme permettra non seulement l'unanimité au sein de l'Union, mais confirmera, on l'espère, la confiance d'autres organisations en l'efficacité de l'UICN à faire appliquer et à orienter les mesures entreprises dans le domaine de la conservation. □

Cadre 3

Histoire du programme

Le premier programme officiel de l'UICN (1980-1982) a été mis au point en 1979, de pair avec l'achèvement et la publication de la *Stratégie mondiale de la conservation*. Pour la première fois, les objectifs et activités de l'UICN ont été inscrits dans un cadre clair et explicite. Ce programme, révisé tous les ans a orienté les travaux de l'Union jusqu'à présent. [R 15/1]

En vue d'aller plus loin et d'intégrer plus efficacement les activités des différentes parties de l'UICN, un projet de Plan de conservation de l'UICN pour la réorganisation du programme et des plans de travail existants, avec suggestions additionnelles du réseau de l'UICN a été présenté à la 13^e réunion du conseil, en novembre 1983 et a reçu son accord de principe. Il a été distribué aux différentes commissions et aux membres. Une série de consultations a eu lieu pour obtenir de la part des membres, commissions, institutions partenaires et conseillers, participation et

orientations. Ce processus de consultation a notamment débouché sur des visites effectuées par le directeur général et d'autres cadres de l'UICN à des comités nationaux de l'UICN, en Inde, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Nouvelle-Zélande, en Australie, en Italie, aux Etats-Unis, au Canada et en Amérique latine. Il a donné lieu à des commentaires écrits provenant de plus de 100 institutions membres de l'Union. Un séminaire a été organisé à Gland en mars 1984, pour les membres et une réunion des membres européens s'est tenue à Amsterdam, en avril 1984. Des réunions consultatives ont également eu lieu avec le WWF, le PNUE, la FAO, l'Unesco, l'OEA, la Banque Mondiale et nombre d'autres organisations. Des commentaires écrits ont en outre été envoyés par plus de 150 individus et incorporés au processus de planification. Le projet de programme de conservation de l'UICN pour 1985-1987 est le résultat de ce processus de longue haleine. □

Box 3.

History of the programme

IUCN's first formal programme (1980-1982) was developed during 1979 in tune with the completion and publication of the *World Conservation Strategy*. For the first time, IUCN's objectives and activities were put into a clear and explicit framework. This programme and its annual revision have served to guide the work of the Union until the present. [R 15/1]

In order to carry the first programme approach further, and to attempt to integrate the activities of IUCN's various parts more effectively, a draft IUCN Conservation Plan based on a reorganisation of the existing programme and workplans with additional suggestions from the IUCN network was presented to the 13th Session of Council in November 1983. Council approved the draft in principle and it was circulated among Commissions and Members. A series of consultations took place

to seek advice and input from Members, Commissions, collaborating institutions, and Councilors. This consultation process has included results of visits by the Director General and other senior staff to IUCN National Committees in India, UK, Netherlands, New Zealand, Australia, Italy, USA/Canada, and Latin America, as well as written comments from over 100 member institutions of the Union. A workshop of members was held in Gland in March 1984 and a meeting of European members was held in Amsterdam in April 1984. Consultative meetings were also held with WWF, UNEP, FAO, Unesco, OAS, the World Bank and many others. Written comments were received from over 150 individuals and have been incorporated in the planning process. The draft IUCN Conservation Programme 1985-1987 is the result of this painstaking process. □

OPÉRATIONS SUR LE TERRAIN ET AUTRES RÉALISATIONS. Ce chapitre du rapport a pour objet de servir de référence sur les résultats durables obtenus par l'IUCN et ses membres au cours de la période triennale de 1982 à 1984. Il est impossible de répertorier ici tous les travaux d'un si vaste réseau mais nous souhaitons transmettre une image représentative des possibilités de l'IUCN. Nous envisageons de préparer à l'avenir des rapports annuels qui seront probablement plus exhaustifs que le présent rapport triennal. Cet exercice annuel pourrait s'intégrer dans les plans visant à renforcer le réseau de l'Union et reposerait sur une mise à jour permanente des réalisations. Nous espérons donc que tous ceux qui participent aux travaux de l'Union penseront à informer le rédacteur scientifique du secrétariat des activités et plans dont ils souhaitent, à l'avenir, un compte rendu et qui sont rangés sous les rubriques suivantes.

L'illustration 28 et le tableau qui l'accompagne présentent la répartition, les coûts et le nombre des projets gérés par l'IUCN en 1982-1984. L'illustration 29 montre la répartition par régions; dans le cadre 4 se trouve une liste représentative des titres de projets. Des réalisations couvrant un tel champ d'activités sont difficiles à résumer mais on peut remarquer

l'apport massif et continu du WWF dans tous les domaines du programme, le nombre croissant de projets intégrés englobant diverses mesures de conservation dans le cadre d'opérations régionales ou nationales, de même que l'accent mis sur des projets plus limités, illustrant un vaste thème de la conservation. Nombre de ces projets limités sont liés aux campagnes du WWF, dans le contexte desquelles une proportion donnée des fonds recueillis va à des projets donnant des résultats rapides, tangibles mais néanmoins durables.

Illustration 28.

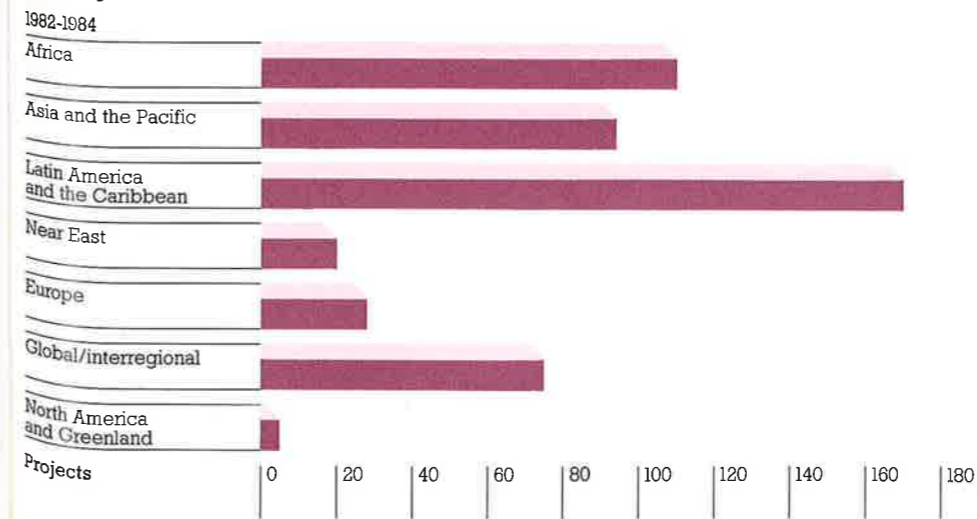
Répartition géographique des projets

1982-1984
Afrique
Asie et Pacifique
Amérique latine et Antilles
Proche-Orient
Europe
Monde/ projets interrégionaux
Amérique du Nord et Groenland
Projets

Total des projets 496

Figure 28.

Regional distribution of projects



Total world projects 496

FIELD OPERATIONS AND OTHER ACHIEVEMENTS. This section of the report is intended as a source of reference to lasting results achieved by IUCN and its members during the triennium 1982-1984. Not all the work of so large a network can be catalogued here but a representative picture of IUCN's scope is, we hope, conveyed. Future reports on an annual basis are being considered and it is likely that these will be more comprehensive than this three-year report. Such an annual reporting exercise would be an aspect of plans to strengthen the IUCN network and would rely on a running record of achievements as they make their mark. We hope, therefore, that all who are involved in the work of IUCN will bear in mind the need to keep the science editor in the secretariat fully informed of activities and plans which they might wish to see reported in future, under chapter headings as used here.

Figure 28 and its accompanying table show the distribution, cost and numbers of all projects managed by IUCN during 1982-1984. Figure 29 show distribution by regions. Box 4 a representative list of project titles. Achievements across so broad a field are hard to summarise but outstanding features are the continuing flow of major WWF inputs into all programme areas, the increasing numbers of integrated projects embracing many different conservation requirements within national

or regional operations and an increasing emphasis on smaller scale projects embodying a large-scale conservation theme. Many of these smaller projects are linked to WWF Campaigns, in the context of which a definite proportion of funds raised is intended for projects which bring swift and tangible but lasting results.

Cadre 4.

Projets représentatifs financés par le WWF et gérés par l'UICN en 1982-1983

Autriche, Réserve naturelle Seewinkel- Lange Lacke
Suriname, tortues marines de Warana
Autriche, Marchauen, établissement d'une réserve naturelle
Wildfowl Trust, Slimbridge, Royaume-Uni
Index des espèces mentionnées dans la législation
Pakistan, outarde Houbara
Grèce, promotion de la conservation
Europe du Nord, pygargue à queue blanche
Espagne, oiseaux de proie
Inde, opération tigre
Bouthan, opération tigre
Indonésie, Réserve de Meru Betiri
Ile Maurice, conservation
Cameroun, réserves de forêts tropicales humides
Phoque moine de la Méditerranée
Equateur, îles Galápagos - soutien au Service des parcs nationaux
Ouganda, clubs de nature
Ethiopie, faune de la vallée de l'Omo
Education en matière de conservation
Pérou, Parc national Manu
Costa Rica, forêt de brouillard de Monteverde
Conservation des plantes
Sénégal, unité mobile d'éducation
Tunisie, zones humides
Kenya, Hell's Gate - établissement d'un parc national proposé
Afrique du Sud, The Great Karoo
Inde, éducation en matière de conservation
Chili, établissement d'une réserve (chinchilla)
Film sur la vigogne
Zambie, éducation en matière de conservation
Equateur, îles Galápagos - Station de recherche Charles Darwin
Cameroun, clubs de nature
Ouganda, opérations antibraconnage
Inde, cerf porte-musc de l'Himalaya
Mauritanie, Parc national du Banc d'Arguin

Italie, Réserve de zone humide de Maremma
Afrique australe, Kaokoland/ Damaraland
Inde, petits félins
Nouvelle-Zélande, conservation
Madagascar, conservation
Indonésie, programme de conservation
BIROE - subvention annuelle
Inde, grue à cou noir
Mexique, sanctuaires de la baleine grise
Chili et Pérou, loutre de mer
Chile, phoque à fourrure de Juan Fernandez
Conservation de la mer des Wadden
Méditerranée, goéland d'Audouin
Mer Baltique, phoques
Tortues marines
Archipel finlandais
Guinée, plages à tortues
Tonga, mégaptère
Philippines, crocodiles
Petites Antilles, Parc sous-marin de Bonaire
Indonésie, programme de conservation
Indonésie, éducation en matière de conservation
Indonésie, Réserves de Gunung Leuser
Indonésie, île de Siberut
Indonésie, Irian Jaya
Aigle des Philippines
Equateur, Parc national Sangay
Equateur, Parc national de Machalilla
Equateur, Réserve écologique de Cotacachi-Cayapas
Inde, éléphant
Sénégal, centre d'éducation
Libéria, forêt tropicale humide
Rwanda, Parc national des Volcans
Jordanie, Conservation de la faune
Taille minimale critique des écosystèmes
Jordanie, Réserve d'oiseaux d'eau d'Azraq
Fonds d'action pour les Primates
Brésil, Primates
Niger, Addax et Oryx
Chili, pudu
Maroc, ibis chauve
Sierra Leone, forêt tropicale humide
Chili, cerf des Andes méridionales
Honduras, Etude de la région de Mosquitia
Mexique, cerf de l'île Cedros

Portugal, îles Selvagens
Pakistan, zones humides
Autriche, gypaète barbu
Malawi, éléphant
France, busard Montagu
Indonésie, aires de conservation, Kalimantan
Nouvelle-Zélande, pétrel de Magenta
Antilles, production de films
Malaisie, étude de la faune au Sabah
Kenya, supplément éducatif
Brésil, interaction entre les poissons et les forêts amazoniennes inondées
Brésil, lamantin de l'Amazone
Grue de Sibérie - élevage en captivité
Seychelles, île Cousin
Brésil oriental, recherche sur les oiseaux menacés
Kenya, rhinocéros
IBDF, Programme de baguage des oiseaux
Conservation du rhinocéros africain
Zambie, Unité mobile d'éducation
Indonésie, protection du bassin de la Dumoga
Soudan, Réserve de gibier de Fanyikang et Parc national de Nimule
Afrique du Sud, Parc de gibier de Pilanesberg
Indonésie, bourses de conservation
Préparation et lancement du projet Chine
Antilles, stratégie de conservation
Botswana, Kalahari central
République fédérale d'Allemagne, bureau TRAFFIC
Zambie, conservation des rhinocéros
Afrique, conservation des éléphants
Cameroun, conservation des rhinocéros
Ouganda, réserves forestières
Evaluation des dangers des produits chimiques
Parcs nationaux, bourses pour un séminaire international
Sénégal, conservation des éléphants
Conservation des éléphants d'Asie
Kenya, Shimba Hills
Tanzanie, clubs de nature
Finlande, tourbières de Luoro

Box 4.

Representative selection of conservation projects supported by WWF and managed by IUCN 1982-1983

Austria, Seewinkel - Lange Lacke Nature Reserve
Suriname, Warana Sea Turtle
Austria, Marchauen, Establishment of Nature Reserve
Wildfowl Trust, Slimbridge, UK
Index of Species in Legislation
Pakistan, Houbara Bustard
Greece, Promotion of Conservation
Northern Europe, Sea Eagle
Spain, Birds of Prey
India, Operation Tiger
Bhutan, Operation Tiger
Indonesia, Meru Betiri Reserve
Mauritius, Conservation
Cameroun, Tropical Rainforest Reserves
Mediterranean Monk Seal
Ecuador, Galapagos Islands - Support for National Park Service
Uganda, Wildlife Clubs
Ethiopia, Omo Valley Wildlife
Conservation Education
Peru, Manu National Park
Costa Rica, Monteverde Cloud Forest
Conservation of Plants
Senegal, Mobile Education Unit
Tunisia, Wetlands
Kenya, Hell's Gate - Establishment of Proposed National Park
South Africa, The Great Karoo
India, Conservation Education
Chile, Establishment of Reserve (Chinchilla)
Vicuña Film
Zambia, Conservation Education
Ecuador, Galapagos Islands - Charles Darwin Research Station
Cameroun, Wildlife Clubs
Uganda, Anti-poaching Operations
India, Himalayan Musk Deer
Mauritania, Banc d'Arguin National Park
Italy, Maremma Wetland Reserve
Southern Africa, Kaokoland/ Damaraland
India, Lesser Cats
New Zealand, Conservation
Madagascar, Conservation
Indonesia, Conservation Programme
IWRB - Annual Grant
India, Black-necked Crane
Mexico, Gray Whale Sanctuaries
Chile and Peru, Marine Otter
Chile, Juan Fernandez Fur Seal
Wadden Sea Conservation
Mediterranean, Audouin's Gull
Baltic Sea, Seals
Marine Turtles

Finnish Archipelago
Guinea, Turtle Beaches
Tonga, Humpback Whale
Philippines, Crocodiles
Antilles, Lesser Bonaire Underwater Park
Indonesia, Conservation Programme
Indonesia, Conservation Education
Indonesia, Gunung Leuser Reserves
Indonesia, Siberut Island
Indonesia, Irian Jaya
Philippine Eagle
Ecuador, Sangay National Park
Ecuador, Machalilla National Park
Ecuador, Cotacachi-Cayapas Ecological Reserve
India, Elephant
Senegal, Education Centre
Liberia, Tropical Rainforest
Rwanda, Volcanoes National Park
Jordan, Wildlife Conservation
Minimum Critical Size of Ecosystems
Jordan, Azraq Waterfowl Reserve
Primate Action Fund
Brazil, Primates
Niger, Addax and Oryx
Chile, Pudu
Morocco, Bald Ibis
Sierra Leone, Tropical Rainforest
Chile, Huemul
Honduras, Mosquitia Area Survey
Mexico, Cedros Island Deer
Portugal, Selvagens Islands
Pakistan, Wetlands
Austria, Conservation Education
Malawi, Elephant
France, Montague's Harrier
Indonesia, Conservation Areas, Kalimantan
New Zealand, Magenta Petrel
Caribbean, Production of Film Strips
Malaysia, Faunal Survey in Sabah
Kenya, Educational Supplement
Brazil, Interaction of Fishes and Amazonian Flooded Forests
Brazil, Amazonian Manatee
Siberian Crane - Captive Breeding
Seychelles, Cousin Island
Eastern Brazil, Research on Endangered Birds
Kenya, Rhino
IBDF Bird Banding Programme
African Rhinoceros Conservation
Zambia, Mobile Education Unit
Indonesia, Protection of Dumoga Watershed

Sudan, Fanyikang Game Reserve and Nimule National Park
South Africa, Pilanesberg Game Park
Indonesia, Conservation Fellowships
Development and Launch of China Project
Caribbean, Conservation Strategy
Botswana, Central Kalahari
Germany, TRAFFIC Office
Zambia, Rhino Conservation
Africa, Elephant Conservation
Cameroun, Rhino Conservation
Uganda, Forest Reserves
Assessment of Chemical Hazards
National Parks, Scholarships for International Seminar
Senegal, Elephant Conservation
Asian Elephant Conservation
Kenya, Shimba Hills
Tanzania, Wildlife Clubs
Finland, Luoro Peatland
Seychelles, Aldabra Island
Fiji, Education Programme
Peru, Cloud Forest Reserve
USA, Prairie Sphinx Moth
Canada, Land-use Planning and Resource
Management Among Inuit Communities
Chile, Conservation
Caribbean, Sargassum Raft Reconnaissance
Jamaica, Marine National Park System
Suriname, Green Turtle
Mexico, Grey Whale
Seychelles, Marine Turtles
Mexico, Marine Turtles
Senegal, Marine Turtles
Cyprus, Turtle Conservation
Thailand, Tarutao National Park
Indonesia, Marine Resources
Status Report on Mangrove Ecosystems
Greece, Sea Turtle Conservation
Indian Ocean, Workshop for Cetacean Research in Indian Ocean Sanctuary
Indian Ocean, Whale Sanctuary
IIED/IUCN Programme on Renewable Resources
Management Alternatives
Ecuador, Cotopaxi National Park
Madagascar, Ankarafantsika Reserve
Madagascar, Ambohitantely

Illustration 28. Répartition mondiale, nombre et coût des projets gérés par l'IUCN en 1982-1984.



Illustration 28.
 ● US\$ 0 à 10 000
 ■ US\$ 10 à 20 000
 ▲ US\$ 20 à 30 000
 ◆ US\$ 30 à 40 000
 ■ US\$ 50 000

Les chiffres déterminent le nombre de projets

Figure 28. World distribution, numbers and cost of projects managed by IUCN 1982-1984

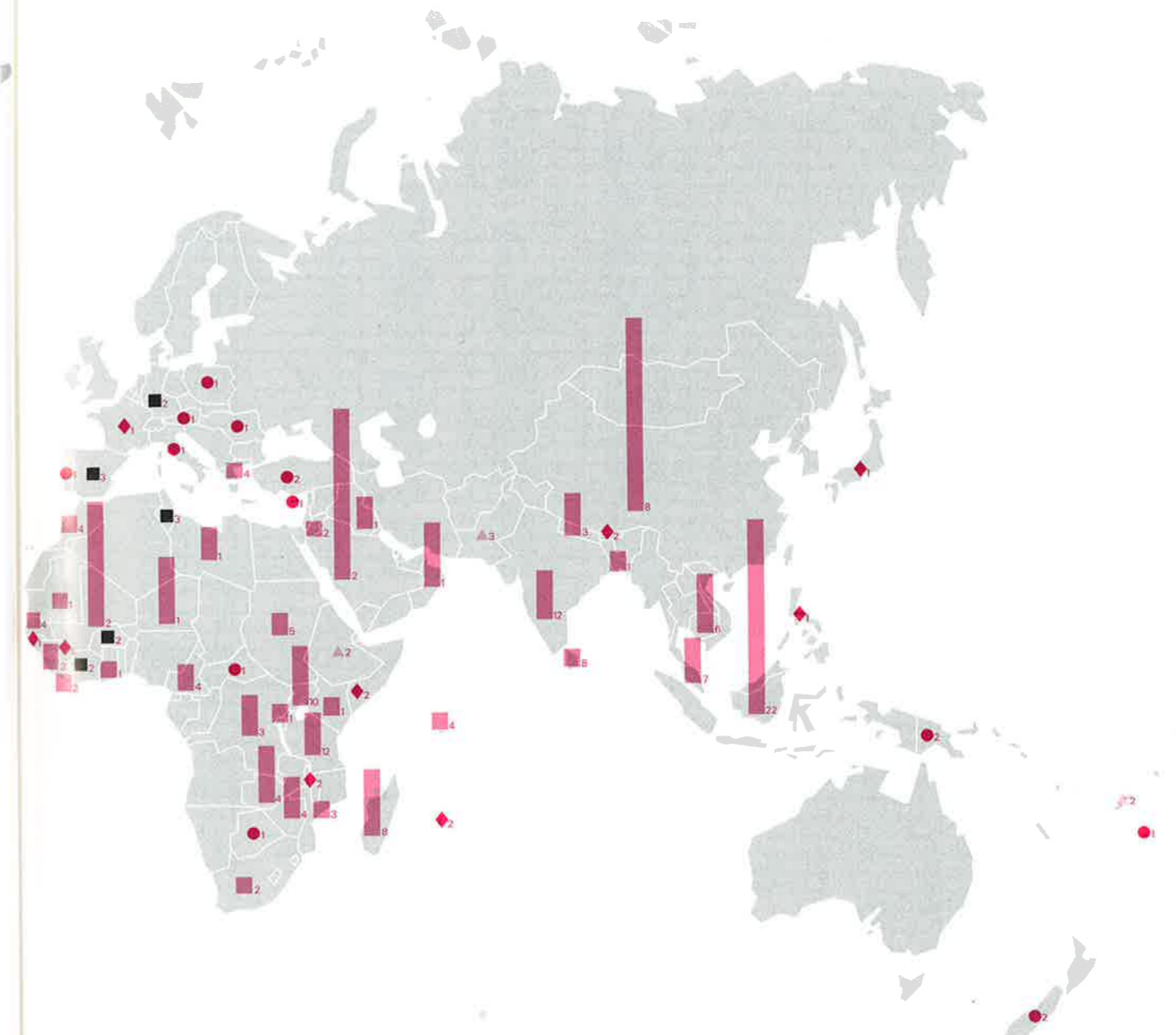


Figure 28. Key.
 ● US\$ 0 to 10 000
 ■ US\$ 10 to 20 000
 ▲ US\$ 20 to 30 000
 ◆ US\$ 30 to 40 000
 ■ US\$ 50 000

Figures represent the number of projects.

Régions/Pays	Nombre de Projets	Dépenses (dollars)			Source(s)* du financement	Domaine(s) du programme de Christchurch
		1982	1983	1984		
Amérique Latine et Antilles (suite)						
Mexique	8	74,134	170,718	86,500	W	3, 4, 5, 6, 7
Nicaragua	1		19	21,000	W	7
Paraguay	1		7,050		W	6
Pérou	8	16,055	157,012	83,700	W	5, 6, 7, 9
Sainte-Lucie	1		300		W	5
Suriname	2	8,190	5,000	1,200	W	6
Uruguay	2	702	25,334	6,000	W	6, 8
REGION	21	92,588	362,162	152,230	W, I	2, 3, 4, 5, 6, 7, 9
Proche-Orient						
Jordanie	2	41,231	15,768		W	1, 5
Koweït	1		148,700		UN	
Jamahiriya arabe libyenne (Libye)	1	150,000	8,563		A, W	7
Maroc	4	15,471	5,472	67,600	W	5, 6
Oman	1			310,000	UN, W	5
Arabie saoudite	2	350,000	165,000	315,000	UN, I	
Soudan	5	6,318	18,611	84,050	W	3, 4, 5
Tunisie	3	317	6,000	10,500	W	5, 6
REGION	1	4,684			W	3
Europe						
Autriche	1	81			W	5
Chypre	1			600	W	6
France	1	9,825		21,200	W	6
Rép. fédérale d'Allemagne	4	23,264	7,760	16,200	W	6, 4
Grèce	2	9,990	5,877	2,300	W	7, 5
Italie	1		7,951		W	5
Pologne	1			1,500	W	6
Portugal	1	947	950		W	4
Roumanie	1		1,098	14,700	W	6
Espagne	3	2,000	5,499	11,000	W	6, 4
Turquie	2		222	3,000	W	4, 6
REGION	11	71,729	41,296	168,400	W	6, 7, 1
Amérique du Nord et Groenland						
Etats-Unis d'Amérique	2	5,000	15,899		W	6
Canada	2		1,003	17,708	W, C	1
Groenland	1	12,000	15,000		W	6
TOTAL	5	17,000	16,902	17,708		
Total Afrique	110	767,350	1,305,613	2,025,718		
Total Asie et Pacifique	87	597,488	937,959	2,007,635		
Total Amérique Latine et Antilles	170	445,086	1,495,693	1,078,895		
Total Proche-Orient	20	568,021	368,114	787,150		
Total Europe	29	117,836	704,453	238,900		
MONDE/MULTIRÉGIONAUX	75	2,084,152	2,362,708	2,385,345	N, NL, W, B, D, S, US, C, I	1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
TOTAL MONDIAL	496	4,596,933	7,206,442	8,541,351		

*Légendes

- I = IUCN
Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources
- W = WWF
World Wildlife Fund
- UN = PNUE
Programme des Nations Unies pour l'environnement
- S = SIDA
Agence suédoise pour le développement international
- B = BMZ
Bundesministerium für Zusammenarbeit (Ministère de la Coopération et de l'Aide au développement - RFA)

- N = NORAD
Agence norvégienne pour le développement international
- C = CIDA
Agence canadienne de coopération pour le développement international
- A = BAD
Banque africaine de développement
- NL = NL (MHE)
Ministère néerlandais de l'Environnement
- US = USAID
Agence américaine pour le développement
- D = DSE
DeutscherStiftung für Entwicklung
- AC = ACSAD
Centre arabe d'étude des terres arides et non irriguées

Region/Country	Number of Projects	Expenditure (in US dollars)			Funding* source(s)	Christchurch programme area(s)
		1982	1983	1984		
Latin America and the Caribbean (continued)						
Mexico	8	74,134	170,718	86,500	W	3, 4, 5, 6, 7
Nicaragua	1		19	21,000	W	7
Paraguay	1		7,050		W	6
Peru	8	16,055	157,012	83,700	W	5, 6, 7, 9
Saint Lucia	1		300		W	5
Suriname	2	8,190	5,000	1,200	W	6
Uruguay	2	702	25,334	6,000	W	6, 8
REGIONAL	21	92,588	362,162	152,230	W, I	2, 3, 4, 5, 6, 7, 9
Near East						
Jordan	2	41,231	15,768		W	1, 5
Kuwait	1		148,700		UN	
Libyan Arab Jamajiriya (Libya)	1	150,000	8,563		A, W	7
Morocco	4	15,471	5,472	67,600	W	5, 6
Oman	1			310,000	UN, W	5
Saudi Arabia	2	350,000	165,000	315,000	UN, I	
Sudan	5	6,318	18,611	84,050	W	3, 4, 5
Tunisia	3	317	6,000	10,500	W	5, 6
REGIONAL	1	4,684			W	3
Europe						
Austria	1	81			W	5
Cyprus	1			600	W	6
France	1	9,825		21,200	W	6
Germany	4	23,264	7,760	16,200	W	6, 4
Greece	2	9,990	5,877	2,300	W	7, 5
Italy	1		7,951		W	5
Poland	1			1,500	W	6
Portugal	1	947	950		W	4
Romania	1		1,098	14,700	W	6
Spain	3	2,000	5,499	11,000	W	6, 4
Turkey	2		222	3,000	W	4, 6
REGIONAL	11	71,729	41,296	168,400	W	6, 7, 1
North America + Greenland						
USA	2	5,000	15,899		W	6
Canada	2		1,003	17,708	W, C	1
Greenland	1	12,000	15,000		W	6
REGIONAL	5	17,000	16,902	17,708		
Total Africa	110	767,350	1,305,613	2,025,718		
Total Asia and the Pacific	87	597,488	937,959	2,007,635		
Total Latin America and the Caribbean	170	445,086	1,495,693	1,078,895		
Total Near East	20	568,021	368,114	787,150		
Total Europe	29	117,836	704,453	238,900		
GLOBAL/INTERREGIONAL	75	2,084,152	2,362,708	2,385,345	N, NL, W, B, D, S, US, C, I	1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
WORLD TOTAL	496	4,596,933	7,206,442	8,541,351		

*Key

- I = IUCN
International Union for the Conservation of Nature and Natural Resources
- W = WWF
World Wildlife Fund
- UN = UNEP/PNUE
United Nations Environmental Programme
- S = SIDA
Swedish International Development Agency
- B = BMZ
Bundesministerium für Zusammenarbeit (Federal Ministry for Cooperation and Development Aid - (FRG))

- N = NORAD
Norwegian Agency for Development
- C = CIDA
Canadian International Development Agency
- A = ADB
African Development Bank
- NL = NL(MHE)
Netherlands Ministry of Environment
- US = USAID
US Agency for International Development
- D = DSE
DeutscherStiftung für Entwicklung
- AC = ACSAD
Arab Center for the Study of Arid Zones and Dry Lands

Les activités du programme réalisées conformément aux résolutions – et signalées comme telles entre crochets dans la section 1 du rapport – sont complétées par celles qui ont été appliquées hors du programme, plus particulièrement par les membres de l'IUCN. Ceci est de bon augure pour le futur programme de l'IUCN qui prévoit une participation accrue des membres aux tâches sur le terrain que l'Union s'est donné pour objectif de réaliser. Rares sont les résolutions de Christchurch qui n'ont pas retenu l'attention d'au moins un élément du réseau de l'IUCN, mais il faut admettre que les réactions ont parfois été décevantes. En pareil cas, la principale entrave à la réussite a presque toujours été la portée trop ambiguë de la résolution et l'absence de liens suffisamment solides au sein du réseau de l'IUCN pour atteindre la «masse critique» indispensable. Nous présentons ici des actions menées – certaines avec plus et d'autres avec moins de succès – pour donner suite aux résolutions de Christchurch. Souhaitons que ces exemples de ce qui est faisable ou non, nous servent de leçon à l'avenir.

Résolution 15/2 La conservation et la paix

Le texte de la résolution a été communiqué à la seconde session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement (New York, juin-juillet 1982), et mis à la disposition des délégations par le canal du Centre de l'ONU pour le désarmement. Après la session spéciale, un rapport d'experts-conseils au secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement fut transmis à l'IUCN avec une lettre suggérant au mouvement de la conservation des moyens de réunir des témoignages scientifiques probants au service

de la paix. La Campagne mondiale pour le désarmement a été lancée sous l'égide de l'ONU pour sensibiliser l'opinion publique et obtenir son soutien en faveur du désarmement. L'ancien secrétaire général de WWF-Suède, Sven Wahlberg, a pris personnellement une part très active à la campagne, conjugant l'attribution de distinctions à des concours ouverts au public, des campagnes publicitaires et des démarches effectuées directement auprès de gouvernements et d'organisations internationales.

La Charte mondiale de la nature, préparée par l'IUCN avec le concours du PNUE à l'initiative du Zaïre et adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 28 octobre 1982, déclare que «la conservation de la nature et de ses ressources ne sera pas réalisée tant que l'humanité n'aura pas appris à vivre en paix avec elle-même et à renoncer à la guerre et aux armes»; elle prévoit en outre spécifiquement que «la nature doit être préservée de la dégradation due à la guerre et autres hostilités».

L'IUCN a co-patronné, avec sept institutions spécialisées de l'ONU et un grand nombre d'ONG américaines, la Conférence sur «les conséquences à long terme d'une guerre nucléaire», qui s'est tenue à Washington du 31 octobre au 2 novembre 1983 et qui a fait l'objet d'un article du *Bulletin* dans le numéro d'octobre/décembre 1983.

En septembre 1982, le PNUE publiait un rapport sur «l'Environnement, le développement et les activités militaires». Aux Pays-Bas, un groupe de travail sur les armements et l'environnement a été mis sur pied par une ONG membre de l'IUCN, *Stichting Natuur en Milieu*, «pour réunir des informations sur les conséquences des différents types d'armements (conventionnels, chimiques, biologiques et nucléai-

Besides those programme achievements which pursued Resolutions and have been signalled accordingly in Section 1 of this report, much has also been achieved independently of programmed action, particularly through the efforts of the IUCN membership. These efforts bode well for the future IUCN Programme which seeks increasingly to involve member organisations in implementing the field tasks which the Union sets itself. There are few of the Christchurch Resolutions which have not received significant attention from one part or another of the IUCN network but several have met with response that must be regarded as disappointing. In these cases, however, the main bar to successful pursuit has nearly always been the ambitious range of the resolution subject and the absence of strong network links needed to achieve a 'critical mass' of endeavour. Here we offer highlights of actions taken to follow up some of the Christchurch Resolutions, including more and less successful actions, to give a measure of 'achievability' that may serve as a lesson for the future.

Resolution 15/2 Conservation and peace

The text of the resolution was communicated to the Second Special Session of the UN General Assembly Devoted to Disarmament (New York, June-July 1982), and was made available to delegations through the UN Centre for Disarmament. Following the Special Session, a consultant's report to the Under-Secretary-General for Disarmament Affairs was transmitted to IUCN with a letter suggesting ways in which the conservation movement could mobilise convincing scientific evidence in furtherance of peace. A World Disarmament Campaign under UN auspices was launched to promote public awareness and support for disarmament: the former Secretary-General of WWF-Sweden,

Sven Wahlberg, has taken a strong personal lead in developing the Campaign, using a combination of awards, public competitions, publicity campaigns and direct approaches to governments and international organisations.

The World Charter for Nature, prepared with IUCN and UNEP assistance at the initiative of Zaïre and adopted by the UN General Assembly on 28 October 1982, states that "the conservation of nature and natural resources cannot be achieved until mankind learns to live at peace with itself and forsake war and armaments", and specifically provides that "nature shall be secured against degradation caused by warfare or other hostile activities".

IUCN co-sponsored, together with 7 UN Agencies and a large number of NGOs in US, a Conference on "Long-term Consequences of Nuclear War" held in Washington, USA, 31 October-2 November 1983; reported in the Oct/Dec 1983 issue of the *Bulletin*.

In September 1982, UNEP released a consultant report on "Environment, Development and Military Activity". In the Netherlands, a working group on armaments and the environment was set up by member NGO, *Stichting Natuur en Milieu*, "to assemble information on the consequences to man, environment and natural resources of the different types of armament (conventional, chemical, biological and nuclear) in different stages of production, storage, use and destruction". A report was published in 1983.

res) pour l'homme, l'environnement et les ressources naturelles, aux différentes étapes de fabrication, entreposage, utilisation et destruction». Un rapport a été publié en 1983.

Les réactions à la résolution 15/2 concernant les instruments légaux internationaux ont fait l'objet d'un projet de résolution préparé par la Commission des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement de l'IUCN et sera présenté à la 16e Assemblée générale.

Plusieurs Etats membres de l'IUCN ont mentionné leur reconnaissance des responsabilités internationales et ont pris part aux discussions concernant les initiatives de paix, à l'ONU et devant d'autres tribunes internationales.

La Fondation australienne pour la conservation, ONG de l'IUCN, a choisi pour thème de ses activités en 1984, la paix, le désarmement et l'action anti-nucléaire; elle a fait campagne contre l'exportation d'uranium et l'ouverture de nouvelles mines d'uranium. D'autres ONG ont mentionné leur appui général aux mouvements de la paix.

Commentaire: Cette résolution s'adressait aux Etats, mais son caractère hautement politique rendait très improbable tout nouvel engagement politique gouvernemental, ou la prise de mesures en dehors du cadre de la négociation diplomatique. Le peu de réactions obtenues n'implique donc pas nécessairement une absence de bonne volonté. Il y a, à la base, une préoccupation croissante quant à ce qu'impliquent la production et l'utilisation d'armements pour notre capital de ressources naturelles et la répartition de ses produits.

15/3 La population, les ressources et l'environnement

Un groupe de travail informel, *Common Ground International*, a été créé en collaboration avec la Fédération internationale pour la planification familiale, après d'autres projets de coopération réalisés antérieurement. Les présidents de l'IUCN et de l'IPPF se sont réunis au Caire en 1982 pour discuter des modalités de la collaboration; le directeur général de l'IUCN s'est rendu au siège de l'IPPF à Londres en juin 1982 et une délégation dirigée par le secrétaire général de l'IPPF est venue au siège de l'IUCN/WWF en octobre 1982. Ces contacts ont abouti à la rédaction d'un mémorandum d'accord entre l'IUCN et l'IPPF définissant le cadre officiel des liens de coopération; des numéros spéciaux du *Bulletin* de l'IUCN et du magazine de l'IPPF *Peuples* ont paru en 1983.

L'IUCN a été invitée à participer à la réunion du groupe d'experts sur la population, les ressources, l'environnement et le développement (Genève, avril 1983), qui préparait la Conférence internationale de l'ONU sur la population qui a eu lieu en août 1984. En octobre 1982, la Commission de l'écologie de l'IUCN a préparé une prise de position sur la population, à laquelle devait souscrire le conseil à sa 12^e réunion. Une communication sur *La Stratégie mondiale de la conservation et les établissements humains* a été préparée par la Commission de la planification de l'environnement en 1983.

Une réunion s'est tenue à Morges en novembre 1982 pour étudier une série de cas réunis par la CPE sur les croyances, coutumes et pratiques culturelles concernant la conservation des ressources naturelles. Un livre sera publié avec la coopération de la Commission

Response to Resolution 15/2 with regard to international legal instruments is also the subject of a draft resolution by the IUCN Commission on Environmental Policy, Law and Administration for the 16th General Assembly.

Several State members have mentioned their recognition of international responsibilities and their involvement in UN and other international fora relating to peace initiatives.

The Australian Conservation Foundation, an IUCN member NGO, made peace, disarmament and anti-nuclear activity a major theme for activities during 1984, and it campaigns against uranium export and opening of new uranium mines. Other NGO members have mentioned their general support for peace movements.

Comment: Although this Resolution was directed at states, its highly political character made it unlikely that any would commit new policy or course of action outside the flow of diplomatic negotiation. The poor response does not therefore necessarily imply lack of goodwill. There is a growing groundswell of concern about wider implications of the production and use of armaments on the natural resource base and the apportionment of its products.

15/3 People, resources and environment

Following earlier project cooperation with the International Planned Parenthood Federation, an informal working group *Common Ground International* was established. The presidents of IUCN and IPPF met in Cairo in April 1982 to discuss collaboration; the IUCN Director General visited IPPF headquarters in London in June 1982, and a delegation headed by the IPPF Secretary General visited WWF/IUCN headquar-

ters in October 1982. As a result of these contacts, a memorandum of understanding was drawn up between IUCN and IPPF to define the framework of a formal cooperative relationship, and special issues of the IUCN Bulletin and the IPPF magazine *People* were produced in 1983.

IUCN was invited to participate in the Expert Group Meeting on Population, Resources, Environment and Development (Geneva, April 1983), in preparation for the UN International Conference on Population which was held in August, 1984. In October 1982, the IUCN Commission on Ecology prepared a position paper on population which was endorsed by the 12th meeting of Council. A paper on *World Conservation Strategy and Human Settlements* was prepared by CEP in 1983.

A meeting was held in Morges in November 1982 to review a collection of case studies by CEP on cultural beliefs, customs and practices regarding resource conservation. It was decided to publish a book in cooperation with CNPPA comprising a selection of these studies and papers from the World National Parks Congress, presenting economic, ecological, sociological, cultural and planning perspectives.

The Governments of Thailand and Australia take account of human issues in their national policies. Thailand's National Policy on Environmental Development contains strategies for population distribution and settlement consistent with sustainable development and conservation of the environment, Australia also promoting within OECD a reorientation of the Environment Committee's

des parcs nationaux et des aires protégées; il présentera quelques-uns de ces cas et des documents du Congrès mondial des parcs nationaux, ouvrant des perspectives au plan économique, écologique, sociologique, culturel et de la planification.

Les gouvernements thaïlandais et australien prennent en compte les questions humaines dans leurs politiques nationales. En Thaïlande, la politique nationale en matière de développement environnemental comporte une stratégie de répartition de la population et des établissements humains compatible avec le développement durable et la conservation de l'environnement. L'Australie promeut elle aussi, dans le cadre de l'OCDE, une réorientation des programmes de la commission environnementale de manière à englober les questions humaines et de développement. Le département de l'Agriculture et de la Conservation de la nature de Namibie travaille avec le département de la Santé publique au contrôle démographique et lance un programme éducatif sur la dépendance de l'homme, tributaire de la conservation de son environnement. Au Royaume-Uni, une section du programme gouvernemental sur la conservation et le développement, fondée sur la SMC, traite d'éducation et de sensibilisation du public quant à l'impact des activités humaines sur l'environnement.

L'Association caraïbe pour l'environnement, ONG membre de l'IUCN, a mis au point un programme de conférences sur la planification démographique destinées aux écoles secondaires de la Barbade.

Le comité des Pays-Bas pour l'IUCN a publié un numéro spécial de sa circulaire sur l'environnement et le développement, dans lequel il souligne les liens qui existent entre l'homme et l'environnement; il a

participé au Forum international sur les questions de population (Amsterdam, juin 1984) dont il transmettra les conclusions à la délégation néerlandaise qui se rendra à la Conférence mondiale sur la population qui aura lieu avant la fin de l'année.

La Fondation australienne pour la conservation a convoqué la Conférence nationale sur la population en août 1984, sur le thème de la stabilisation des niveaux de populations humaines et a incité le gouvernement fédéral à créer un Conseil national de la population.

Commentaire: Les stratégies de gestion des populations ne peuvent être mises en œuvre que par l'intermédiaire de la machine politique. La réaction des gouvernements a été décevante. Elle ne sort pas des sentiers battus et n'a probablement pas été influencée par la résolution. Les résultats de la Conférence mondiale sur la population fourniront de meilleurs indices quant aux positions et intentions des gouvernements. Le forum des ONG, associé à la conférence, est une tribune à ne pas négliger pour expliquer à nouveau le sens de la résolution et la position de l'IUCN.

15/5 L'aide au développement

Le Centre de la conservation pour le développement a communiqué cinq résolutions sur ce thème (15/1, 15/5, 15/11 et 15/12) à 20 organismes d'aide bilatéraux et multilatéraux qui avaient fait appel à lui dans le contexte de programmes de développement. Dans le cadre de la Commission économique de l'ONU pour l'Europe, les conseillers sur les problèmes de l'environnement, réunis en février 1982 pour leur 10^e session, ont convenu d'inclure, dans leur programme de travail futur, l'application d'évaluations d'impact environnemental dans les pays en développement. Le directeur général de l'IUCN a pris la parole devant la troisième réunion de la Commission des institutions internationales de

programmes to embrace human and development issues. The Department of Agriculture and Nature Conservation in S.W. Africa/Namibia is discussing with the Department of National Health strategies for controlling rapid population growth, and is launching an educational programme on the dependence of human beings on environmental conservation. One section of the UK Government's Conservation and Development Programme, based on the WCS, deals with Environmental Education and awareness concerning the impact of human activities.

The Caribbean Conservation Association, an IUCN International NGO member, has a lecture programme for secondary schools in Barbados on family planning.

The Netherlands Committee for IUCN has published a special issue of its Environment and Development Newsletter emphasizing human relationships with the environment, and is participating in a National Forum on Population Matters held in Amsterdam, June 1984, as a briefing for the Dutch delegation to the World Population Conference later in the year.

The Australian Conservation Foundation is convening a National Conference on Population in August 1984 on the stabilisation of human population levels, and has encouraged the Federal Government to institute a National Population Council.

Comment: Strategies for population management can only be implemented through political machinery. Response from governments has been disappointing. It does not go beyond what any government would be expected to say and is unlikely to have been influenced by the Resolution. The World Conference on Population will provide a better pointer to trends in thought and intentions of governments; and the associated

NGO forum may provide a useful opportunity for promoting again the sense of the Resolution and IUCN's position.

15/5 Development assistance

A set of the five resolutions related to this subject (15/1, 15/5, 15/11 and 15/12) was communicated by the Conservation for Development Centre to a total of 20 multilateral and bilateral aid agencies, requesting their consideration in the context of development assistance programmes. Within the UN Economic Commission for Europe the Senior Advisers on Environmental Problems agreed at their 10th session (February 1982) to include the application of environmental impact assessment for developing countries among their future work programme. The Director General of IUCN addressed the third meeting of the Committee of International Development Institutions on the Environment (Brussels, April 1982) on the subject of implementation of the World Conservation Strategy, and attended a meeting of the Development Assistance Committee (DAC) of the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) also held in April 1982 in Paris, to exchange views on the role of development aid in environment protection.

The Governing Council of UNEP, at its 10th session in Nairobi in May 1982, adopted a decision (10/26, subsequently endorsed by the UN Economic and Social Council) concerning the provision of a mechanism within UNEP for assisting developing countries in dealing with their serious environmental problems. UNEP held an expert group meeting in Guangzhou, People's Republic of China, in March 1983 on the incorporation of environmental aspects into development project planning and implementation.

développement sur l'environnement (Bruxelles, avril 1982), sur le thème de la mise en œuvre de la *Stratégie mondiale de la conservation*; il a en outre participé à une réunion du Comité d'assistance au développement (CAD) de l'OCDE, tenue en avril 1982 à Paris, pour un échange de vues sur le rôle que doit jouer l'aide au développement dans la protection de l'environnement.

Le conseil d'administration du PNUE, à sa 10^e session à Nairobi en mai 1982, a adopté une décision (10/26, entérinée par la suite par le Conseil économique et social de l'ONU) concernant la mise au point d'un dispositif, dans le cadre du PNUE, permettant d'aider les pays en développement qui ont des problèmes environnementaux graves. Le PNUE a tenu une réunion d'experts à Guang Zhou, République populaire de Chine, en mars 1983, sur le thème de l'introduction d'aspects environnementaux dans la planification et la réalisation de projets de développement.

Des rapports récents tels que celui du ministère norvégien de l'Environnement et de l'Agence norvégienne pour le développement international, intitulé *Perspectives écologiques et coopération avec les pays en développement*, et celui de l'Institut international pour l'environnement et le développement, qui fait partie du programme britannique de stratégie nationale de conservation, intitulé *The UK's Overseas Environmental Policy*, illustrent bien l'orientation nouvelle des politiques bilatérales d'aide au développement qui tiennent compte des priorités de l'environnement. En janvier 1982, le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne entreprenait d'évaluer les effets sur l'environnement de ses projets de coopération bilatéraux. Aux Pays-Bas, le ministère de la Coopération au développement établissait, en mars 1982, la Commission de l'écologie et de la coopération au déve-

loppement, chargée de conseiller le ministre sur les implications écologiques des projets de développement. Le gouvernement des Pays-Bas a participé activement au Centre d'échange de l'information du PNUE concernant les projets de développement et l'environnement et apporte une contribution financière. Le Bureau d'assistance au développement du gouvernement australien a mis en place une unité d'appréciation et d'évaluation qui a pour tâche de contrôler les conséquences des projets d'assistance sur l'environnement. L'Overseas Development Administration (Royaume-Uni) veille à ce qu'il soit tenu compte des aspects sociaux et environnementaux dans les projets d'aide. Ceux-ci sont planifiés pays par pays et sont choisis en fonction de la qualité des propositions émises, dont un grand nombre a trait au reboisement et à l'amélioration de la gestion forestière – notamment celle des forêts tropicales humides et des mangroves. L'accent est également mis sur la recherche en vue de diminuer l'utilisation des pesticides par la lutte biologique et par la mise au point de variétés génétiquement résistantes.

La Commission de l'assistance au développement de l'OCDE a effectué une étude sur l'efficacité des mesures de sauvegarde environnementale prévues dans la planification et la mise en œuvre de ses projets. La recommandation 11 du Congrès mondial des parcs nationaux (Bali, octobre 1982) a défini des principes concernant les régions protégées, pouvant servir à la préparation de programmes d'assistance au développement. Le Parc national de la Dumoga-Boré, en Indonésie, a été créé avec l'assistance de la Banque Mondiale et l'avis technique de l'IUCN/WWF pour protéger le bassin versant dont dépend le plan d'irrigation de la vallée de la Dumoga (également financé par la Banque Mondiale) pour la riziculture; c'est un bon exemple d'aide

The reorientation of bilateral development aid policies towards environmental priorities is illustrated by recent reports such as *Ecological Perspectives and Cooperation with Developing Countries* (Norwegian Ministry of Environment and Norwegian Agency for International Development) and *The UK's Overseas Environmental Policy* (International Institute for Environment and Development, as part of the UK national conservation strategy programme). As from January 1982, the Government of the Federal Republic of Germany engaged in an evaluation of the effects of its bilateral cooperation projects on the environment. In the Netherlands, the Ministry of Development Cooperation established a Commission on Ecology and Development Cooperation in March 1982, to advise the Minister on the ecological implications of development projects. The Netherlands Government actively participates in the UNEP Clearing House in respect of development projects and the environment, and contributes financially. The Australian Government's Development Assistance Bureau has established an Appraisals and Evaluation Unit to monitor environmental consequences in aid projects. The Overseas Development Administration (ODA) of UK ensures that social and environmental aspects are taken into account in aid projects. These are planned on a country-by-country basis according to the quality of proposals received. A large number of these deal with afforestation and improved forest management, the latter including tropical rain forests and mangroves. Emphasis is also given to research leading to reduction in pesticide use by developing biological control methods and genetically resistant strains.

The Development Assistance Commission of OECD has carried out a study of the effectiveness of environmental safeguards in the planning and implementation of its

projects. Recommendation 11 of the World National Parks Congress (Bali, October 1982) formulates principles regarding protected areas, for the guidance of multilateral and bilateral development assistance programmes. A major example of multilateral development aid directed towards conservation objectives is the Dumoga-Bore National Park in Sulawesi/Indonesia, created with World Bank assistance and IUCN/WWF technical advice to protect the watershed on which the Dumoga Valley Irrigation Scheme (also funded by the Bank) depends for rice cultivation.

The Royal Geographic Society of UK, a member NGO, sponsored a major research project in the Kora Reserve in Kenya.

A CEP member participated in preparation of an FAO report on *Environmental Effects of Development* requested by the Government of Malawi as a guide to planning for sustainable development. The Joint Environmental Service, established in February 1982 by a memorandum of agreement between the Conservation for Development Centre and the International Institute for Environment and Development, provides contractual services to multilateral and bilateral aid agencies to ensure sustainable development through sound environmental management practices.

Individual projects have been supported by a number of agencies, including the Government of Quebec, SIDA, Netherlands Government, German Technical Cooperation Agency, CIDA, USAID and NORAD.

Comment: There has been good international and national response to this Resolution, which is

multilatérale au développement, orientée vers des objectifs de conservation.

La Société géographique royale (Royaume-Uni), ONG membre de l'IUCN, a patronné un grand projet de recherche dans la Réserve de Kora, au Kenya.

Un membre de la CPE a contribué à la préparation d'un rapport de la FAO sur *Les effets environnementaux du développement*, rédigé à la demande du gouvernement du Malawi pour l'aider dans la planification d'un développement durable. Le Service commun de l'environnement, établi en février 1982 sur la base d'un accord passé entre le Centre de la conservation pour le développement et l'Institut international pour l'environnement et le développement, offre des services contractuels aux organismes d'aide multilatéraux et bilatéraux, pour garantir un développement durable grâce à une gestion environnementale saine.

Le gouvernement du Québec et celui des Pays-Bas, l'Agence de coopération technique allemande et plusieurs organisations – SIDA, CIDA, USAID et NORAD – ont apporté leur soutien financier à des projets particuliers.

Commentaire: Cette résolution, qui n'est certainement pas la seule à encourager l'action, la compréhension et la coopération nationales et internationales, a obtenu de bons résultats sur le plan national comme sur le plan international. Elle a contribué à promouvoir les activités de programme de l'IUCN, notamment celles qui concernent les stratégies nationales de conservation et les projets qui leur sont liés.

15/9 L'énergie renouvelable

Cette résolution a été communiquée au comité intérimaire de l'ONU sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, qui se

réunissait pour la première fois en juin 1982 à Rome, pour considérer la mise en œuvre du programme d'action de l'ONU.

L'IUCN, avec l'université Laval au Canada et l'Unesco/CILSS, copatronne l'*Opération Sahel – bois de chauffage* qui vise à faire du bois de chauffage une source d'énergie durable et à rechercher d'autres sources d'énergie. L'IUCN et le WWF mènent actuellement un projet en Afrique de l'Est qui a pour objectif de remplacer le bois et le mazout par l'énergie solaire. La sensibilisation et l'éducation du public à ces questions font également partie de l'action entreprise par l'IUCN dans ce domaine. L'on cherche à introduire les énergies de remplacement dans les plans et projets; c'est le cas en Mauritanie et au Sierra Leone, où l'énergie solaire et l'énergie éolienne sont utilisées.

La Commission de l'écologie de l'IUCN, réunie à Bandung en octobre 1982, a étudié les effets écologiques des plans d'énergies de remplacement. La Commission a mis sur pied un groupe de travail pour étudier le problème et faire un rapport.

Le gouvernement des Pays-Bas appuie des programmes de conservation de l'énergie et des projets d'étude et de développement de sources d'énergie renouvelables, telles que l'énergie éolienne, le biogaz et l'énergie hydraulique. Des déductions d'impôts encouragent l'économie d'énergie et l'utilisation d'énergies renouvelables. Dans le tiers monde, l'on étudie les technologies de production d'énergie en coopération avec les autorités des pays concernés. Le gouvernement thaïlandais a réorienté sa politique énergétique vers des sources d'énergie renouvelables après la controverse dont fit l'objet le projet de barrage Nam Jone, maintenant renvoyé aux calendes grecques. Le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a prévu un programme de substitution d'énergies en cas de situation imprévue, basé sur les

certainly not the only one urging greater international and national effort, understanding and cooperation. It has been useful in promoting IUCN's own Programme activities, especially in assisting efforts in connection with national conservation strategies and projects connected with them.

15/9 Renewable energy

This resolution was communicated to the UN Interim Committee on New and Renewable Sources of Energy for its first meeting on implementation of the UN Programme of Action held in Rome in June 1982.

IUCN, together with the University Laval in Canada and Unesco/CILSS, is co-sponsoring a project *Operation Sahel Firewood*, aimed at improving the prospects for sustainable firewood sources and investigating alternative fuel energy. A related IUCN/WWF project on substitution of fuel wood and oil by solar energy in East Africa is in progress. The development of public awareness and education linked to this topic is also part of IUCN's effort. Ways are being sought to incorporate use of alternative energy in appropriate plans and projects, for example in Mauritania, and Sierra Leone, where both solar and wind energy are used.

At the meeting of the IUCN Commission on Ecology in Bandung, October 1982, the ecological effects of alternative energy schemes were discussed. A new COE task force has been set up to get the problem in perspective and to produce a review paper.

The Netherlands Government is promoting energy conservation programmes and research and development projects for renewable energy sources such as wind energy, biogas production and waterflow power generation. Tax

incentives encourage energy saving and use of renewable energy. Appropriate technologies for energy production in the Third World are being investigated in cooperation with relevant countries. The Thai Government has reoriented its energy policy towards seeking alternative sources of renewable energy following controversy over the Nam Jone Dam project, which has now been indefinitely postponed. The Government of the Federal Republic of Germany has initiated a contingency substitution programme based on investigation into renewable energy resources, development and conversion procedures, marketing prospects and competition, production potentials and promotion of pilot and demonstration projects. The National Energy Research, Development and Demonstration Programme of the Australian Government includes consideration of economic, social and environmental effects of energy technologies. High priority is given to development of liquid fuel alternatives to petroleum and of solar energy use. Wind, waterflow, ocean thermal and geothermal systems are included with lower priority.

The UK Government attaches great importance to renewable energy sources, and supports an active programme of research, development and demonstration into, especially, wind power, geothermal and passive solar energy; having due regard for their environmental impacts.

The Caribbean Conservation Association cooperated with the Caribbean Resources Development Programme in organising a consultation on priorities for science and technology in the 1990s and is arranging workshops on the need for environmental impact assessments in this context.

recherches sur les énergies renouvelables, les procédures de développement et de conservation, la commercialisation et la concurrence, le potentiel de production et la promotion de projets pilotes ou de démonstration. Le programme national de recherche, de développement et de démonstration énergétiques, mis au point par le gouvernement australien, tient compte des effets économiques, sociaux et environnementaux des technologies de l'énergie. L'énergie solaire et le remplacement du pétrole par d'autres combustibles liquides sont considérés comme prioritaires. Le vent, l'eau, les systèmes thermiques océaniques et géothermiques sont inclus dans le programme, mais ont un ordre de priorité moins élevé.

Le gouvernement britannique attache une grande importance aux énergies renouvelables et appuie un programme actif de recherche, de développement et de démonstration plus particulièrement axé sur l'énergie éolienne, l'énergie géothermique et l'énergie solaire passive – en tenant compte des répercussions possibles sur l'environnement.

L'Association caraïbe pour l'environnement, coopérant au Programme de développement des ressources des Antilles, a contribué à l'organisation d'une consultation sur les priorités de la science et de la technologie dans les années 90 et à celle de groupes de travail sur la nécessité de procéder à des évaluations d'impact dans ce contexte.

Les ONG membres de l'IUCN aux Pays-Bas ont participé à une discussion publique nationale sur les futures politiques énergétiques et ont formé un groupe de travail sur l'énergie, qui encourage une large diffusion de l'information et souligne l'importance des sources d'énergie renouvelables. *Stichting Natuur en Milieu* a mis au point un

projet intitulé *La voie des énergies douces* dans lequel il brosse un tableau de l'avenir à long terme basé sur l'utilisation maximale des énergies renouvelables.

Le Conseil international du droit de l'environnement, ONG internationale membre de l'IUCN, a réuni des informations et compulsé la littérature concernant des énergies renouvelables et transmis ses résultats à l'IUCN.

La Fondation australienne de la conservation a préparé un rapport, *Scenario pour une énergie efficace*, pour l'Etat de Victoria. Il y est fait largement référence, notamment, dans la planification énergétique de l'Etat de Victoria. Au Kenya, l'Institut Mazingira encourage une meilleure utilisation du bois en s'appuyant sur son programme: *Echange d'informations avec les enfants*.

Un membre de la CPE organise un séminaire sur les économies d'énergie en Suisse, avec l'appui de l'Union de banques suisses.

Commentaire: La résolution souligne que les pays industrialisés et les pays en développement surexploient leur capital énergétique. Dans les deux cas il n'y a pas de politique de conservation des sources d'énergie: les pays industrialisés dépendent de combustibles fossiles – ressources non renouvelables – tandis que les pays en développement ont une demande qui dépasse l'approvisionnement naturel. La question est actuellement à l'ordre du jour dans les pays développés, mais le problème des techniques et technologies dans les pays en développement doit encore être approfondi.

15/10 Les ressources génétiques

Cette résolution a été transmise au Conseil international des ressources phytogénétiques, administré par la FAO, en vue d'établir un groupe de travail incluant l'IUCN et l'Unesco.

Member NGOs in the Netherlands participated in a National Public Discussion on future energy policies, and have formed an Energy Discussion Working Group which promotes wide dissemination of information and stresses the importance of renewable sources. The *Stichting Natuur en Milieu* has started a project entitled *The Soft Energy Path*, in which a long-term view based on a maximum use of renewable energy is being developed.

The International Council of Environmental Law, an international NGO member, has been gathering information and monitoring literature on renewable energy, passing the results to IUCN.

The Australian Conservation Foundation has prepared a report *An Energy Efficient Scenario* for the State of Victoria. This is widely quoted and an element in the State's energy planning. The Mazingira Institute in Kenya has used its programme *Information Exchange with Children* to promote better use of fuelwood.

A CEP member is organising a seminar supported by the Union of Swiss Banks on Energy Economies in Switzerland.

Comment: This Resolution emphasizes that both the industrialized world and the developing world are overdrawing their capital of energy sources, and that neither approach is sustainable: the former's because it depends on finite sources of fossil fuels, and the latter's because demand exceeds natural supply. The issue is already thoroughly debated in the developed world, but the question of appropriate techniques and technologies for the developing world appear to need following up.

15/10 Genetic resources

This Resolution was communicated to the International Board for Plant

Genetic Resources, administered by FAO, with a view to establishing a joint working group including IUCN and Unesco.

The 21st Session of the FAO Conference, by Resolution 681 adopted on 25 November 1981, called for the preparation of "elements of a draft international convention, including legal provisions designed to ensure that global plant genetic resources of agricultural interest will be conserved and used for the benefit of all human beings, of this and future generations, without restrictive practices that limit their availability of exchange, whatever the source of such practices". The FAO Secretariat has agreed to consult with IUCN and Unesco in this preparatory study, and IUCN is contracted to produce a paper on the subject by August 1984.

A summary of an IUCN consultant's report on *in situ* conservation of plant genetic resources, originally presented to an FAO/UNEP workshop, in 1981, was published by Unesco's *Nature and Resources* in April 1982. While the International Board for Plant Genetic Resources mainly concentrates on *ex situ* gene banks and has turned down an IUCN project proposal for inventories of the wild relatives of crop genetic resources, *in situ* conservation is emphasized in the 1984-85 medium-term programme developed by UNEP for the U.N. system with the participation of IUCN, and inventories of economically useful genetic resources in protected areas are being undertaken by the IUCN/CMC Protected Areas Data Unit. A major IUCN/WWF project to investigate the potential and actual contribution of wild plants and animals to industrialized societies commenced in 1982.

La 21^e session de la conférence de la FAO, par sa résolution 681 adoptée le 25 novembre 1981, demandait la préparation d'«éléments de projet de convention internationale comportant des dispositions légales visant à conserver et utiliser au profit de tous les êtres humains des générations actuelles et futures, les ressources génétiques végétales mondiales présentant un intérêt pour l'agriculture, sans pratiques restrictives qui en limiteraient la disponibilité pour l'échange, quelle que soit la source de telles pratiques». Le secrétariat de la FAO a convenu de consulter l'UICN et l'Unesco au sujet de cette étude préliminaire et a chargé l'UICN de rédiger un document sur le sujet pour août 1984.

L'Unesco a publié en avril 1982 dans *Nature et ressources* le résumé d'un rapport de l'UICN sur la conservation *in situ* des ressources génétiques végétales, qui avait été présenté au groupe de travail FAO/PNUE en 1981. Le Conseil international des ressources phytogénétiques se concentre principalement sur les banques de gènes *ex situ* et a, par conséquent, refusé une proposition de projet émanant de l'UICN de faire l'inventaire des espèces sauvages apparentées aux ressources génétiques cultivées. L'accent est mis sur la conservation *in situ* dans le programme à moyen terme pour 1984-85, élaboré par le PNUE avec le concours de l'UICN, pour les institutions de l'ONU; l'unité de données sur les aires protégées du CSC/UICN fait actuellement l'inventaire des ressources génétiques des régions protégées qui présentent un intérêt économique. L'UICN/WWF a commencé en 1982 un grand projet en vue d'évaluer la contribution potentielle et réelle des plantes et des animaux sauvages aux pays industrialisés. La recommandation 10 du Congrès mondial des parcs nationaux (Bali, octobre 1982) demande la création

de banques de gènes *in situ* et la réglementation de l'utilisation des ressources génétiques sauvages.

En avril 1984, un groupe d'experts de l'UICN a préparé un rapport sur *Le maintien de la diversité biologique* destiné à l'Institut des ressources mondiales, pour sa contribution à la conférence sur les possibilités mondiales, tenue à Washington, E.-U., du 2 au 5 mai 1984.

La Commission des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement et le Centre du droit de l'environnement réunissent toutes les informations légales concernant plus particulièrement les droits des sélectionneurs de plantes, la certification des semences et les banques de semences. Des contacts informels ont été pris avec la Coalition internationale pour l'action en faveur du développement. L'Unité de surveillance continue de la conservation des espèces du CSC/UICN, avec l'aide du Système de surveillance continue de l'environnement mondial du PNUE, a commencé à échanger des informations – portant plus particulièrement sur les bovidés sauvages – avec la FAO et le PNUE pour leur projet commun sur les ressources génétiques animales.

Parks Canada fait connaître le rôle des parcs nationaux dans la préservation *in situ* de la diversité du matériel génétique et a commandé un rapport sur *Les parcs nationaux dans leur rôle de banques de gènes in situ*. Cette organisation négocie actuellement l'inclusion d'autres régions génétiquement importantes dans le réseau mondial des parcs nationaux et des aires protégées, pour le compléter. Le département de l'Agriculture et de la Conservation de la nature de Namibie et l'Office suisse fédéral des forêts reconnaissent l'importance de la conservation génétique *in situ* et réalisent des programmes d'inventaire global des régions et des espèces. Le gouvernement

Recommandation 10 of the World National Parks Congress (Bali, October 1982) called for the establishment of *in situ* gene banks, and regulatory instruments for wild genetic resources.

An important paper on *Maintaining Biological Diversity* was prepared by an IUCN expert group in April 1984 for the World Resources Institute as a contribution to the Conference on the Global Possible held in Washington D.C., U.S.A., 2-5 May 1984.

The Commission on Environmental Policy, Law and Administration and the Environmental Law Centre have initiated the collection of relevant legal information especially on plant breeders' rights, seed certification and seed banks. Informal contacts have been established with the International Coalition for Development Action. The IUCN/CMC Species Conservation Monitoring Unit, with support from the UNEP Global Environment Monitoring System, has initiated an exchange of information with the FAO/UNEP Project on Animal Genetic Resources, focusing on data concerning wild cattle species.

Parks Canada is promoting the role of national parks in preserving the diversity of genetic material *in situ*, and has commissioned a report on *National Parks as in situ Gene Banks*. It is currently negotiating the inclusion of further genetically important areas to complete a comprehensive system of national parks and protected areas. The Department of Agriculture and Nature Conservation of SW Africa/Namibia and the Federal Office for Forests of Switzerland recognise the importance of *in situ* genetic conservation and have instituted comprehensive area and species inventory programmes. The Federal Government of Australia operates a number of major gene banks containing a substantial *ex situ* collection of plant genetic

material. Similarly, the Federal Republic of Germany is active in *ex situ* genetic conservation through support to the International Board for Plant Genetic Resources, to the EEC programme *Resistance Breeding and Better Utilisation of Gene Banks* and to the Federal Research Centre's Institute for Plant Production and Plant Breeding. *In situ* conservation of forest genetic material is the objective of the Law on Forest Reproductive Material. The Netherland's Government promotes *in situ* genetic conservation by purchase of areas needing protection, or by grants to assist voluntary conservation bodies to do so. The Research Institute for Nature Management makes inventories of the genetic material contained in Dutch nature areas, some 20 of which have been proposed for inclusion in the Council of Europe's network of biogenetic reserves. In Czechoslovakia an inventory project leading to a Czechoslovak Red Data Book of threatened plants and animals is in operation to provide information for planning *in situ* conservation measures; and work is under way on a National Genetic Resources Conservation Strategy in close cooperation with the Czechoslovak Academy of Sciences. The UK Government contributes to the International Board for Conservation of Plant Genetic Resources, supports national programmes and, through ODA, assists projects for *in situ* conservation of perennial species such as banana, coconut and other fruits. The Royal Botanic Gardens at Kew is developing its wild source seed bank, especially for leguminous and arid land species, and is formulating a data base on browse, fuelwood and other potentially useful arid land species.

fédéral australien gère plusieurs grandes banques de gènes qui contiennent d'importantes collections *ex situ* de matériel génétique végétal. De même, la République fédérale d'Allemagne s'occupe activement de conservation génétique *ex situ* en apportant son soutien au Conseil international des ressources phytogénétiques, au programme de la CEE sur la production d'espèces résistantes et une meilleure utilisation des banques de gènes et à l'Institut de production de plantes et de sélection des nouvelles variétés végétales. La loi sur le matériel reproductif forestier vise à conserver *in situ* le matériel génétique forestier. Le gouvernement des Pays-Bas encourage la conservation génétique *in situ* par l'achat de régions ayant besoin de protection et par des subventions accordées aux organismes de conservation volontaires qui se chargent de le faire. L'Institut de recherche sur la gestion de la nature fait l'inventaire du matériel génétique de certaines régions des Pays-Bas, dont 20 ont été proposées pour faire partie du réseau de réserves biogénétiques du Conseil de l'Europe. En Tchécoslovaquie, un projet d'inventaire en vue d'un *Red Data Book* tchécoslovaque devrait fournir des données pour planifier des mesures de conservation *in situ*; en outre, une stratégie nationale de conservation des ressources génétiques se prépare en étroite collaboration avec l'Académie des sciences tchécoslovaque. Le gouvernement britannique apporte sa contribution au Conseil international des ressources phytogénétiques, soutient des programmes nationaux et, par le biais de l'ODA, contribue à des projets de conservation *in situ* d'espèces pérennes telles que le bananier, le cocotier, etc. Les Jardins botaniques royaux de Kew mettent sur pied leur banque de semences d'espèces végétales sauvages, notamment les légumineuses et les espèces des zones arides; ils

préparent en outre une base de données sur les espèces consommées par les bovins, le bois de feu et autres espèces végétales potentiellement utiles des zones arides.

Le Conseil international sur le droit de l'environnement continue de réunir des informations et de compiler la littérature existant sur le sujet. Le comité directeur de la SMC du comité des Pays-Bas pour l'IUCN prépare un colloque pour la fin de 1984 en coopération avec le WWF-Pays-Bas et l'Organisation néerlandaise pour un nouvel ordre international sur *Les ressources génétiques et le problème de l'alimentation dans le monde*. Aux Pays-Bas, l'Organisation pour la conservation des monuments naturels, qui possède la plupart des réserves privées, et l'Organisation néerlandaise pour la protection des oiseaux encouragent activement la conservation génétique *in situ*, tandis que le WWF-Pays-Bas a réuni des fonds pour financer des projets locaux et internationaux relatifs à la conservation *in situ*.

Commentaire: A l'évidence, la conservation *in situ* et *ex situ* des ressources génétiques a fait l'objet d'une activité marquée de la part de diverses institutions. La disparition de ressources génétiques précieuses (dans les forêts tropicales humides, par exemple), avant même qu'on n'en ait établi l'intérêt, est un risque peu mentionné dans les réponses que nous avons reçues. C'est pourtant – et c'est significatif – un travail sur ce thème qui a obtenu la médaille du WWF attribuée en 1984.

15/13 La protection des cours d'eau libres, face aux activités du génie fluvial

L'IUCN est intervenue dans plusieurs pays où les bassins hydrographiques sont affectés ou menacés par des projets de développement. Dans le projet de diversion du Mahaweli, au Sri Lanka (devenu «Programme de développement accéléré du Mahaweli»), la CPNRP

The International Council of Environmental Law has continued its information gathering and literature monitoring on this subject. The WCS Steering Group of the Netherlands Committee for IUCN is planning to hold a symposium towards the end of 1984 in cooperation with WWF-Netherlands and the Netherlands Organization for a New International Order on *Genetic Resources and the World Food Problem*. The Organization for Conservation of Nature Monuments in the Netherlands, which owns most of the private reserves, and the Netherlands Organization for the Protection of Birds are active in promoting *in situ* genetic conservation, and WWF-Netherlands has raised funds for local and international projects relating to *in situ* conservation.

Comment: There has clearly been quite a lot of institutional activity on both *in situ* and *ex situ* genetic resource conservation. An aspect which has not been much emphasized in replies received is the danger of losing potentially valuable genetic resources by removal of (for instance) rainforests before their value has ever been established. It is significant that a worker on this topic was the 1984 winner of the WWF Gold Medal.

15/13 Protection of free flowing rivers from river engineering

IUCN has been involved in intervention actions in several countries where river basins are affected or threatened by development projects. In the Mahaweli Diversion Project in Sri Lanka (now the Accelerated Mahaweli Development Programme), CNPPA and the Conservation for Development Centre assisted the Government in development planning for the country's largest river system. As stated in a recent report by the Sri Lanka Department of Wildlife Conservation, this project also "represents the first opportunity in Sri Lanka for the integrated and mutually supportive

development of a system of protected areas with differing management categories such as National Parks, Forest Reserves, Jungle Corridors, and Buffer Zones, for the benefit of both wildlife and people".

In UK, the Water Act requires water authorities to further the conservation of natural beauty, amenities and species and to take it into account in development projects; and Guidance Notes are issued by Government in this regard. The construction of major installations such as dams and hydro-electric schemes is subject to planning permission requiring environmental impact assessment.

In Tasmania, the Federal Government of Australia ordered abandonment of a proposal to dam the Franklin River in the Franklin-Lower Gordon Wilderness National Park in 1983 after several years of controversy. Surveys have been initiated in Victoria and New South Wales to identify rivers meriting protection. The Australian Heritage Commission gives high priority to river conservation in its budget allocations.

A Canadian Heritage Rivers System was established in January 1984 to ensure long-term conservation of natural, historical and recreational values. In the Federal Republic of Germany, river protection is applied by the Länder, which assigns protected categories in which detrimental acts are prohibited. Water engineering projects by the Federal Government for agricultural improvement and coastal protection are required to have regard to the conservation requirements of important natural features and vegetation.

et le Centre de la conservation pour le développement ont assisté le gouvernement dans sa planification du développement du plus grand réseau fluvial du pays. Selon le département de la Conservation de la faune, ce projet représente également «la première occasion qui s'offre au Sri Lanka, pour que des catégories de gestion aussi diverses que les parcs nationaux, les réserves forestières, les couloirs de jungle et les zones tampons développent de concert un réseau de régions protégées pour le bien de la faune et de la population».

Au Royaume-Uni, la loi sur l'eau requiert des autorités de gestion de l'eau qu'elles favorisent la conservation de la beauté de la nature, des paysages et des espèces et qu'elles en tiennent compte dans leurs projets de développement; le gouvernement émet des circulaires allant dans ce sens. La construction de barrages et d'installations hydro-électriques est soumise à autorisations impliquant des évaluations d'impacts.

En Tasmanie, le gouvernement fédéral australien a ordonné, en 1983, l'abandon d'une proposition de barrage sur le Franklin dans le parc national Gordon après plusieurs années de controverse. L'identification des cours d'eau méritant une protection dans les Etats de Victoria et de la Nouvelle-Galles du Sud est en cours. La Commission du patrimoine australien donne la priorité à la conservation des cours d'eau dans ses affectations de budget.

Un réseau de cours d'eau du patrimoine canadien a été créé en janvier 1984 pour en conserver à long terme les valeurs naturelles, historiques et récréatives. En République fédérale d'Allemagne, la protection des rivières relève des *Länder* qui définissent les catégories protégées dans lesquelles les **actes préjudiciables sont interdits**. Les projets de génie fluvial prévus par le gouvernement fédéral pour

améliorer l'agriculture et la protection côtière doivent tenir compte des impératifs de conservation des traits naturels importants et de la végétation.

Commentaire: La préoccupation gouvernementale est évidente et pourrait bien avoir été renforcée par cette résolution – ce qui n'a pas été le cas pour les procédures en place de longue date.

15/14 Les répercussions des précipitations acides – pluie, neige et autres – sur l'environnement

Cette résolution a été communiquée à la Conférence intergouvernementale sur l'acidification de l'environnement (Stockholm, juin 1982) qui était l'hôte du ministère suédois de l'Agriculture, après une réunion scientifique de haut niveau à laquelle participaient 103 experts de 20 pays. Avec l'adhésion de l'Autriche, la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance a obtenu les 24 ratifications requises et est entrée en vigueur le 16 mars 1983. En prévision de la réunion de l'organe exécutif de la Convention en février 1983 à Genève, un groupe de travail de la Commission économique de l'ONU pour l'Europe a préparé des rapports sur les effets des composés sulfureux sur différents matériaux (notamment sur les monuments historiques), sur les écosystèmes aquatiques et sur le sol, l'eau et la végétation. L'organe exécutif a également examiné le programme conjoint de surveillance continue et d'évaluation de la transmission sur longues distances de substances polluantes l'air en Europe, qui fait partie du Système mondial de surveillance continue de l'environnement (PNUE), avec ses 70 stations fonctionnant dans 20 pays d'Europe.

Illustration 33a.
Le récif de la Grande Barrière (résolution 15/21) maintenant bien protégé.

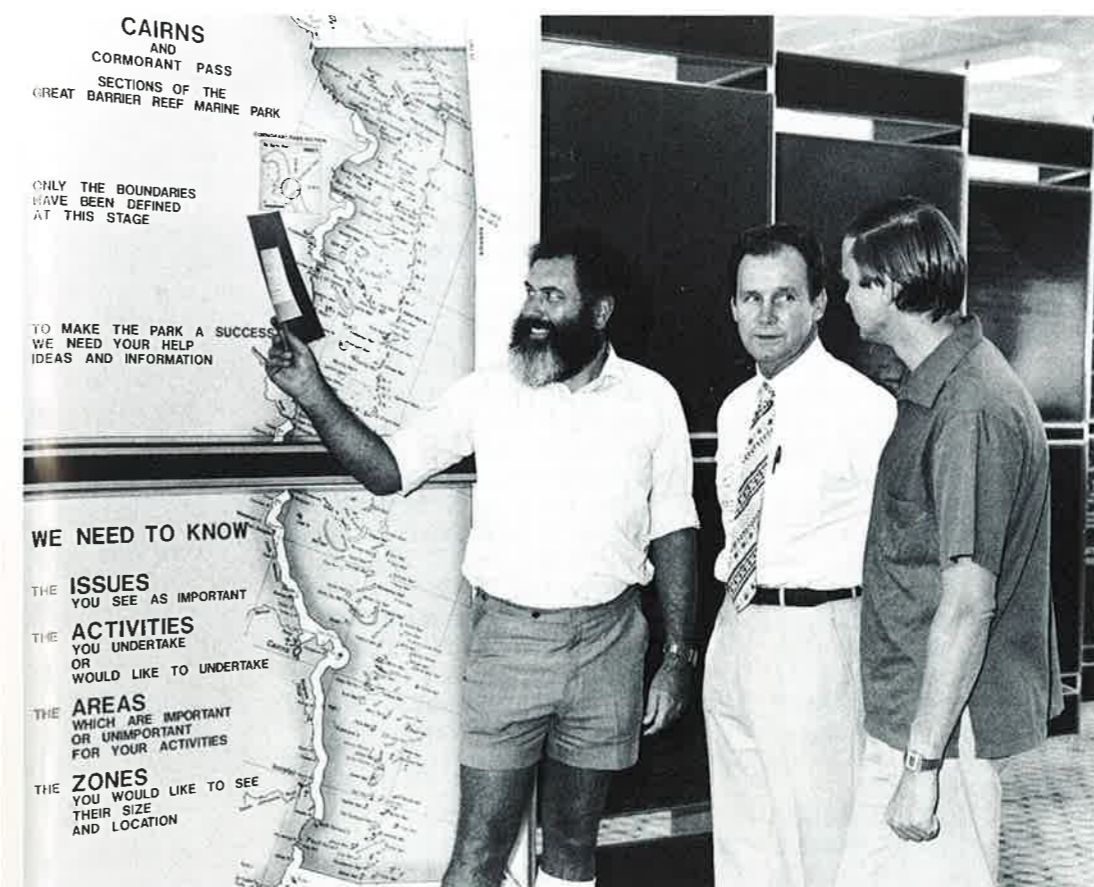


Figure 33a.
Great Barrier Reef (Resolution 15/21). Now well protected.

L'Organisation pour la coopération et le développement économiques, qui a tenu un colloque aux Pays-Bas en mai 1982 sur l'économie des technologies actuellement disponibles pour réduire la pollution résultant de l'utilisation du charbon, concentrera son futur programme de travail dans ce domaine, sur les interactions existant entre différents types de dépôts atmosphériques (notamment SO₂, CO₂, NO et des métaux lourds).

Des groupes de travail sur les pluies acides ont été établis dans les Commissions de l'écologie et de l'éducation de l'UICN.

Le gouvernement canadien s'est engagé à réduire de 25% d'ici à 1990 les émissions d'anhydride sulfureux à l'est de la frontière Manitoba/Saskatchewan, puis à 50% d'ici à 1994. Cependant, plusieurs régions importantes du Canada continueront de recevoir des dépôts dépassant 20 kg de sulfates humides à l'hectare, si les niveaux d'émission émanant des Etats-Unis ne sont pas considérablement réduits. Le Canada a signé la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance en décembre 1981 et il a signé, avec neuf pays européens, une déclaration en cinq points pour réduire de 30% d'ici à 1993 les émissions annuelles d'anhydride sulfureux. Le gouvernement du Royaume-Uni a ratifié la Convention et souscrit à la déclaration en cinq points. Il participe également aux discussions menées au sein de la CEE sur la portée des directives de contrôle.

Le gouvernement des Pays-Bas a ratifié la Convention en 1982 et a signé la déclaration en cinq

points. Sa politique en matière de pollution atmosphérique s'exprime dans le programme indicatif pluri-annuel sur l'air et dans son plan sur l'anhydride sulfureux. La Suisse a signé la Convention en mars 1983; elle a déjà pris de nombreuses mesures pour réduire les émissions polluantes. Un programme urgent de cinq ans de recherche et de surveillance continue de la pollution atmosphérique et d'évaluation des dommages pour les forêts est actuellement devant le parlement. Les organisations membres de l'UICN en Tchécoslovaquie mènent des activités de recherche, de surveillance continue et de protection, concernant les répercussions graves de l'anhydride sulfureux et d'autres émissions sur l'environnement naturel. Un symposium national sur *Les émissions et les réserves naturelles* a été organisé en 1983 par l'Institut d'Etat pour la protection des monuments et la conservation de la nature.

Le Conseil international du droit de l'environnement continue de réunir des données et de compiler la littérature ayant trait à cette résolution.

Le *Stichting Natuur en Milieu* est intervenu auprès du gouvernement des Pays-Bas pour sa politique en matière de précipitations acides et d'autorisations de fonctionnement délivrées aux grandes usines.

Commentaire: La pollution acide de l'atmosphère et ses effets ont des conséquences régionales plutôt que générales - ce qui se reflète d'ailleurs dans les réponses obtenues : dans les régions où l'impact est plus marqué, la préoccupation du public est considérable; la résolution a aidé l'opinion à s'exprimer et à faire pression.

Comment: Government concern is evident, and may well have been heightened by this resolution, although long-standing procedural requirements clearly were not.

15/14 Environmental effects of acid rain and snow and other acid deposition

This Resolution was communicated to the intergovernmental Conference on Acidification of the Environment (Stockholm, June 1982) hosted by the Swedish Ministry of Agriculture, following a high-level scientific meeting attended by 103 experts from 20 countries. With the accession of Austria, the 1979 ECE Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution obtained the 24 ratifications required, and it entered into force on 16 March 1983. In preparation for a meeting of the Convention's Executive Body in Geneva, February 1983, a Working Group meeting of the UN Economic Commission for Europe prepared reports on the effects of sulphur compounds on materials (including historic and cultural monuments); on aquatic ecosystems; and on soil, groundwater and vegetation. The Executive Body also reviewed the cooperative Programme for Monitoring and Evaluation of Long Range Transmission of Air Pollutants in Europe (EMEP), which is part of the UNEP Global Environment Monitoring System with 70 stations operating in 20 European countries.

The Organization for Economic Cooperation and Development, which held a symposium in the Netherlands in May 1982 on the economics of technologies now available for the reduction of pollution from coal, will focus its future work programme in this area on the interactions between different types of atmospheric depositions (including SO₂, CO₂, NO and heavy metals).

Working Groups for acid rain matters were established within

IUCN's Commissions on Ecology and Education.

The Canadian Government is committed to reducing sulphur dioxide emissions east of the Manitoba/Saskatchewan border by 25% by 1990 and a further 25% by 1994. However, several important areas in the rest of Canada will continue to receive deposition in excess of 20 kgs wet sulphate per hectare unless emission levels in US are substantially reduced. Canada ratified the ECE Convention on Long-range Transboundary Air Pollution (LTRAP) in December 1981 and, together with nine European countries, signed a five-point declaration to reduce annual sulphur dioxide emissions by 30% by 1993. The UK has ratified the ECE LTRAP and subscribed to the five-point declaration. It has also participated in discussions within the EEC on the scope of controlling directives.

The Netherlands Government ratified the ECE LTRAP Convention in 1982 and signed the five-point declaration. Its policy on air pollution is expressed in the Indicative Multi-Year Programme on Air and the Sulphur Dioxide Framework Policy Plan. Switzerland ratified the ECE LTRAP Convention in March 1983 and has already introduced numerous measures to reduce polluting emissions. A research and monitoring programme on air pollution and forest damage has been set up and an urgent five year programme concerning forest impairment is now before Parliament. IUCN member organisations in Czechoslovakia are involved in research, monitoring and protection activities in relation to the serious impact of sulphur dioxide and other emissions on the natural environment. A national symposium on *Emissions and Nature Reserves* was

2.2 15/17 le droit de la mer et 15/18 l'exploitation minière des fonds marins et l'établissement de zones protégées dans les profondeurs océaniques

Ces résolutions ont été communiquées à la réunion de la troisième Conférence de l'ONU sur le droit de la mer (New York, mars-avril 1982) qui a adopté le texte final de la Convention, ouverte à la signature lors d'une réunion pléni-potentielle tenue à la Jamaïque en décembre 1982. Dans cette décision 10/23, le conseil d'administration du PNUE (Nairobi, mai 1982) a exprimé sa satisfaction pour les résultats de la conférence, «notamment en ce qui concerne la protection et la préservation du milieu marin, comme contribution essentielle au développement et à la codification du droit international dans le domaine de l'environnement».

Aux termes de la Convention sur le droit de la mer, l'établissement de zones protégées en haute mer peut se faire par traité. On peut concevoir que les régions protégées du fond marin et des fonds océaniques situées en dehors des juridictions nationales peuvent être établies par la nouvelle Autorité internationale sur les fonds marins. Dans les eaux et fonds marins relevant d'une juridiction nationale, elles peuvent être établies par décision de l'Etat côtier concerné. L'article 194.5 de la Convention mentionne la nécessité de mesures pour conserver les écosystèmes marins et pourrait offrir une base juridique solide pour l'établissement de régions protégées dans toutes les zones juridictionnelles, y compris la haute mer.

Le gouvernement thaïlandais a mis sur pied une commission chargée de rédiger une législation

nationale en application de la loi sur le droit de la mer.

La Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines vivantes de l'Antarctique, entrée en vigueur en juin 1982, prévoit la création de régions protégées en haute mer et crée un précédent pour la sauvegarde des biotopes marins critiques, dont il faudra tenir compte dans la négociation des futures conventions sur les pêcheries. La recommandation 3 du Congrès mondial des parcs nationaux (Bali, octobre 1982) demande la création de «vastes sanctuaires dans l'océan libre afin de faire progresser la connaissance des régions situées en dehors des juridictions nationales et pour protéger le patrimoine commun à l'humanité».

La Commission des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement a préparé un rapport de 400 pages retraçant l'histoire du droit environnemental de la mer et proposant des recommandations d'action future (Environmental Policy and Law Paper No. 18, revu et corrigé par Douglas M. Johnston). Plusieurs membres de la CPDAE ayant participé à une réunion de l'Institut sur le droit de la mer sur l'application de la Convention sur le droit de la mer, la CPDAE a analysé les mesures prises pour en appliquer les dispositions environnementales et ce qu'il convient encore de faire en ce sens. Un document sur la conservation des fosses océaniques, préparé par un groupe de travail de la Commission de l'écologie, a été publié en octobre 1982. L'IUCN a été invitée à participer à une réunion sur l'élaboration en commun de programme par thèmes sur les océans, convoquée par le PNUE pour le programme de l'ONU à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement pour 1984.

organised in 1983 by the State Institute for Protection of Monuments and Conservation of Nature.

The International Council of Environmental Law has continued its activities in gathering data and monitoring literature in respect of this Resolution.

The *Stichting Natuur en Milieu* has intervened with Government concerning policy in relation to acid rain and the conditions attaching to permission for and operation of major industrial plants.

Comment: Acid pollution of the atmosphere and its effects tend to have regional rather than general impacts, as is reflected in responses – in areas of greater impact, public concern is considerable and the Resolution has assisted public expression and pressure.

15/17 Law of the sea and 15/18 deep-sea mining and establishment of protected areas of the deep ocean

These Resolutions were communicated to the meeting of the Third UN Conference on the Law of the Sea (New York, March-April 1982) which adopted the final convention text, opened for signature at a plenipotentiary meeting in Jamaica in December 1982. By Decision 10/23, the UNEP Governing Council (Nairobi, May 1982) recorded its satisfaction at the results of the conference "specifically in respect of protection and preservation of the marine environment, as an essential contribution to the progressive development and codification of international law in the field of the environment".

Under the LOS Convention, protected areas on the high seas may be established by treaty. On the seabed and ocean floor beyond the limits of national jurisdiction, protected areas may conceivably be declared by the new International Seabed Authority. In waters

and seabeds under national jurisdiction, the treaty provides that protected areas may be established by decision of the coastal state concerned. Article 194.5 of the Convention refers to the need for measures to conserve marine ecosystems and may thus provide a valuable legal basis for the establishment of protected areas in all jurisdictional zones, including the high seas.

The Thai Government has set up a committee to draft national legislation for LOS implementation.

The Convention on the Conservation of Antarctic Marine Living Resources (CCAMLR), which entered into force in June 1982, allows for the creation of protected areas on the high seas and may set a useful precedent for safeguarding critical marine habitats, to be taken into account in the negotiation of future fisheries conventions. Recommendation 3 of the World National Parks Congress (Bali, October 1982) calls for the establishment of "large sanctuaries in the open ocean in order to further knowledge of those areas beyond the limits of national jurisdiction and to protect the common heritage of mankind".

IUCN's Commission on Environmental Policy, Law and Administration has produced a 400-page report tracing the historical basis of the environmental law of the sea, with recommendations for future action (Environmental Policy and Law Paper No. 18, edited by Douglas M. Johnston). Following participation by several CEPLA members in a meeting at the Law of the Sea Institute on CLOS implementation, CEPLA undertook an analysis of action taken to implement its environmental provisions, and of action still required. A paper on "Ocean Trench Conservation", prepared by a Working Group of the IUCN Com-

Des membres de la CPDAE ont pris part à d'autres initiatives donnant suite à cette résolution, en coopérant, par exemple, avec l'administration américaine de l'atmosphère et des océans, pour élaborer un modèle de réglementation de la protection environnementale en application de son droit sur les activités minières sur le lit de la mer et en préparant un document sur les régions protégées dans les fonds océaniques, à l'intention des délégués de la commission préparatoire de la Convention.

Le Conseil international du droit de la mer a continué de réunir des informations et à compiler la littérature existant sur les activités relatives à cette résolution.

Commentaire: Ces résolutions ont été utiles en ce qu'elles viennent renforcer les positions déjà prises par l'IUCN et encouragent les ONG à faire pression.

15/22 Le sud-ouest de la Tasmanie

En réponse à cette résolution, transmise par le directeur général de l'IUCN, le premier ministre australien a mentionné la responsabilité première du gouvernement de l'Etat de Tasmanie, tout en confirmant que le gouvernement fédéral

était prêt à contribuer à l'établissement du parc national du sud-ouest. Aucune réponse n'a été reçue du gouvernement de l'Etat de Tasmanie. Le comité australien pour l'IUCN a soumis un rapport au comité sénatorial en juin 1982, attirant son attention sur l'importance internationale des fleuves Gordon et Franklin. Toute la région du sud-ouest de la Tasmanie a été proposée par le gouvernement australien comme site du patrimoine mondial et acceptée par le comité du patrimoine mondial en décembre 1982. Plusieurs organisations nationales et internationales de conservation ont demandé instamment aux autorités fédérales et à celles de l'Etat d'arrêter la construction de routes d'accès au chantier du barrage et de préserver les sites archéologiques récemment découverts dans la région. Selon l'opinion du Service tasmanien des parcs et de la faune, la poursuite du développement de la région «lui ferait perdre tout son intérêt pour la conservation de la nature».

Après les élections fédérales de 1983, le nouveau gouvernement, honorant ses engagements électoraux, et soutenu par la Haute Cour qui a arrêté que le gouvernement fédéral dispose de l'autorité constitutionnelle pour appliquer une convention internationale, ordonnait la cessation des travaux par le gouvernement de l'Etat.

Commentaire: La résolution a sans aucun doute contribué à sensibiliser l'opinion internationale qui a fait pression sur cette question. La mise en oeuvre de la Convention sur le patrimoine mondial présente un grand intérêt pratique à cet égard. □

mission on Ecology, was published in October 1982. IUCN has been invited to participate in a thematic joint programming meeting on oceans, convened by UNEP for the 1984 UN System-Wide Medium-Term Environment Plan.

CEPLA membership has participated in various other initiatives in furtherance of this Resolution, such as cooperation with the US National Oceanic and Atmospheric Administration in developing model regulations for environmental protection in implementation of its seabed mining law and preparation of a discussion paper for delegates to the LOS Preparation Commission concerning deep ocean protected areas.

The International Council of Environmental Law has continued its information gathering and literature monitoring activities relative to these Resolutions.

Comment: The Resolutions have been useful in reinforcing positions already taken by IUCN, and in encouraging NGO pressure.

15/22 South west Tasmania

In response to this Resolution, transmitted by the Director General of IUCN, the Prime Minister of Australia referred to the primary responsibility of the State Government of Tasmania, while confirming the willingness of the Federal Government to assist in the establishment of a South-West National Park. No response was received from the State Government. The Australian Committee for IUCN submitted a report to the Senate Select Committee in June 1982, drawing attention to the international significance of the Lower Gordon and Franklin Rivers. The whole area of south west Tasmania had been nominated by the Australian Government for the World Heritage List, and accepted by the World Heritage Committee in December 1982. Several national and international conservation organisations urged the federal and

state authorities to halt access road construction to the dam site, which is reported to be already under way, and also to preserve archaeological sites recently discovered in the area. In the view of the Tasmanian National Parks and Wildlife Service, further development of the wilderness area would "completely destroy its nature conservation value".

Following the federal election in 1983, the new Government, in pursuit of its election commitment and supported by a High Court ruling that the Federal Government had the constitutional power to require implementation of an international convention, ordered cessation of further work by the State Government.

Comment: There was mounting international concern and lobbying over this issue, undoubtedly helped by the Resolution. Of great practical interest is the application of the World Heritage Convention in this connection. □

Les publications sont répertoriées selon les domaines du programme et précédées de la date de parution et de l'auteur (abréviations: **CCD** = Centre de la conservation pour le développement; **CSC** = Centre de surveillance continue de la conservation de la nature; **CDE** = Centre du droit de l'environnement; **CPE** = Commission de la planification de l'environnement; **CPDAE** = Commission des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement; **CPNAP** = Commission des parcs nationaux et des aires protégées; **CEduc** = Commission de l'éducation; **COE** = Commission de l'écologie; **SSC** = Commission de la sauvegarde des espèces).

Planification du développement

Development planning

1982/CPE - CEP
Environmental Planning Guidelines for Strategies and Plans
1983/CCD - CDC
National Conservation Strategy for Nepal: A Prospectus
1984/CCD - CDC
Towards Sustainable Development: A National Conservation Strategy for Zambia
1984/CPE/CPNAP - CEP/CNPPA
Culture and Conservation: The Human Dimension in Environmental Planning
1984/CCD - CDC
National Conservation Strategies: A Framework for Sustainable Development
1984/COE
Population and Natural Resources

Droit; politiques et administration

Law, policy and administration

1981/CDE - ELC
The Environmental Law of the Sea
1982/CDE - ELC
Legal Measures for the Conservation of Marine Mammals
1982/CPDAE/CDE - CEPLA/ELC
Procès-verbaux - 1^{ère} Conférence des Parties à la Convention de Ramsar, Cagliari, Italie

Proceedings - 1st Conference of the Parties to the Ramsar Convention, Cagliari, Italy
1982/CPDAE/CDE - CEPLA/ELC
Procès-verbaux - Conférence extraordinaire des Parties à la Convention de Ramsar, Paris, France, décembre 1982
Proceedings - Extraordinary Conference of the Parties to the Ramsar Convention, Paris, France, December 1982
1982/CSC - CMC
International Trade in Coral and Ornamental Shells
1983/CDE - ELC
Elements of an Agreement of the Conservation of Western Palearctic Migratory Species of Wild Animals
1984/CDE - ELC
A Basic Paper on the Islamic Principles for the Conservation of the Natural Environment
1984/HCPDAE - CEPLA
Procès-verbaux - 2^e Conférence des Parties à la Convention de Ramsar, Groningue, Pays-Bas, mai 1984
Proceedings - Second Conference of the Parties to the Ramsar Convention, Groningen, Holland, May 1984

Education

Education

1983/CEduc - CEduc
An Introduction to the World Conservation Strategy
1984/CEduc - CEduc
A Guide to Environmental Administration In-service Training

Ecosystèmes

Ecosystems

1982/COE
Changes and Developments in the Science of Ecology
1982/COE
Ocean Trench Conservation
1983/COE
Impact of Oil Pollution on Living Resources
1983/COE
Precipitation and Water Recycling in Tropical Rain Forests
1983/COE
Global Status of Mangrove Ecosystems
1983/COE
Ecological Structures and Problems of Amazonia
1984/COE
Conservation of Ecological Processes
1984/COE
Future Hazards from Pesticide Use
1984/COE
Traditional Life-styles, Conservation and Rural Development
1982/COE
Ecological Mismanagement in Natural Disasters
1984/COE
Why Conservation?
1984/COE
A Handbook for Mangrove Area Management

(suite en page opposée)

Publications are listed by programme area and preceded by date of publication and originator within IUCN (acronyms: **CDC** = Conservation for Development Centre, **CMC** = Conservation Monitoring Centre, **ELC** = Environmental Law Centre, **CEP** = Commission on Environmental Planning, **CEPLA** = Commission on Environmental Policy, Law and Administration, **CNPPA** = Commission on National Parks and Protected Areas, **CEduc** = Commission on Education, **COE** = Commission on Ecology, **SSC** = Species Survival Commission).

(continued from opposite page)

Aires protégées

Protected areas

1981/CPNAP - CNPPA
Conserving the Natural Heritage of Latin America and the Caribbean
1981/CPNAP - CNPPA
Conserving Africa's Natural Heritage
1982/CPNAP - CNPPA
The World's Greatest Natural Areas
1982/CPNAP - CNPPA
Liste des Nations Unies des parcs nationaux et des aires protégées 1982
1982 United Nations List of National Parks and Protected Areas
1982/CPNAP - CNPPA
Conservation of the Tropical Rain Forest in Liberia
1983/CPNAP - CNPPA
Directory of Neotropical Protected Areas
1984/CPNAP - CNPPA
Marine Parks and Protected Areas: A Sourcebook for Planning and Managing Special Areas of the Seas and Coasts
1984/CPNAP - CNPPA
National Parks, Conservation and Development: The Role of Protected Areas in Sustaining Society
1984/CPNAP - CNPPA
Proceedings of the 22nd Working Session of CNPPA, Zimbabwe
1984/CPNAP - CNPPA
Liste des Nations Unies des parcs nationaux et des aires protégées 1984
1984 United Nations List of National Parks and Protected Areas

1984/CPNAP - CNPPA
Directory of Afrotropical Protected Areas

1984/CPNAP - CNPPA
The Biosphere Reserve and its Relationship to Other Protected Areas
1984/CPNAP-UICN/CNPPA-IUCN
Les Gardiens de la Vie Sauvage

Espèces

Species

1982/CSC - CMC
Mammal Red Data Book, Part I - New World
1982/CSC - CMC
Amphibia-Reptilia Red Data Book, Part I
1983/SSC
Proceedings of 5th Working Meeting of the IUCN/SSC Crocodile Specialist Group
1983/SSC
Importance and Values of Wild Plants and Animals in Africa
1983/SSC
Report of IUCN Workshop on Marine Mammals/Fishery Interactions
1983/SSC
Eléphants et Rhinocéros d'Afrique: L'heure de la Décision
Elephants and Rhinos in Africa: A Time for Decision
1983/CSC - CMC
Invertebrate Red Data Book
1984/CSC - CMC
Swallowtail Red Data Book
1984/CSC - CMC
Threatened Birds of Africa: IUCN/ICBP Red Data Book
1984/CSC - CMC
Plants in Danger: What do we know?

1984/CSC - CMC
Coral Reef Directory
1984/SSC

Proceedings - 8th Working Meeting of IUCN/SSC Polar Bear Specialist Group
1984/SSC
Polar Bears: Proceedings of the Technical Workshop of the IUCN/SSC Polar Bear Specialist Group, Grand Canyon, Feb. 1983
1984/SSC
Status and Conservation of African Elephants and Rhinos
1984/SSC
Feral Mammals: Problems and Potential
1984/SSC
Distribution and Conservation of the Vicuna
1984/SSC
Marine Turtles in the Republic of the Seychelles

Général

Overall

1983
Procès-verbaux, 15^e session de l'Assemblée générale de l'IUCN et 15^e réunion technique, Christchurch, Nouvelle-Zélande
Proceedings, 15th Session of IUCN General Assembly and 15th Technical Meeting, Christchurch, New Zealand.

Ce chapitre de référence comporte la liste des personnes et institutions chargées d'appliquer le programme de 1982-1984. Viennent ensuite de brefs résumés de l'état des parties composant l'IUCN, puis un rapport sur les recettes et dépenses de l'Union en 1981-1983. □

3.1 Le conseil

Le conseil de l'Union et son bureau exécutif se sont réunis 9 fois pendant la période considérée. A la fin de son deuxième mandat (les Statuts interdisant un troisième mandat), le professeur Mohamed Kassas a démissionné de la présidence. Les conseillers devront être élus ou réélus par la 16^e Assemblée générale. □

Les membres du conseil de l'IUCN

Président
Mohamed Kassas (*Egypte*)

Président d'honneur
Harold J. Coolidge (*E.-U.*)

Membre d'honneur
Le Conseil d'Etat du canton de Vaud (*Suisse*)

Conseillers régionaux

Afrique
Mohamed Aguejdad (*Maroc*)
Frederick K.B. Kayanja (*Ouganda*)
El Hadji Sene (*Sénégal*)

Amérique Centrale et du Sud
Cecilia de Blohm (*Venezuela*)
Marc J. Dourojeanni (*Pérou*)
Maria Tereza Jorge Pádua (*Brésil*)

Amérique du Nord et Antilles
Harold K. Eidsvik (*Canada*)
Russell W. Peterson (*E.-U.*)
Russell E. Train (*E.-U.*)
(*vice-président*)

Asie de l'Est
Nalni D. Jayal (*Inde*)
Akio Morishima (*Japon*)
Samar Singh (*Inde*)

Asie de l'Ouest
Abdulbar A. al-Gain (*Arabie saoudite*) (*vice-président*)
Syed Babar Ali (*Pakistan*)
Jamal S. Dougrameji (*Iraq*)

Australie et Océanie
P. H. C. Lucas (*Nouvelle-Zélande*)
J. Geoffrey Mosley (*Australie*)
U. Raj (*Fidji*)

Europe de l'Est
Alexander M. Borodin (*URSS*)
(*vice-président*)
Tadeusz M. Szczesny (*Pologne*)
Vladimir N. Vinogradov (*URSS*)

Europe de l'Ouest
François Ramade (*France*)
Mats Segnestam (*Suède*)
Dietrich von Hegel (*République fédérale d'Allemagne*) (*trésorier*)

Conseillers cooptés
Son Altesse royale le duc d'Edimbourg (*vice-président*)
Pierre Goeldlin (*Suisse*)
Li Chaobo (décédé - *République populaire de Chine*)
Sir Peter Scott (*Royaume-Uni*)

Présidents des commissions
J. D. Ovington (*Australie*),
président, Commission de l'écologie
A. V. Baez (*E.-U.*), président,
Commission de l'éducation
P. Jacobs (*Canada*), président,
Commission de la planification de l'environnement
W. E. Burhenne (*Rép. féd. d'Allemagne*) président, Commission des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement
H. K. Eidsvik (*Canada*), président,
Commission des parcs nationaux et des aires protégées
Grenville Lucas (*R.-U.*), président,
Commission de la sauvegarde des espèces

Organisations partenaires représentées au conseil de l'IUCN

Centre arabe d'étude des terres arides et non irriguées

Conseil de l'Europe

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Association internationale de la recherche sur la pollution des eaux

Conseil international pour la protection des oiseaux

Conseil international des unions scientifiques

Union géographique internationale

Union internationale des organisations de recherche forestière

Fédération internationale de la jeunesse pour l'étude et la conservation de l'environnement

Organisation de l'unité africaine

Organisation des Etats américains

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Programme des Nations Unies pour l'environnement

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Organisation mondiale de la santé

Organisation météorologique mondiale

Société mondiale pour la protection des animaux

World Wildlife Fund International □

This reference section provides lists of the individuals and institutions enacting the 1982-1984 programme, with brief summaries of the *status quo* of the Union's components, followed by a report on IUCN income and expenditure 1981-1983. □

3.1 Council

The Union's Council and its smaller executive Bureau met 9 times during the report period. At the end of his second term of office (Statutes barring a third term) Professor Mohamed Kassas resigned the Presidency. Council posts will be subject to election or re-election at the 16th General Assembly. □

IUCN Council Members

President
Mohamed Kassas (*Egypt*)

Honorary President
Harold J. Coolidge (*USA*)

Honorary Member
Le Conseil d'Etat du Canton de Vaud (*Switzerland*)

Regional Councillors

Africa
Mohamed Aguejdad (*Morocco*)
Frederick I. B. Kayanja (*Uganda*)
El Hadji Sene (*Senegal*)

Central and South America
Cecilia de Blohm (*Venezuela*)
Marc J. Dourojeanni (*Peru*)
Maria Tereza Jorge Pádua (*Brazil*)

North America and Caribbean
Harold K. Eidsvik (*Canada*)
Russell W. Peterson (*USA*)
Russell E. Train (*USA*)
(*Vice President*)

East Asia
Nalni D. Jayal (*India*)
Akio Morishima (*Japan*)
Samar Singh (*India*)

West Asia
Abdulbar A. al-Gain (*Saudi Arabia*) (*Vice President*)
Syed Babar Ali (*Pakistan*)
Jamal S. Dougrameji (*Iraq*)

Australia and Oceania
P. H. C. Lucas (*New Zealand*)
J. Geoffrey Mosley (*Australia*)
U. Raj (*Fiji*)

East Europe
Alexander M. Borodin (*USSR*)
(*Vice President*)
Tadeusz M. Szczesny (*Poland*)
Vladimir N. Vinogradov (*USSR*)

West Europe
François Ramade (*France*)
Mats Segnestam (*Sweden*)
Dietrich von Hegel (*Federal Republic of Germany*)
(*Acting Treasurer*)

Coopted Councillors
His Royal Highness The Duke of Edinburgh (*Vice President*)
Pierre Goeldlin (*Switzerland*)
Mr Li Chaobo
(deceased - *People's Republic of China*)
Sir Peter Scott (*United Kingdom*)

Chairmen of Commissions
J. D. Ovington (*Australia*),
Chairman, Commission on Ecology
A. V. Baez (*USA*), Chairman,
Commission on Education
P. Jacobs (*Canada*), Chairman,
Commission on Environmental Planning
W. E. Burhenne (*Fed. Rep. of Germany*) Chairman, Commission on Environmental Policy, Law and Administration
H. K. Eidsvik (*Canada*), Chairman,
Commission on National Parks and Protected Areas
Grenville Lucas (*United Kingdom*), Chairman, Species Survival Commission

Cooperating Organisations represented on the Council of IUCN

Arab Center for the Studies of Arid Zones and Dry Lands

Council of Europe

Food and Agriculture Organization

International Association on Water Pollution Research

International Council for Bird Preservation

International Council of Scientific Unions

International Geographical Union

International Union of Forestry Research Organizations

International Youth Federation for Environmental Studies and Conservation

Organization of African Unity

Organization of American States

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

United Nations Environment Programme

United Nations Industrial Development Organization

World Health Organization

World Meteorological Organization

World Society for the Protection of Animals

International World Wildlife Fund □

Les membres de l'UICN se répartissent actuellement dans 114 Etats. Les organisations de droit public membres de l'UICN comprennent 26 Etats membres, 19 organismes gouvernementaux et un membre représenté à la fois au niveau de l'Etat et de l'organisme. Trois nouveaux Etats sont devenus membres (Suède, Cameroun et Liechtenstein), ce qui porte le total à 57, de même que 11 nouveaux organismes gouvernementaux.

La catégorie des organisations nationales non gouvernementales enregistre 23 nouvelles admissions, mais parallèlement, 34 retraits (surtout pour des motifs financiers): l'accroissement net des membres est de 0,4%.

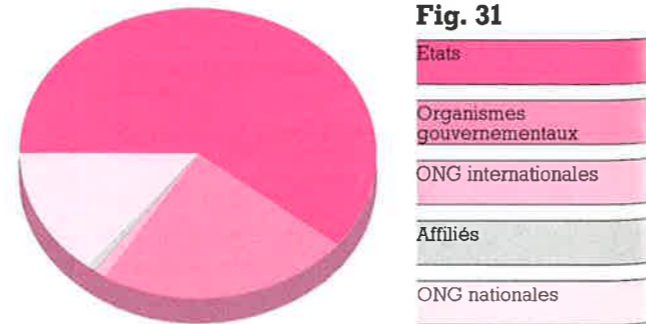


Illustration 30.
Proportion des cotisations payées par différentes catégories de membres de l'UICN (à la fin août 1984, le total des cotisations dues dépassait légèrement deux millions de francs suisses).

UICN members are now distributed in 114 states. Governmental organisations include 26 State members, 19 government agency members and one member with dual representation at State and agency level. There were three new admissions to State membership (Sweden, Cameroon and Liechtenstein), bringing the total to 57, and 11 new government agency admissions.

Non-governmental national organisation membership increased by 23, but this increase was undermined by 34 withdrawals (mainly for financial reasons): the net membership increase was 0.4%.

Organisations internationales International Organizations

Caribbean Conservation Association
Association pour la Conservation des Caraïbes

Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza (CATE)
Tropical Agricultural Research and Training Center, Mesoamerican Wildlands and Watershed Management Program, Renewable Natural Resources Department

Commission Internationale pour la Protection des Régions Alpines
Internationale Alpenschutzkommission
International Commission for the Protection of Alpine Regions

Confédération Mondiale des Activités Subaquatiques
World Confederation of Underwater Activities

Fauna and Flora Preservation Society

Föderation der Natur- und Nationalparke Europas
Federation of Nature and National Parks of Europe
Fédération des Parcs Naturels et Nationaux d'Europe

Friends of the Earth International

Game Conservation International (Game Coin)

International Association of Fish and Wildlife Agencies

International Association of Zoo Educators

International Council for Bird Preservation
Conseil International pour la Préservation des Oiseaux

International Council of Environmental Law
Conseil International pour le Droit de l'Environnement

International League for the Protection of Cetaceans

International Primate Protection League

International Primatological Society

International Union of Directors of Zoological Gardens
Union Internationale de Directeurs de Jardins Zoologiques
Internationaler Verband von Direktoren Zoologischer Gärten

International Waterfowl Research Bureau
Bureau International de Recherches sur les Oiseaux d'eau
Internationales Büro für Wasservogelforschung

International Youth Federation for Environmental Studies and Conservation
Fédération Internationale de la Jeunesse pour l'Etude et la Conservation de l'Environnement

Organization for the Phyto-Taxonomic Investigation of the Mediterranean Area
Organisation pour l'Etude Phyto-taxonomique de la Région Méditerranéenne

Sierra Club

Wildlife Preservation Trust International

World Pheasant Association
Association Mondiale pour les Faisans

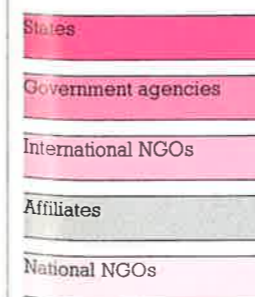


Figure 30.
Proportions of membership dues paid by different categories of IUCN members (total due at end of August 1984 was just over two million Swiss francs.)

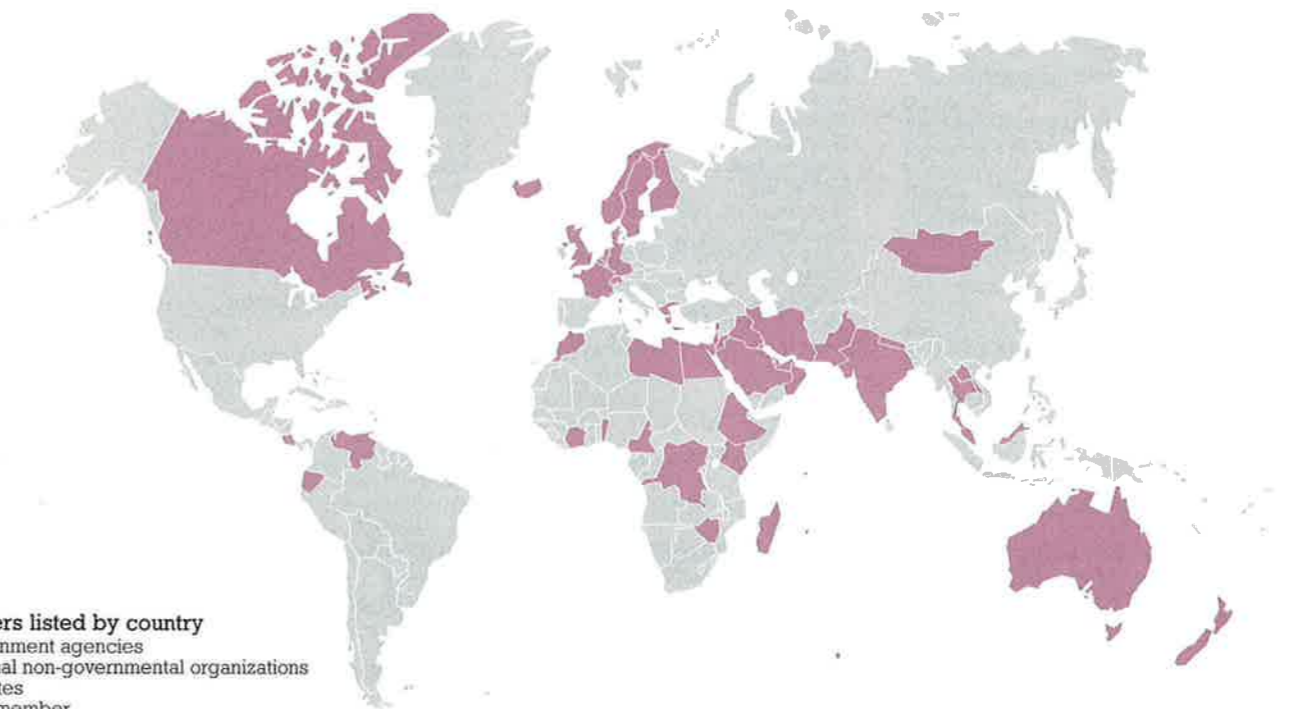
IUCN liste des membres en septembre 1984 - IUCN Membership at September 1984

Afrique du Sud/South Africa □ 8 ● 8	El Salvador □ 1	Jordanie/Jordan ■ □ 2 ● 1
Allemagne, République fédérale d'Allemagne/Germany, Federal Republic of ■ □ 1 ● 12	Emirats Arabes Unis/United Arab Emirates ■ ● 1	Kenya ■ ● 1
Arabie saoudite/Saudi Arabia ■ □ 3	Equateur/Ecuador ■ ● 1	Koweït/Kuwait □ 1
Argentine/Argentina □ 1 ● 2	Espagne/Spain □ 4 ● 7	Liberia □ 1
Australie/Australia ■ □ 14 ● 19	Etats-Unis d'Amérique/United States of America □ 2 ● 46 ♦ 1	Liechtenstein ■
Autriche/Austria ● 2	Ethiopie/Ethiopia ■	Luxembourg ■ ● 1
Bahamas ● 1	Fidji/Fiji ● 1	Madagascar ■
Bahreïn/Bahrain ■	Finlande/Finland ■ ● 3	Malaisie/Malaysia ■ □ 2 ● 1
Belgique/Belgium ■ ● 7	France ■ □ 2 ● 5	Malawi □ 1 ● 1
Bénin/Benin ■	Ghana □ 1	Malte/Malta □ 1
Bolivie/Bolivia ● 1	Grèce/Greece ■ ● 2	Maroc/Morocco ■
Brésil/Brazil □ 5 ● 4	Guatemala ● 1	Maurice/Mauritius ■
Brunei □ 1	Hongrie/Hungary □ 1	Mexique/Mexico ● 1
Bulgarie/Bulgaria □ 1	Inde/India ■ □ 2 ● 4	Monaco ♦ 1
Canada ■ □ 7 ● 6 ♦ 1	Indonésie/Indonesia □ 1	Mongolie/Mongolia ■
Chili/Chile □ 7 ● 4	Iran ■	Mozambique □ 1
Chine, République populaire de/China, People's republic of ● 1	Iraq ■	Népal ■
Colombie/Colombia ● 5	Irlande/Ireland □ 3 ● 1	Nigeria □ 3
Costa Rica ■ ● 1	Islande/Iceland ■ ● 1	Norvège/Norway ■ ● 2
Côte d'Ivoire/Ivory Coast ■ ● 1	Israël/Israel □ 1 ● 1	Nouvelle-Zélande/New Zealand ■ □ 5 ● 4
Cuba ● 1	Italie/Italy □ 4 ● 7	Oman ■
Danemark/Denmark ■ □ 1 ● 4	Jamahiriya arabe libyenne/Libyan Arab Jamahiriya ■	Ouganda/Uganda □ 1
Egypte/Egypt ■	Japon/Japan □ 2 ● 8	Pakistan ■ □ 1 ● 1

Membres répertoriés par pays
 □ Organismes de droit public
 ● Organisations nationales non gouvernementales
 ♦ Affiliés
 ■ Etats membres

Papouasie-Nouvelle-Guinée/Papua New Guinea □ 1	République populaire démocratique de Corée/Democratic people's republic of Korea ● 1	Swaziland □ 1
Pays-Bas/Netherlands ■ □ 1 ● 14	République-Unie du Cameroun/United Republic of Cameroon ■ ● 1	Tchécoslovaquie/Czechoslovakia □ 4
Pérou/Peru ● 1	République-Unie de Tanzanie/United Republic of Tanzania □ 2	Thaïlande/Thailand ■ ● 1
Philippines □ 1 ● 1	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord/United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland ■ □ 3 ● 21 ♦ 1	Trinité-et-Tobago/Trinidad and Tobago □ 1 ● 1
Pologne/Poland ● 3	Rwanda □ 1	Tunisie/Tunisia ● 1
Portugal ● 1	Samoa ■	Turquie/Turkey □ 1
Qatar ■	Seychelles ■	Union des Républiques socialistes soviétiques/Union of Soviet Socialist Republics □ 1 ● 3
République de Corée/Republic of Korea □ 1 ● 5	Singapour/Singapore ● 1	Uruguay ● 1
République démocratique allemande/German Democratic Republic ● 1	Sri Lanka □ 1 ● 1	Venezuela ■ □ 2 ● 9
République démocratique populaire lao/Lao People's Democratic Republic ■	Suède/Sweden ■ □ 2 ● 7	Zaire/Zaire ■
République dominicaine/Dominican Republic □ 2 ● 1	Suisse/Switzerland ■ ● 9	Zambie/Zambia ● 1
		Zimbabwe ■ □ 1 ● 2

Members listed by country
 □ Government agencies
 ● National non-governmental organizations
 ♦ Affiliates
 ■ State member



Dans la liste ci-après figurent les membres du personnel du secrétariat et de ses centres, y compris les membres du personnel ayant quitté l'UICN pendant la période examinée*, le personnel à temps partiel ou occasionnel**, de même que le personnel employé conjointement par l'UICN et le WWF***. Parmi les modifications à remarquer se trouvent la création de nouveaux postes spécialisés pour des périodes fixes, tels que les postes de responsables des plantes et des zones humides, de même que l'absence de secrétaires exécutifs (en raison de difficultés financières et de manque de personnel) pour les Commissions de l'éducation, de la planification de l'environnement et des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement. Le personnel des Centres de la conservation pour le développement et de surveillance continue de la conservation de la nature se sont étoffés pendant cette période, ce qui reflète une demande accrue de leurs services depuis l'extérieur. On cherche de nouveaux locaux, plus vastes pour le Centre de surveillance continue de la conservation de la nature, au Royaume-Uni. Toutes les antennes du Centre pourront être réunies dans un seul immeuble, à Cambridge. Des bureaux régionaux du Centre de la conservation pour le développement sont en voie de création: le prototype en est le CDC Zimbabwe qui est entré en fonction préliminaire en novembre 1984. □

Personnel de l'UICN employé à Gland, Suisse, 1982-1984.

Aeberli D.
Secrétaire, CITES

Barbey M.*
Assistante aux publications

Berney J.
Secrétaire exécutif, CITES

Bijleveld M.
Secrétaire exécutif, COE

Bott E.
Secrétaire, publications

Brautigam A.
Secrétaire, CITES

Brown S.***
Chef, unité de traitement de texte

Chable P.
Assistante au programme SSC

Christmas C.*
Adjoint au chef comptable

Crozet F.
Secrétaire du responsable des zones humides

Dagon F.
Secrétaire du rédacteur scientifique

Dajani N.*
Secrétaire exécutif, CEduc.

Devitre D.***
Traductrice

Droz F.
Responsable des projets, Afrique

Dugan P.
Responsable des zones humides

Duke W.*
Directeur, service des admissions et affaires exécutives. (Décédé)

Fernhout A.
Responsable des projets, Asie & Océanie

Fernhout G.
Secrétaire du secrétaire exécutif CPE

Foot J.*
Secrétaire du directeur du programme

Gorska J.
Secrétaire du secrétaire exécutif CEduc

Granberg C.*
Secrétaire du responsable des projets, Afrique

Grant P.*
Secrétaire du secrétaire exécutif CPNAP

Guignard S.
Responsable des projets, projets internationaux & Amériques

Hamann O.
Responsable des plantes

Hanson F.
Assistante spéciale, bureau du directeur général

Hiltbrunner U.
Assistante, division des projets

Howlett S.*
Secrétaire du responsable des projets, Asie

Huber M.*
Secrétaire du directeur général

Huxley C.
Coordonnateur des statistiques, CITES

Jalabert R.
Secrétaire de la responsable des projets, projets internationaux & Amériques.

Johnson E.*
Bibliothécaire

Jungius H.
Directeur, division des projets

Keay J.
Secrétaire de l'administratrice des admissions

Labernardière M.-C.
Secrétaire du secrétaire exécutif COE

Lamb R.
Rédacteur scientifique

Lapointe E.
Secrétaire général, CITES

Lieber C.*
Opératrice, unité de traitement de texte

Lodevole B.***
Opératrice, unité de traitement de texte

Luthi E.*
Secrétaire du directeur général

McNeely J.
Jusqu'à juillet 1983: secrétaire exécutif CPNAP. Depuis juillet 1983: Directeur du programme

Menghi O.
Conseiller technique, CITES

Merchant A.*
Secrétaire, CPNAP

de Mestral G.***
Opératrice, unité de traitement de texte

Miller K.
Directeur général

Mohrle P.
Secrétaire du responsable des projets, Asie & Océanie

Morel M.**
Service de reproduction

Morgan D.*
Traductrice

Mouron L.
Secrétaire du directeur général

Navid D.
Jusqu'à mars 1984: secrétaire exécutif CPE. Depuis mars 1984: assistant exécutif, bureau du directeur général

Nicolas S.**
Commis-dactylographe, SSC

Parkes F.
Secrétaire du responsable des plantes

Pavlic A.
Secrétaire du responsable des régions

Staff of the Secretariat and its Centres, including staff who left during the report period*, part-time or casual staff** and staff employed jointly by IUCN and WWF***, are listed below. A noteworthy feature of staff changes in the Secretariat is the creation of new fixed-term 'theme' posts such as Plants and Wetlands Officers and the current lack (through financial and manpower constraints) of Executive Officers for the Commissions on Education, on Environmental Planning and on Environmental Law, Policy and Administration. Staffing of the Conservation for Development and Conservation Monitoring Centres has greatly increased during the period, reflecting growth in demand for their services by outside contractors. New and larger premises for the Conservation Monitoring Centre are being sought in the UK. When found, they will bring all the outstations of the centre within one building in Cambridge, UK. Regional offices of the Conservation for Development Centre are now in the process of formation: the prototype of such offices (CDC Zimbabwe) began preliminary operations in September 1984.

IUCN staff employed in Gland, Switzerland, 1982-1984.

Aeberli D.
Secretary, CITES

Barbey M.*
Publications assistant

Berney J.
Executive Officer, CITES

Bijleveld M.
Executive Officer, COE

Bott E.
Secretary, Publications

Brautigam A.
Secretary, CITES

Brown S.***
Supervisor of Word Processing Unit (WPU)

Chable P.
SSC Programme Assistant

Christmas C.*
Senior Accountant

Crozet F.
Secretary to Wetlands Officer

Dagon F.
Secretary to Science Editor

Dajani N.*
Executive Officer, EduCom.

Devitre D.***
Translator

Droz F.
Project Manager, Africa

Dugan P.
Wetlands Officer

Duke W.*
Director, Membership & Executive Affairs (deceased)

Fernhout A.
Project Manager, Asia & Oceania

Fernhout G.
Secretary to Executive Officer CEP

Foot J.*
Secretary to Director of Programme

Gorska J.
Secretary to Executive Officer EduC

Granberg C.*
Secretary to Project Manager Africa

Grant P.*
Secretary to Executive Officer CNPPA

Guignard S.
Project Manager, International & the Americas

Hamann O.
Plants Officer

Hanson F.
Special Assistant, DGO

Hiltbrunner U.
Project Management Assistant

Howlett S.*
Secretary to Project Manager Asia

Huber M.*
Secretary to DG

Huxley C.
Statistical Coordinator, CITES

Jalabert R.
Secretary to Project Manager International & the Americas.

Johnson E.*
Librarian

Jungius H.
Director, Project Management Division

Keay J.
Secretary to Membership Administrator

Labernardière M.-C.
Secretary to Executive Officer COE

Lamb R.
Science Editor.

Lapointe E.
Secretary General, CITES

Lieber C.*
WPU Operator

Lodevole B.***
WPU Operator

Luthi E.*
Secretary to DG

McNeely J.
Until July 1983: Executive Officer CNPPA. From July 1983: Director of Programme

Menghi O.
Technical Supervisor, CITES

Merchant A.*
Secretary, CNPPA

de Mestral G.***
WPU Operator

Miller K.
Director General

Mohrle P.
Secretary to Project Manager, Asia & Oceania

Morel M.**
Duplication

Morgan D.*
Translator

Mouron L.
Secretary to Director General

Navid D.
Until March 1984: Executive Officer CEP. From March 1984: Executive Assistant DGO

Nicolas S.**
Clerk/typist SSC

Parkes F.
Secretary to Plants Officer

Pavlic A.
Secretary to Regional Desks Officer

Pusterer H.*
Accountant

Rallo S.
Secretary to Executive Officer CNPPA

Ramdial B.*
Tropical Forest Officer

Remmlinger S.
Secretary to Secretary General, CITES

Sand P.*
Assistant/Acting Director General

Schneider E.*
Senior Accountant

Scott R.
Executive Officer, SSC

Scriabine R.*
Director of Public Affairs

Serre M.-A.*
Secretary to Regional Desks Officer

Pusterer H.*
Comptable
Rallo S.
Secrétaire du secrétaire exécutif CPNAP
Ramdial B.*
Responsable des forêts tropicales
Remmlinger S.
Secrétaire du secrétaire général, CITES
Sand P.*
Directeur général adjoint ad interim
Schneider E.*
Adjoint au chef comptable
Scott R.
Secrétaire exécutif, SSC

Scriabine R.*
Directrice des affaires publiques
Serre M.-A.*
Secrétaire du responsable des régions
Smith M.*
Secrétaire, service des admissions
Strohnecker M.**
Commis-dactylographe, PMD
Sword C.**
Commis-dactylographe, bureau du directeur général
Talbot L.*
Directeur général
Thorsell J.
Secrétaire exécutif, CPNAP

Tierney C.
Secrétaire du directeur de la division des projets
Tschopp M.**
Opératrice, unité de traitement de texte
Tucker J.
Administratrice des admissions
Visser V.
Secrétaire du directeur du programme
Yancour N.
Secrétaire du responsable des projets, Afrique
Zentilli B.
Responsable des régions

Personnel WWF des services communs

Allan D.
Directeur de la division commune de l'information et de l'éducation
Auman S.
Secrétaire du directeur de l'information
Barber A.-M.
Secrétaire, finances & administration
Baudat M.
Concierge
Berra A.
comptable assistante
Broekema J.*
Courrier
Buvelot J.-F.
Responsable de l'administration
Chappuis N.**
Courrier
Daengeli M.**
Service de reproduction
Depraz M.
responsable de la photothèque

Doll C.
Secrétaire de la responsable de la photothèque
Edelman L.
Secrétaire du coordonnateur des relations publiques
Ehrsam F.**
Téléphoniste/réceptioniste
Estienne A.*
Téléphoniste/réceptioniste
Gouffier G.
Chef comptable
Kempf E.
Responsable de l'information
Kung S.*
Service de reproduction
Maillard M.*
Secrétaire, finances et administration
Muller V.
Assistante du responsable de l'administration
Python C.
Secrétaire, finances & administration

Rota C.*
Téléphoniste/réceptioniste
Suwald S.*
Directeur, finances & administration
Tenthorey K.
Téléphoniste/réceptioniste
Thevenaz P.
Comptable assistant
Turner S.**
Courrier
Ulm von C.
Directeur, finances & administration
Van-Hiep C.*
Comptable assistant
Versel T.**
Service de reproduction
Wachtel P.
WWF Coordonnateur des affaires publiques
White M.
Secrétaire de la responsable de l'information

Personnel du Centre de la conservation pour le développement, Gland, Suisse

Cockerell M.
Directeur CCD et division IUCN des opérations
Ferrier E.*
Secrétaire du directeur
Hallden H.*
Assistante à l'information
Halle M.
Directeur adjoint

Hawes P.
Secrétaire du directeur adjoint
Lavril J.
Secrétaire du directeur
London A.
Secrétaire du responsable des projets
Payne N.
Assistante, registre de consultants

Portas P.
Responsable des projets
Reenpaa M.
Secrétaire de l'assistante au registre de consultants

Personnel du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature, Cambridge et Kew, Royaume-Uni

Alamda-Villela P.
Attachée de recherche, Unité de surveillance continue de la conservation des espèces

Barzdo J.
Chef, Unité de surveillance continue du commerce de la faune et de la flore

Beyer M.
Secrétaire, Unité des plantes menacées

Smith M.*
Membership Services Secretary
Strohnecker M.**
Clerk/typist, PMD
Sword C.**
Clerk/typist, DGO
Talbot L.*
Director General
Thorsell J.
Executive Officer, CNPPA

Tierney C.
Secretary to Director of Project Management Division
Tschopp M.**
WPU Operator
Tucker J.
Membership Administrator
Visser V.
Secretary to Director of Programme

Yancour N.
Secretary to Project Manager Africa
Zentilli B.
Regional Desks Officer

WWF Joint Services Staff

Allan D.
Director of Joint Information and Education Services
Auman S.
Secretary to Information Director
Barber A.-M.
Secretary, Finance & Administration
Baudat M.
Housekeeper
Berra A.
Assistant Accountant
Broekema J.*
Mail Service
Buvelot J.-F.
Administrative Officer
Chappuis N.**
Mail Service
Daengeli M.**
Duplication
Depraz M.
Photo Library Officer
Doll C.
Secretary to Photo Library Officer

Edelman L.
Secretary to Public Awareness Coordinator
Ehrsam F.**
Telephonist/Receptionist
Estienne A.*
Telephonist/Receptionist
Gouffier G.
Chief Accountant
Kempf E.
Information Officer
Kung S.*
Duplication
Maillard M.*
Secretary, Finance and Administration
Muller V.
Assistant Administrative Officer
Python C.
Secretary, Finance & Administration
Rota C.*
Telephonist/Receptionist

Suwald S.*
Director, Finance & Administration
Tenthorey K.
Telephonist/Receptionist
Thevenaz P.
Assistant Accountant
Turner S.**
Chief Accountant
Ulm von C.
Director, Finance & Administration
Van-Hiep C.*
Assistant Accountant
Versel T.**
Duplication
Wachtel P.
WWF Public Awareness Coordinator
White M.
Secretary to Information Officer

Staff of the IUCN Conservation for Development Centre, Gland, Switzerland

Cockerell M.
Director CDC and IUCN Operations Division
Ferrier E.*
Secretary to Director
Hallden H.*
Assistant Information Officer

Halle M.
Assistant Director
Hawes P.
Secretary to Assistant Director
Lavril J.
Secretary to Director
London A.
Secretary to Project Officer

Payne N.
Registry Assistant
Portas P.
Project Officer
Reenpaa M.
Secretary to Registry Assistant

Staff of the IUCN Conservation Monitoring Centre, Cambridge and Kew, UK

Almada-Villela P.
Research Officer, Species Conservation Monitoring Unit
Barzdo J.
Head, Wildlife Trade Monitoring Unit
Beyer M.
Secretary, Threatened Plants Unit
Butler S.
Secretary, Wildlife Trade Monitoring Unit

Caldwell J.
Senior Research Officer, Wildlife Trade Monitoring Unit
Collins M.
Senior Research Officer, Species Conservation Monitoring Unit
Davis S.
Senior Research Officer, Threatened Plants Unit
Douglas Y.
Administrative Assistant, Cambridge

Droop S.
Senior Research Officer, Threatened Plants Unit
Evans D.
Senior Research Officer, Species Conservation Monitoring Unit
Greenwood V.
Secretary to Director CMC
Groombridge B.
Senior Research Officer, Species Conservation Monitoring Unit

Butler S.
Secrétaire, Unité de surveillance continue du commerce de la faune et de la flore
Caldwell J.
Responsable de la recherche, Unité de surveillance continue du commerce de la faune et de la flore
Collins M.
Responsable de la recherche, Unité de surveillance continue de la conservation des espèces
Davis S.
Responsable de la recherche, Unité des plantes menacées
Douglas Y.
Assistante d'administration, Cambridge
Droop S.
Responsable de la recherche, Unité des plantes menacées
Evans D.
Responsable de la recherche, Unité de surveillance continue de la conservation des espèces
Greenwood V.
Secrétaire du directeur CSC
Groombridge B.
Responsable de la recherche, Unité de surveillance continue de la conservation des espèces

Harrison J.
Chef, Unité de données sur les aires protégées
Henson L.
Attachée de recherche adjoint, Unité des plantes menacées
Inskipp C.
Attachée de recherche adjoint, Unité de surveillance continue de la conservation des espèces
Inskipp T.
Responsable de la recherche, Unité de surveillance continue du commerce de la faune et de la flore
Jenkins M.
Responsable de la recherche, Unité de surveillance continue de la conservation des espèces
Leon C.
Responsable de la recherche, Unité des plantes menacées
Lochen K.
Assistante aux publications, Unité de surveillance continue du commerce de la faune et de la flore
Luxmore R.
Attaché de recherche, Unité de surveillance continue du commerce de la faune et de la flore
Mackinder D.
Analyste/programmeur, Service informatique

Phillips N.
Programmeur d'ordinateur
Synge H.
Chef, Unité des plantes menacées et responsable de l'équipement, Kew
Taylor J.
Attaché de recherche adjoint, Unité de surveillance continue de la conservation des espèces
Thornback J.
Responsable de la recherche, Unité de surveillance continue de la conservation des espèces
Tillman M.
Directeur, CSC
Vernon S.
Chef, unité de traitement de texte, Cambridge
Wells S.
Responsable de la recherche, Unité de surveillance continue de la conservation des espèces
Worth W.
Attachée de liaison, Unité des plantes menacées
Wright L.
Responsable des publications.

Personnel du Centre du droit de l'environnement, Bonn, République fédérale d'Allemagne

Baier M.
Assistante au responsable de la documentation
Bertelsbeck D.*
Responsable du système ELIS
Burhenne-Guilmin F.
Chef du CDE
Burton M.
Bibliothécaire

Cox V.
Assistante au secrétariat
Czernik W.*
Responsable de la documentation
Demidecki-Demidowicz M.
Assistent au Chef, CDE
Jones J.*
Assistent au responsable de la documentation
Joy K.
Secrétaire
Julemont G.
Responsable de la documentation, organisations internationales
Mueller D.
Responsable du système ELIS
Seidel O.
Responsable de la documentation

Harrison J.
Head, Protected Areas Data Unit
Henson L.
Research Assistant, Threatened Plants Unit
Inskipp C.
Research Assistant, Species Conservation Monitoring Unit
Inskipp T.
Senior Research Officer, Wildlife Trade Monitoring Unit
Jenkins M.
Senior Research Officer, Species Conservation Monitoring Unit
Leon C.
Senior Research Officer, Threatened Plants Unit

Lochen K.
Publications Assistant, Wildlife Trade Monitoring Unit
Luxmore R.
Research Officer, Wildlife Trade Monitoring Unit
Mackinder D.
Programmer/Analyst, Computer Services Group
Phillips N.
Computer Programmer
Synge H.
Head, Threatened Plants Unit and Kew Facility Manager
Taylor J.
Research Assistant, Species Conservation Monitoring Unit

Thornback J.
Senior Research Officer, Species Conservation Monitoring Unit
Tillman M.
Director, CMC
Vernon S.
Word Processor Supervisor, Cambridge
Wells S.
Senior Research Officer, Species Conservation Monitoring Unit
Worth W.
Liaison Assistant, Threatened Plants Unit
Wright L.
Publications Officer.

Staff of the IUCN Environmental Law Centre, Bonn, Federal Republic of Germany

Baier M.
Documentation Officer's Assistant
Bertelsbeck D.*
ELIS System Manager
Burhenne-Guilmin F.
Head of ELC
Burton M.
Librarian

Cox V.
Secretarial Assistant
Czernik W.*
Documentation Officer
Demidecki-Demidowicz M.
Assistant Head, ELC
Jones J.*
Documentation Officer's Assistant
Joy K.
Secretary
Julemont G.
Documentation Officer, International Organisations
Mueller D.
Environmental Law Information System Manager
Seidel O.
Documentation Officer

Le secrétariat tient à la disposition de chacun une liste complète des membres des commissions spécialisées de l'IUCN et des rapports complets sur les activités des commissions en 1982-1984. L'illustration 31 concerne la représentation régionale des

quelque 3000 membres des commissions. L'illustration 32 concerne la taille relative et approximative des différentes commissions. Les six commissions ont toutes pris du volume pendant la période triennale mais les travaux de la Commission de l'éducation et de la Commission de la planification de l'environnement ont été limités, les postes de secrétaires exécutifs ayant été vacants dans la dernière partie de la période. □



Illustration 31.
Répartition régionale des membres des commissions.

Illustration 32.
Taille relative des six commissions de l'IUCN.

Illustration 33.
Petite colonie de cormorans du delta d'Everos, Grèce, site de Ramsar (Résolution 15/16).

A full list of all members of IUCN's specialist Commissions and full reports on Commission activities during 1982-1984 are available from the Secretariat. Figure 32 shows regional representation of the Commissions' nearly 3000 members, Figure 33 the approximate relative size of the different Commissions. All six Commissions grew considerably during the triennium, but the work

of the Commission on Education and the Commission of Environmental Planning was limited by lack of Executive Officers in the Secretariat in the latter part of the triennium. □

Fig. 31



Fig. 32

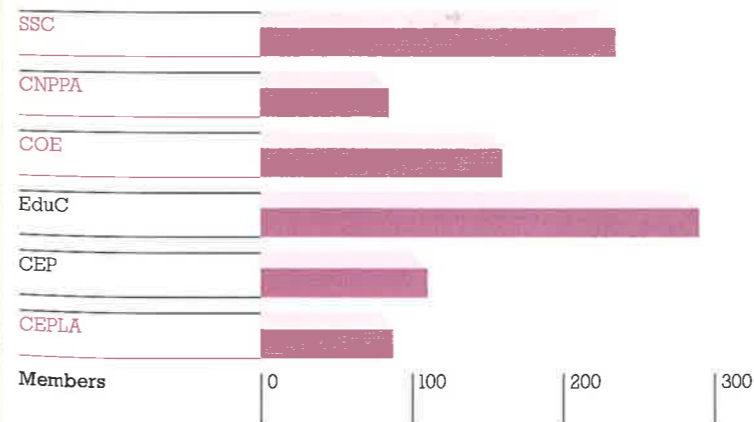
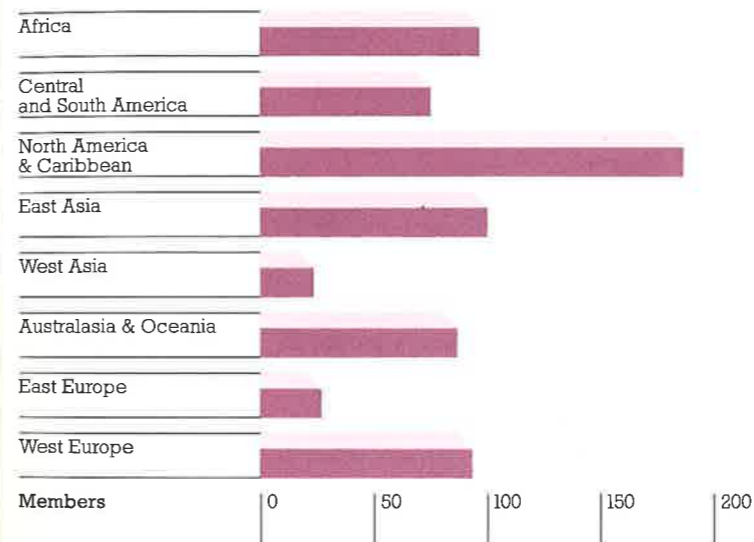
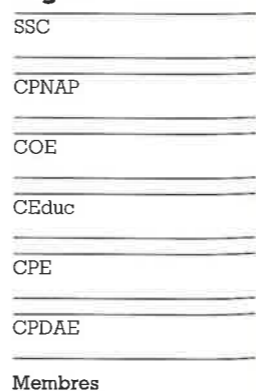


Figure 31.
Regional distribution of Commission members.

Figure 32.
Relative size of the six IUCN Commissions.

Figure 33.
A small cormorant colony Everos delta, Greece, a Ramsar site (Resolution 15/16).

Les illustrations 35 et 36 comparent les recettes et dépenses pendant trois années selon les différentes catégories, basées sur les trois rapports des vérificateurs aux comptes, rédigés depuis la dernière Assemblée générale. L'illustration 34 résume ces rapports. La tendance générale qui se dégage de ces chiffres est indicatrice d'une période de consolidation pour les finances de l'Union. Si le solde des fonds non affectés de l'IUCN accuse un déficit en 1981, à la fin de 1983 il présente un crédit de plus de 1,6 millions de francs suisses dont nous avons pu mettre environ la moitié de côté, constituant ainsi une modeste réserve.

Dans la période examinée on remarque une modeste expansion et les dépenses sont passées d'environ 6,7 millions de francs suisses en 1981 à près de 9 millions en 1983; en 1983, le budget du Centre de surveillance continue de la conservation de la nature a été

consolidé avec celui du secrétariat, pour la première fois, de sorte que l'augmentation réelle des dépenses, compte tenu du budget du CSC n'a été que de 0,2 millions de francs suisses et s'est montée à 6,9 millions.

Les gouvernements et les organismes de droit public sont devenus une source plus importante de revenu pour l'IUCN; leur contribution a pratiquement doublé dans la période examinée. Cette augmentation reflète largement le fonctionnement positif du Centre de la conservation pour le développement.

Les dépenses de gestion et de services aux membres sont restées relativement constantes pendant les trois années grâce à des contrôles stricts des frais généraux. Les chiffres des dépenses figurant dans la section *Politiques, droit et administration de l'environnement* présentent les dépenses jusqu'à la fin de 1982 seulement; les chiffres de 1983 pour cette rubrique comprennent les dépenses du Centre du droit de l'environnement de même que celles de la CPDAE. □

Illustration 34.
Résumé
des recettes et
dépenses de l'IUCN
1981-1983

1981	Recettes	_____
	Dépenses	_____
1982	Recettes	_____
	Dépenses	_____
1983	Recettes	_____
	Dépenses	_____
Millions de francs suisses		

Figures 35 and 36 compare three years' income and expenditure under different categories, based on the three annual audits since the last General Assembly. Figure 34 provides a summary of these audits. General trends apparent from these figures indicate a period of consolidation for the Union's finances. While the opening balance of IUCN's unrestricted funds showed a deficit in 1981 the closing balance at the end of 1983 showed a credit of more than 1.6 million Swiss francs, about half of which we were able to set aside as a modest reserve.

The period showed very moderate expansion, with actual expenditure rising from around 6.7 million Swiss francs in 1981 to around nine million in 1983; in 1983 the budget of the Conservation Monitoring Centre was consolidated with that of the Secretariat for the first time, so the real rise in expenditure, discounting the CMC budget, was only 0.2 million Swiss francs, to a total of 6.9 million.

Governments and government agencies became an increasingly important source of income for IUCN, almost doubling their contribution during the report period. This increase largely reflects the successful operation of the Conservation for Development Centre.

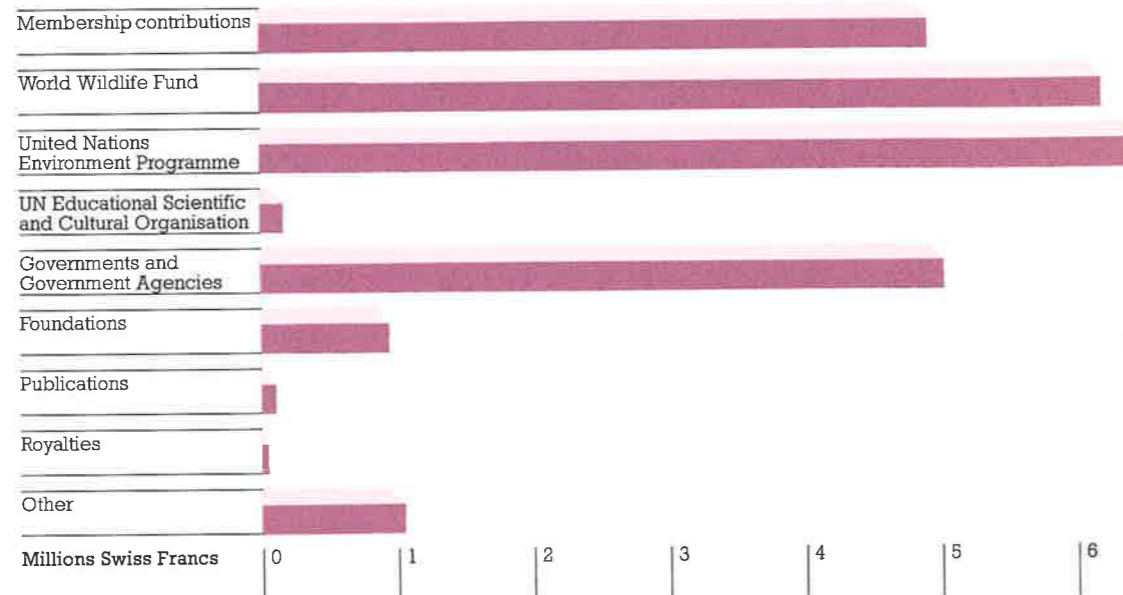
Expenditure on management and membership services remained much the same throughout the three years, thanks to stringent controls on overhead spending. The expenditure figures under the heading *Environmental Policy, Law and Administration* show Commission expenditure only up to the end of 1982; 1983 figures under this head include spending on the Environmental Law Centre as well as on CEPLA. □

Figure 34.
Summary of
IUCN income
and expenditure
1981-1983

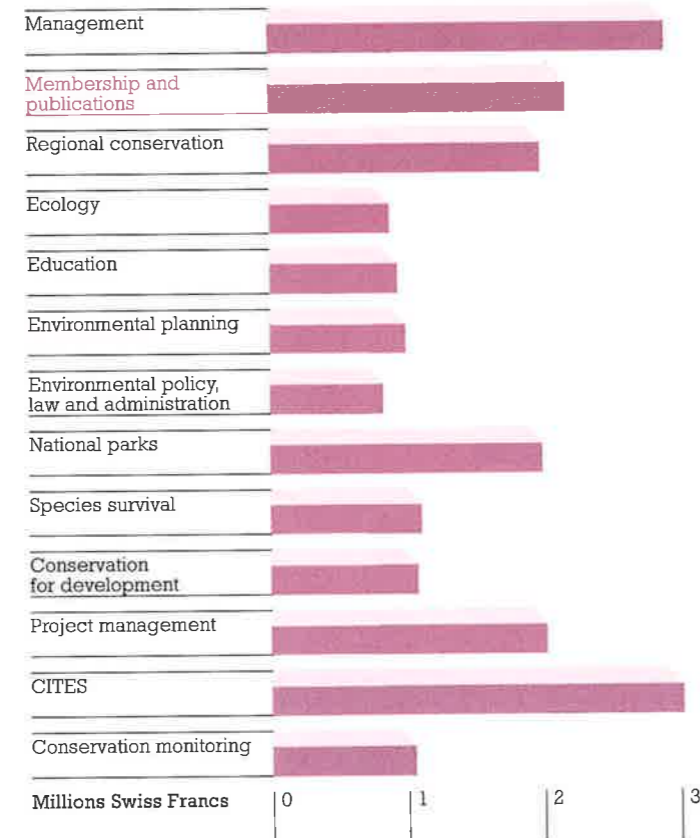


Illustration 35.**Recettes 1981-1983**

Cotisations des membres
World Wildlife Fund
Programme des Nations Unies pour l'environnement
Unesco
Gouvernements et organismes de droit public
Fondations
Publications
Redevances
Autres
Millions de francs suisses

Figure 35.**Income 1981-1983****Illustration 36.****Dépenses 1981-1983**

Gestion
Membres et publications
Conservation régionale
Ecologie
Education
Planification de l'environnement
Politiques, droit et administration de l'environnement
Parcs nationaux
Sauvegarde des espèces
Conservation pour le développement
Administration des projets
CITES
Surveillance continue de la conservation
Millions de francs suisses

Figure 36.**Expenditure 1981-1983****L'IUCN**

Fondée en 1948, l'IUCN est la plus grande, et la plus représentative des unions mondiales regroupant des organismes et des groupes d'intérêt, concernés par la conservation de la nature. Parmi ses membres, qui sont plus de 500, elle compte des Etats souverains, des organismes de droit public et des organisations non gouvernementales dont l'envergure et l'influence s'exercent soit au niveau national soit au niveau international. A travers cette Union, les membres de l'IUCN cherchent à relever des défis communs en matière d'environnement et de conservation des ressources naturelles. La *Stratégie mondiale de la conservation* (publiée en 1980) est le document de référence commun dont ils s'inspirent pour fixer les priorités des projets et de toute autre forme d'action. Le secrétariat de l'Union (sans oublier ses trois centres spécialisés), avec le soutien de plus de 3000 experts qui consacrent bénévolement une partie de leur temps aux six commissions de l'IUCN, fournit des informations, assure la coordination et autres services pratiques pour un programme de conservation appliquée, mis en œuvre par le réseau de l'IUCN lui-même ou par des institutions partenaires et fondations tels que les organismes multilatéraux et bilatéraux d'assistance au développement, les organisations de traités régionaux, les organisations des Nations Unies et le World Wildlife Fund.

About IUCN

Founded in 1948, IUCN is the world's largest, most representative alliance of conservation agencies and interest groups. Its more than 500 members include sovereign states, governmental agencies and non-governmental organisations with national and international scope and influence. Through union, IUCN's members seek to tackle common challenges in environmental and natural resource conservation, using the *World Conservation Strategy* (published 1980) as an agreed basis for setting priorities for project fieldwork and other forms of action. The Union's Secretariat (including its three specialist Centres), with the support of more than 3000 experts who donate their time to the six IUCN Commissions, provides information, coordination and other practical services to an agreed programme of applied conservation which is funded and enacted by the IUCN network itself and by collaborating and fund-operating institutions such as the multi-lateral and bilateral development aid agencies, regional treaty organisations, UN agencies and the World Wildlife Fund.



Avenue du Mont-Blanc, CH-1196 Gland
Switzerland - Suisse